

# cahiers

## LEON TROTSKY



### LES SOCIÉTÉS CAPITALISTES MALADES DE LA PESTE

Dario Renzi  Rosa Luxemburg

Udo Winkel  Paul Levi

Irma & Piotr Petrov  L'Allemagne et la peste brune

Gérard de Sède, à propos du Livre noir :  
Historiens ou fils de pub et faussaires ?

62

mai 1998

Revue trimestrielle  Institut Léon Trotsky

# CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

## BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,  
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

### Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

## ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

### Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 130 F

### Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 250 F

• France : 8 Nos (2ans) 500 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 300 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 600 FF

### Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 350 F

• France : 8 Nos (2 ans) 700 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 400 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 800 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

**Pour l'étranger** les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international, sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

**Règlement** à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de LUC AUJAME

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

# cahiers LEON TROTSKY

n° 62

Mai 1998

## LES SOCIÉTÉS CAPITALISTES MALADES DE LA PESTE

Présentation ..... 3

### ARTICLES ET ETUDES

**Dario Renzi** — Rosa Luxemburg ..... 5

**Udo Winkel** — Paul Levi et sa signification pour le mouvement  
ouvrier allemand ..... 25

**Irma & Piotr Petrov** — L'Allemagne et la peste brune ..... 47

**Gérard de Sède** — Historiens ou fils de pub et faussaires ? ..... 83

### CORRESPONDANCE

**Pierre Broué** — A propos du texte de Chesnais dans  
*Carré rouge* ..... 117

**Pierre Broué** — Lettre ouverte à Monsieur Coquema, auteur d'un roman sur la IV<sup>e</sup> Internationale ..... 121

## LES DÉPARTS

— Michel Chambrier .....	125
— Attilio Chitarin .....	126
— Clara Fraser .....	127
— Geoffrey Pilling .....	127

Photo de couverture : Rosa Luxemburg

## Présentation

Notre numéro 62 devait être consacré au communisme en Allemagne. Nous l'avons voulu, mais nous avons changé d'idée sous la poussée des textes et il y aura prochainement un autre numéro sur ce thème.

Il existe de bons et même d'excellents travaux en France sur Rosa Luxemburg mais nous commençons ici par un article de **Dario Renzi**, leader du groupe du *Socialismo revolucionario*, qui croit profondément à l'actualité de Rosa. Nous l'avons fait suivre d'une étude d'**Udo Winkel** sur Paul Levi, l'ami et le disciple.

Révolutionnaire russe, collaborateur de John Maclean en Ecosse, puis de Trotsky, notamment à Brest-Litovsk, **Piotr Petrov** épousa **Irma Hellrich** qui organisait en Russie les prisonniers de guerre de langue allemande gagnés au bolchevisme dans le cours de la guerre civile.

Emigrés, ils ont écrit ensemble une chronique de la montée de Hitler au pouvoir dont nous avons fait pour nos lecteurs de larges extraits qui nous semblent présenter un intérêt exceptionnel.

Enfin notre vieux camarade **Gérard de Sède**, ancien FTP, ancien journaliste, chercheur du trésor des Templiers et auteur de bien d'autres enquêtes, a cédé à sa passion politique et écrit pour lui-même un pamphlet contre le *Livre noir du Communisme*, qu'il a accepté de nous laisser publier. On appréciera son humour percutant, sa verve et le sérieux de sa documentation en même temps que sa profonde indignation.

Le titre ? Il s'agit bien de la « peste ». Rosa Luxemburg en est morte assassinée, elle a haï Levi, les Petrov montrent comment les partis ouvriers allemands lui ont ouvert la porte et Gérard de Sède analyse la façon dont le *Livre noir* s'emploie à la diffuser.

Tous ces articles sont la preuve que les *Cahiers Léon Trotsky* revivent. Que personne n'oublie de se réabonner et d'essayer de faire au moins un nouvel abonnement. C'est la condition du succès, lequel comme on sait, a besoin de la durée.

Mais déjà une première récompense : une jeune lectrice russe a tenu à nous remercier parce que nous aidons son peuple à retrouver Trotsky. Merci de nous avoir, par votre aide, procuré cette joie, toujours nouvelle.

PS L'actualité des petites revues oblige à publier un texte-mise au point provoqué par la nécrologie des *Cahiers* sur Stéphane Just et l'agression à laquelle s'est livré contre moi François Chesnais. Nous souhaitons clore, car pour parler son langage, nous n'apprécions pas plus les odeurs que les bruits de l'endroit qu'il cite si volontiers.

**Dario Renzi**

## **Rosa Luxemburg un autre marxisme en embryon <sup>1</sup>**

*Ce texte est le dixième chapitre d'un essai critique sur Rosa Luxemburg intitulé L'eretica e l'eredità (L'hérétique et l'hérédité) publié en Italie par Prospettiva Edizioni. On analyse dans ce livre les raisons pour lesquelles les marxistes eux mêmes n'ont utilisé que partiellement Rosa Luxemburg, et d'autre part l'impossibilité de réduire la figure et la pensée de Rosa Luxemburg à un aspect unique, quel qu'il soit. Ce livre propose donc une lecture et un point de vue intégral (comprenant les erreurs et les apories), c'est-à-dire théorique-critique de la marxiste polonaise.*

*Rosa Luxemburg transcende son époque et il faut savoir reconnaître son parcours original sur les champs de bataille, les expériences qu'elle a vécues et le caractère même de son marxisme : de son élaboration sur l'impérialisme à la réponse qu'elle donne au paradoxe des nationalités, jusqu'à la possibilité*

---

1. Dario Renzi est dirigeant et fondateur du courant italien qui constitue aujourd'hui l'organisation Socialismo Rivoluzionario (SR). Il est responsable de Centre de Recherche et de Formation de SR, directeur de la revue théorique *Socialismo o Barbarie*, auteur de nombreux textes parmi lesquels *La lunga marcia del trotskismo*, *Per una nuova idea della rivoluzione e del socialismo* (adopté comme programme de SR), *La nuova epoca e il marxismo rivoluzionario* et *Dialoghi sul socialismo*.

*d'affronter la dialectique entre capitalisme et sous-développement, là où Rosa Luxemburg va au-delà des possibilités objectives, lorsqu'avec une grande capacité de prévision, elle a l'intuition des perspectives du monde sous l'égide du capital. En approfondissant la lecture historique-théorique-critique, l'essai dans sa totalité s'oriente vers une réappropriation, d'un point de vue actuel, capable de relancer l'esprit luxembourgist : la révolution dans le sens constructif, omniprésente mais jamais tenue pour acquise, la priorité de l'Internationale la tension vers la totalité concrète et la conception du parti, qui se réfère systématiquement au développement de la révolution et à la victoire du socialisme. Enfin, « le problème de la subjectivité complexe des classes subalternes », dans toute son actualité, qui est philosophiquement décisif pour Rosa Luxemburg et pour l'avenir du marxisme révolutionnaire moderne.*

(Traduction d'Aurelia Chartier)



Situer le marxisme de Rosa Luxemburg a toujours été la source de diatribes et de contradictions en ce qui concerne précisément sa place, mais plus profondément en ce qui concerne sa nature essentielle. On a eu tendance à réduire cette dernière, la fragmenter, la schématiser, la nier ; les réformistes, pour pouvoir justifier une Rosa Luxemburg dont ils se sont servis de façon partielle et de façon utilitaire, les révolutionnaires à court d'arguments pour pouvoir la citer avec à propos ou hors de propos, les extrémistes pour la présenter comme leur improbable *sponsor* ou l'appendice insolite du bolchevisme, ou l'exception qui confirme la règle, ou encore l'isolée sans espoir. Comme nous l'avons déjà expliqué, ces formulations et solutions fausses d'un problème aussi délicat, toutes et chacune, ont une base réelle, aussi bien objective que subjective.

La pensée de Rosa Luxemburg nous parvient incomplète ; c'est une pensée globale mais une base théorico-politique générale et peut-être même une approche philosophique, mais inachevée. Cela explique, au moins en partie,

l'absence de partisans, l'inexistence aujourd'hui encore d'un courant luxembourgist dans l'acception la plus profonde du terme. Mais on ne peut pas séparer cela des développements concrets de l'histoire du marxisme et du courant marxiste révolutionnaire. Et surtout cela n'élimine pas la question fondamentale : existait-il, et dans quelle mesure, chez Rosa Luxemburg, les germes d'un marxisme révolutionnaire particulier, différent de celui que nous avons connu ? Se poser la question dans ces termes n'a de sens que dans la mesure où existent la possibilité et la volonté militante de développer un courant qui incarne et développe ces idées. Pour être encore plus précis : on peut poser le problème parce qu'à l'intérieur de certaines limites, une tendance luxembourgist commence à apparaître. Les auteurs de ce livre relèvent de ce processus long et compliqué de redéfinition méthodologique et théorique, qui a comporté une révision et un dépassement des canons du mouvement trotskyste, même de son aile révolutionnaire, et qui a recherché chez Rosa Luxemburg des motifs décisifs. Il va de soi qu'il ne s'agit pas d'un processus formel ni achevé, qui implique les raisons les plus profondes et les façons même de concevoir nos bases d'existence et donc de nous concevoir.

Le débat se déroule depuis des années et mérite de continuer et de s'approfondir. Il s'agit surtout de retrouver et de mettre au travail dans les présupposés théoriques — le marxisme théorique — la physionomie propre, par rapport au système, des autres tendances du mouvement ouvrier et leur différenciation même des autres composantes marxistes révolutionnaires. Nous ne sommes pas à la recherche d'une codification statutaire, ou d'une sanction patronymique — dans ce cas : matrilineaire — mais d'une base organique authentique qui a déjà dans notre programme une expression allant fortement dans ce sens. Rosa Luxemburg elle-même avait une sensibilité marquée pour l'autonomie de la théorie de l'organisation et de la politique, comme Oskar Negt le met en évidence de façon efficace :

« L'indépendance par rapport aux directives du parti, qui établissent, à travers des décisions, ce qui est juste et ce qui est faux, ce qui est historiquement important et ce qui est historiquement accidentel, est particulièrement importante pour la formation même de la théorie. Engels déjà, dans une lettre du 1er mai à Bebel, avec un langage décidé et qui démasque les pédants social-démocrates, met en évidence

l'autonomie du travail théorique par rapport au parti, autonomie qui est pour Rosa Luxemburg un élément naturel de la pensée marxiste ».<sup>1</sup>

Il est dommage que l'auteur omette de rappeler que le travail théorique constituait pour Rosa un formidable instrument de préparation de la révolution socialiste, qu'il devait être constamment ramené à cette dernière et donc aussi à la construction d'un parti différent, dans lequel l'autonomie de recherche ne soit pas synonyme de la libre pensée du XIXe, mais signifie liberté finalisée à la réalisation des tâches et à l'autodiscipline fondée sur la conviction.

La recherche de Rosa Luxemburg fut libre autant que rigoureuse et absolument finalisée. *Dans la mise au point théorique des traits principaux de l'ère qui commençait alors, on peut reconnaître l'embryon d'un marxisme original et autre par rapport aux marxismes existants.* Plus qu'il ne l'est d'un point de vue strictement politique et organisationnel. Nous parlons d'un embryon, pas seulement et pas tellement à cause de telle ou telle erreur — qui ont été nombreuses et souvent graves — mais à cause de la limite de fond qui la marqua, le fait de ne pas essayer de se mettre à la tête d'un véritable courant théorico-politique. La conviction de le faire aurait certainement fait émerger beaucoup plus, même dans la pensée profonde, l'urgence de la fondation qui faisait d'autre part surface sans relâche dans son action comme dans ses écrits. En assumant cette clé de lecture qui différencie nettement Rosa Luxemburg de toutes les autres fractions marxistes de l'époque, bolcheviks compris, nous sommes amenés à revoir explicitement ou à mettre en discussion des jugements que nous avons précédemment exprimés<sup>2</sup>, évidemment conditionnés par une lecture encore partielle et par une immaturité d'expérience pratique. Nous avons tendance à reconduire, en forçant trop, les différentes composantes du marxisme

1. Oscar Negt, "Rosa Luxemburg e il rinnovamento del Marxismo", dans *Storia del Marxismo*, II, p.353.

2. Voir à ce propos les positions soutenues par Dario Renzi, "Il marxismo rivoluzionario tra teoria e prassi", dans *Socialismo o Barbarie* n° 1-2, mais aussi les essais du même auteur, "Perché luxemburghisti", *ibidem*, n° 4-5-6, et le livre de Riccardo Anfossi *Le Internazionali (1864-1943) Storia di un'idea*, en particulier p. 91 et suivantes, qui accentue particulièrement, dans le cadre d'une reconstruction intéressante et brillante des vicissitudes des Internationales, l'aspect de la synthèse possible entre Rosa Luxemburg et les bolcheviks.

révolutionnaire historique dans le même courant, alors qu'aujourd'hui il nous apparaît plus correct de souligner les *divergences croissantes*, tout en partant et en maintenant des références et perspectives communes solides. Ce qui, au-delà des vicissitudes politico-organisatives<sup>1</sup>, pèse de façon déterminante dans le fait de souligner cette révision de jugement sur l'histoire de nos prédécesseurs, qui a naturellement d'importantes conséquences quant au contenu concret, c'est *la mesure théorique*.

Rosa Luxemburg se relie de façon organique à Marx, à sa formulation méthodologique fondamentale et fondatrice, en essayant de l'appliquer et de la pousser plus loin. Certainement sur le terrain de la critique de l'économie politique qu'elle considérait comme décisif dans la juste dimension, mais aussi de façon plus générale. Alors qu'elle se plaçait dans le sillage des initiateurs, elle percevait avec force les limites historiques de l'élaboration qu'elle signalait souvent mais de façon voilée, par respect envers les fondateurs et pudeur pour sa propre fonction. Elle assumait de façon déclarée la nécessité de faire vivre la dialectique matérialiste avec le déroulement des temps, avec les changements des tâches. Mais elle en déduisait, inévitablement et justement, le besoin d'affiner et de compléter l'instrument philosophique fondamental pour l'émancipation des classes laborieuses. Dans ce sens, elle aura tendance à introduire petit à petit des éléments relativement ou même *radicalement nouveaux*, ou bien elle développera, en allant bien au delà des prémisses, des ébauches déjà contenues chez Marx et Engels. Comme nous l'avons vu, les fruits de son travail ne seront pas toujours entièrement satisfaisants, mais la correction de son orientation fondamentale est ce qui compte le plus. Pour tout un ensemble de raisons, auxquelles nous avons déjà fait allusion, elle n'aura pas, ou elle ne voudra pas rendre explicite, la pleine conscience de cette tendance à compléter/dépasser l'œuvre des maîtres ; au contraire, elle l'appréhendera et elle essaiera de se justifier à l'avance. Il vaut la peine de souligner que cette conscience voilée qu'elle a d'elle-même n'enlève rien à ce qu'elle nous laisse.

1. Voir D. Renzi, *La nuova epoca e il marxismo rivoluzionario*, Vol. I, p. 57-59 et 125-133.

On peut vérifier la profondeur de sa rupture avec le contexte de la IIe Internationale non seulement à partir de la promptitude et de la radicalité des batailles théoriques et politiques qu'elle mène, *mais aussi à partir de son isolement perpétuel dans le milieu en tant que femme et en tant que dirigeante, un isolement qu'elle ne subit pas, au contraire qu'elle choisit entièrement, même si elle en souffre*. Elle commence à exprimer un jugement moral de plus en plus achevé de la *direction* social-démocrate nationale et internationale. Elle considère ces gens comme définitivement étrangers à la cause. Bien sûr, de façon contradictoire, elle s'adaptera dans certains cas partiellement à de fatales nécessités politico-organisationnelles, mais elle a toujours su procéder de façon à ne jamais se compromettre avec l'appareil. A aucun prix elle ne mettra de l'eau dans le vin de ses convictions centrales pour rendre hommage à l'autorité constituée du mouvement ouvrier ; tout au plus elle tardera ou hésitera à tirer toutes les conséquences pratiques immédiates de ses verdicts définitifs. Déjà dans les temps, les modes et dans la netteté de cette rupture, qui, *nous insistons, est liée à des problèmes de conception*, se révèle une différence marquée d'avec les Russes et tout ce que sera la IIIe Internationale à ses débuts. Il y a un plus petit multiple commun qui souvent se devine à peine mais qui n'en agit pas moins et qui concerne le style, l'angle du travail, la façon même dont se conçoit la connexion entre les différentes sphères de l'activité. *Pour elle, il existe une rigoureuse hiérarchie des valeurs socialistes, en commençant par les principes, la méthode dialectique et matérialiste, par la rigueur programmatique, la discipline internationale, qui n'admet en aucun cas d'être mise en question, qui ne peut être mise en question, pas même par la véhémence du mouvement révolutionnaire des masses, précisée, corrigée, oui, mais pas bouleversée*. Pour les bolcheviks, malgré leur fermeté, il n'en sera pas précisément ainsi, aussi et surtout à cause des événements dont ils furent les protagonistes, mais par lesquels ils furent aussi en partie et nécessairement emportés.

Pour comprendre le marxisme révolutionnaire original de Rosa, par contraste, le rapport avec les bolcheviks, l'autre pôle révolutionnaire de l'époque, est symptomatique.

Il est indispensable de regarder au rapport qu'eut Rosa Luxemburg — et en partie les groupes dont elle fut l'inspiratrice — avec le bolchevisme d'un point de vue moins étroit que celui qui est traditionnellement adopté. L'activité de recherche ressemble beaucoup, au premier abord, à celle de Lénine et Trotsky. Mais en réalité la communauté de l'objet entre eux trois ne correspond pas à la façon de l'aborder. Chercheurs et protagonistes de la révolution, grands et passionnés, ils la vivaient et la concevaient de façon complètement différente.

Lénine fut celui qui fit le plus coïncider la compréhension générale avec la préparation détaillée ; son regard de grande ampleur savait se concentrer précisément sur les forces motrices concrètes, sur les rythmes spécifiques, sur les tournants précis. Il parvint à cueillir le point de rencontre entre la totalité mondiale et la particularité russe et à avoir une incidence sur cette dernière grâce aussi à la première. Stratège et tacticien d'une valeur extraordinaire, il se préoccupa peu de globaliser une théorie de la révolution ; ses généralisations sont ordinairement liées à l'exégèse, autant que ce qu'il fit — malgré les légendes sur *Que faire ?* — en relation à sa théorie de l'organisation.

*Vice-versa* Trotsky se présente comme le législateur, et aussi comme le censeur, du mouvement dans ses traits les plus généraux. A travers un parcours bizarre, partant de l'expérience russe, mais en reprenant et en appliquant de façon géniale la loi du développement inégal et combiné, il parvint à élaborer la « Révolution permanente » comme théorie universelle <sup>1</sup>. Ce fut sa principale contribution théorique au marxisme révolutionnaire ; la première critique au stalinisme se place au second plan, ainsi que, du point de vue pratique, la construction de la IVe Internationale.

Rosa Luxemburg part au contraire d'une approche plus classique pour descendre dans la révolution comme totalité *in fieri* (en devenir), comme puissance de la libération qui commence à se faire. Elle ne se préoccupa pas d'extraire des lois précises, comme Trotsky, ni de la préparer dans le détail, comme Lénine, mais elle essaya d'en comprendre la nature et les perspectives historiques en se reliant étroitement et inséparablement au but socialiste. A partir

1. Rosa Luxemburg, "Sciopero di massa, partito e sindacati", dans *Scritti politici*, p. 20.

de ces points de vue différents, on peut entrevoir les différences d'orientation théorique et de lecture du marxisme même.

Le bolchevisme représenta objectivement, et donc également pour Rosa Luxemburg, trois phénomènes distincts. Une composante internationaliste radicale, extrêmement minoritaire dans le milieu de la IIe Internationale. Une des deux tendances — la tendance révolutionnaire et révisionniste marxiste de gauche — dans laquelle se divisa la social-démocratie russe. La direction politique de la révolution d'Octobre, assumée comme premier pas de la révolution mondiale, donc inspiratrice de la réorganisation marxiste, initiale et partielle, d'une partie du mouvement ouvrier international.

En relation à ces trois moments du bolchevisme, Rosa Luxemburg fut critique, parfois sévèrement. Elle l'était cependant à partir d'une position entièrement et vraiment solidaire, car elle éprouvait — et les meilleurs des bolcheviks le lui rendaient — le sentiment de la communauté stratégique existant entre eux. Un signe incontestable de cette communauté fut la cordialité et l'estime réciproque qui la liaient à Lénine, à qui elle ne manqua jamais, même dans les moments de plus dure opposition.

On peut partager le jugement des historiens comme Gilbert Badia qui relativisent l'importance de la polémique sur l'organisation. Cependant cette polémique, comme celle sur les nationalités, était symptomatique de ce qui mûrissait dans les coulisses. Chaque fois, *Rosa avait en grande partie tort sur le fond, mais elle posait des problèmes de méthode ou de programme qui dépassaient la querelle spécifique et la plaçaient sur un plan différent, la projetaient, même de façon erronée, dans une perspective historique plus vaste et profonde, plus exactement vers l'horizon socialiste.* A plus forte raison, ses notes critiques sur la révolution russe sont moins significatives par rapport à la conjoncture qu'elles ne le sont par rapport au long terme.

Il ne fait aucun doute que le développement de la situation soviétique — nous pensons à 1921 — aurait envenimé la polémique au plus haut degré, et aurait mis en lumière les différentes façons d'interpréter le marxisme révolutionnaire. Il n'existe aucun aspect important sur lequel on ne puisse mesurer les divergences, exprimées ou initiales, de grande signification. Nous

faisons référence aux concepts stratégiques élémentaires : la politique, le parti, l'Etat, l'impérialisme, la façon de développer la critique de l'économie politique, l'Internationale, la révolution et particulièrement sa combinaison avec la construction du socialisme, la liberté, la démocratie, la terreur, la question nationale, la question paysanne... La liste pourrait continuer ; il n'est pas intéressant de faire ici une liste des différences mais plutôt de comprendre ce qui les sous-tend. En relation à la perspective globale de la période et des tâches qu'elle proposait, par conséquent par rapport à la fonction du marxisme révolutionnaire à échelle internationale, deux projets différents commençaient tout au moins à se dessiner. Au moins deux parce que nous doutons fortement de la complète syntonie de Lénine et Trotsky, pour nous limiter aux figures de tout premier plan. *Il nous semble qu'une réflexion plus vaste et plus riche émergeait chez Rosa Luxemburg, qui jetait bas avec plus de force l'échafaudage idéologique de la IIe Internationale, en se référant au meilleur Marx d'une façon qui n'avait rien de scolaire. Son analyse des grands processus planétaires, l'évidence avec laquelle elle éclaire l'alternative socialisme ou barbarie, la vigueur avec laquelle elle trace les buts les plus profonds, non seulement de l'avant-garde mais aussi du prolétariat entier, l'acception générale même de la subjectivité, fournissent une fondation théorique de grande haleine et d'une actualité extraordinaire. C'est le souffle méthodologique, qui circule dans toute sa pensée, qui la rend forte et utile, au delà des nombreuses erreurs et limites.* Le fait que cet édifice stratégique demeure inachevé est évidemment une limite importante, mais pas définitive, parce que les développements même du capitalisme et de la révolution poussent à rouvrir le chantier. Il ne s'agit évidemment pas d'opposer l'un à l'autre l'ébauche de conception globale luxembourgistes au système d'idées léninistes et trotskystes. Au contraire, la contamination est plus que jamais indispensable et signifie redécouvrir ou réhabiliter certaines contributions fondamentales des Russes qui ont été caricaturées ou simplement liquidées. Mais le point de vue dont on se place n'est absolument pas indifférent : le point de vue de Rosa Luxemburg est supérieur en ce qui concerne la vision de la société future, tandis que chez Lénine et surtout chez Trotsky d'importantes contradictions subsistent en relation aux conditions



préalables et aux premiers pas à faire, mais aussi une définition concrète décharnée et même ambiguë du type de société à construire. Nous ne cesserons jamais de répéter, avec Rosa, que les conditions dans lesquelles les leaders bolcheviques furent obligés d'agir eurent une grande incidence sur leur pensée — trop grande si l'on considère leur niveau —, mais cela ne peut nous freiner dans l'examen des positions en jeu. Surtout quand c'est déterminant pour relancer le marxisme révolutionnaire vers l'avenir et quand la grande majorité du courant dont nous provenons continue à se débattre dans une crise très grave, qui est due aussi au schématisme léniniste-trotskyiste des épigones.

Même dans les critiques que Rosa fait au travail de Lénine sur l'organisation — qu'elle est coupable d'avoir sous-évaluées — une exigence profonde émerge, plus profonde, plus sérieuse, qui caractérise son marxisme : *la nécessité urgente de se débarrasser à tout prix des critères paternalistes et/ou excessivement réalistes dans la lutte socialiste, d'éviter, sans exceptions, les moyens étrangers pour ne pas compromettre l'objectif final.*

Indépendamment de combien et comment elle l'explique, c'est la conscience de soi, l'auto-conscience qu'elle possède qui, bien que partielle, la différencie profondément des dirigeants marxistes révolutionnaires de son époque et à plus forte raison de ceux qui l'avaient précédée et de ceux qui la suivront. Nous ne faisons pas référence à l'auto-conscience de son rôle et de sa fonction en termes généraux, mais à *la conscience de soi, de sa personne en fonction de la bataille et pas seulement.* Cela peut-il être considéré comme un élément secondaire ? Cela ne le fut certainement pas pour elle, mais à bien y regarder, cela ne peut pas l'être pour nous si le caractère humaniste est déterminant pour le destin du marxisme révolutionnaire, et il ne peut, de façon crédible, être proposé en faisant abstraction du vécu.

Rosa Luxemburg est personnellement une hérétique — une femme, ce n'est pas un hasard, comme les sorcières — avant de l'être dans l'entreprise socialiste. Elle l'est pour sa façon de se rapporter à la réalité, au mouvement, au patrimoine, à ses camarades même. Une hérétique qui n'aime pas être source de scandale, mais une hérétique en substance : parce que marxiste et pour cela marxiste. Son esprit d'indépendance — qui n'a rien à voir avec la recherche de

l'originalité — la porte toujours à chercher sa propre voie, rappelons-nous son oscillation batailleuse entre bolcheviks et mencheviks.

Rosa Luxemburg commence à incorporer au marxisme révolutionnaire, de façon massive mais silencieusement, l'introspection. Elle part des aspects subjectifs originaires des classes travailleuses, et leur attribue une importance extraordinaire. Elle est une fine connaisseuse de la mentalité et de la psychologie prolétarienne, qu'avec le temps — bien que sans dissoudre les traits de classes — elle considérera comme plus généralement populaire. Elle se réfère aux aspects les plus minutieux de la façon de penser et de se comporter dans l'existence quotidienne, les us et coutumes des gens communs, leurs traditions et croyances, les réactions typiques et les réflexes conditionnés. Elle en avait une connaissance profonde, presque naturelle, grâce au don qu'elle avait d'écouter. Ce n'est pas un hasard si la base de l'organisation social-démocrate, les simples travailleurs, l'admiraient et l'estimaient, au delà de ses positions, ils la considéraient comme un point de référence global. Ou bien si ses élèves à l'Ecole du parti, bien que choisissant des voies différentes, restèrent marqués par le rapport avec cette enseignante si spéciale.

Cela constituait une prémisse implicite mais toujours présente et fertile, comme son amour plus général pour la vie sous toutes ses formes, qui caractérisait l'extraordinaire énergie de son esprit et de son âme. Il est donc encore plus significatif que des personnages provenant de la pègre stalinienne ou des intellectuels d'une autre extraction bourgeoise, n'aient pas su retenir leur haine de classe (et pour la vie) en soutenant ou en insinuant que c'était de la part de Rosa de l'intimisme romantique, au sens péjoratif du terme. Naturellement ces messieurs savent bien peu de choses du marxisme (et de la vie) mais ils sont prêts à le souiller gratuitement. L'humanisme et le naturalisme, mais — il faut le dire avec fierté — aussi son esprit romantique, sont des traits qui connotent un marxisme explosif et luxuriant, ne renonçant à rien, contrairement à ses falsifications. La compréhension du vécu et de la pensée de ses gens n'assurera jamais chez Rosa des accents ouvriéristes ou populistes. On ne trouvera chez elle aucune allusion sottise, ou, pire, aucune exaltation aberrante de la vie en usine, ni de sublimations de l'inculture prolétarienne, ou de condamnations

approximatives de la culture bourgeoise. Ces formes de fétichisme de l'usine, typiques des réformistes hypocrites mais aussi des révolutionnaires frustrés et des imbéciles en général, furent toujours très loin de cette révolutionnaire cultivée et raffinée. La connaissance profonde des conditions d'existence des prolétaires engendrait chez elle douleur et solidarité — surtout pour les souffrances et les tragédies des femmes et des enfants. Sans jamais se laisser aller à une vaine pitié, elle raffermissait la conscience aiguë et ferme de l'abrutissement auquel l'exploitation et l'oppression capitaliste conduisaient le prochain. Sans se sentir coupable et sans hésitations d'aucune sorte, elle ne cessa jamais de cultiver son amour pour la littérature, la poésie en particulier, comme pour la botanique et pour les animaux, envers lesquels elle montrait une attention particulière. Aucune de ces caractéristiques humaines ne fut étrangère à sa capacité de comprendre les femmes et les hommes des classes subalternes, dans leur drame comme dans les potentialités de se libérer, dans la misère de chaque jour comme dans la rébellion soudaine. Sa sensibilité et son amour de la vie ne peuvent se séparer de sa capacité d'agitatrice et de constructrice infatigable, et de sa capacité à extraire de cette action si intense une nouvelle lympe pour son marxisme. Il n'existe pas de schématisations faciles ni d'exaltations a-critiques des mécanismes mentaux et des comportements prolétariens. Ainsi elle sera la première à fustiger sans pitié les masses quand elles se mettaient en rang pour participer à la boucherie impérialiste, bien sûr à cause des directions majoritaires, mais elles se faisaient en quelque sorte complices. Ainsi elle sera toujours prête à trouver les limites des luttes et à les stigmatiser avec dureté. Prête à dénoncer sans diplomatie l'arriération des conditions de vie des travailleurs, elle ne se fâchera jamais contre eux mais les critiquera, en essayant de les comprendre pour les aider à se dépasser.

C'est aussi à travers ces expériences complexes que Rosa Luxemburg arrive à *poser le problème de la conscience de classe*, sans le banaliser, sans le renfermer dans des schémas arides comme nombre de ses critiques acerbes le lui ont reproché, et encore moins en le posant de façon ontologique comme le lui ont attribué certains *supporters*, nuisibles à la longue, du type Lukács. Au contraire, *elle a une vision anthropologique et sociale, empreinte de sens*

*historique, de conscience*. Elle pose dans toute sa signification explosive et dans son actualité, une des questions clés, que le marxisme d'alors, mais aussi par la suite, n'a pas affronté ou n'a affronté que très partiellement. Elle décompose le concept, qui n'est pas un *a priori* métaphysique et intemporel analytiquement, pas plus qu'il n'est un absolu, un but évident, en perspective. La subjectivité prolétarienne diffuse est, pour Rosa Luxemburg, quelque chose de bien plus palpitant, complexe, différencié et changeant que toutes les définitions de manuel que le marxisme a essayé d'en donner. La mentalité simple et la psychologie élémentaire sont de réels points de départ inaliénables pour comprendre, de même que la prédominance des lieux communs et des idéologies sont des passages obligés pour critiquer l'existence et consistance effectives des masses prolétariennes et donc en fomenter la croissance spirituelle. Celle-ci trouve dans l'expérience directe, dans l'action, dans la lutte, dans la grève, dans la révolution, le moment *clou*, mais exactement parce qu'il ne s'agit pas de faits en soi mais de moments plus hauts qui s'inscrivent dans toute une situation et ne la concluent pas, mais la rouvrent suivant des modes qui peuvent être inattendus.

Ce qu'il y a de plus précieux, parce que permanent à l'intérieur de ce mouvement rapide et révolutionnaire de montée et de descente de la vague, c'est son précipité spirituel : la croissance intellectuelle et culturelle qui se fait par sauts pour le prolétariat, qui offre une garantie inviolable de son progrès ultérieur et irrésistible dans la lutte économique et politique.<sup>1</sup>

Rosa Luxemburg s'interroge de façon rhétorique dans ce sens :

« La dialectique n'est-elle pas l'instrument qui doit aider le prolétariat à sortir des ténèbres dans lesquelles est plongé son avenir historique, l'arme intellectuelle qui permet au prolétariat, encore sous le joug matériel de la bourgeoisie, de triompher de cette dernière, de la convaincre qu'elle est condamnée à périr, en lui montrant combien la victoire du prolétariat est inévitable ? Cette arme n'a-t-elle pas déjà amené la révolution sur le terrain de la raison ? »<sup>2</sup>

C'est dans ce sens élevé qu'elle considère la mission des classes travailleuses, et c'est autour de ce concept, autour des capacités intégralement humaines, de la force spirituelle du prolétariat, que se développe l'idée de la

1. Rosa Luxemburg, *Riforma sociale o rivoluzione?*, p. 85.

2. *Ibidem*, pp. 89-90.

subjectivité complexe. *Penser les luttes, comprendre les mouvements, s'y jeter corps et âme, est lié proportionnellement au désespoir de la condition humaine comme à l'objectif de libération totale — morale et matérielle.*

En dehors de cela, il y a le néant d'une science (?) lourde et triste, d'un matérialisme d'Etat, qui a donné — et ça n'est pas un hasard — les résultats horribles que l'on voit encore à La Havane et à Pékin. La raison dialectique et passionnelle de Rosa se libère en d'autres cieux, vers d'autres planètes, *qui existent, vrais, que l'on peut atteindre*, parce qu'aucun baron « rouge » au service de l'appareil ne pourra empêcher les travailleurs de penser et d'espérer, de le faire d'une certaine façon car ils sont des exploités et des êtres humains ; aucun bureaucrate ne pourra entraver la recherche et le rêve de l'auto-émancipation. Rosa Luxemburg extrait de vive force de la dure pierre de la réalité, avec son ciseau dialectique, la substance et la forme de la révolution socialiste. Elle se configure comme le résultat d'un effort conscient, gigantesque et des multitudes, un effort sans précédent dans l'histoire de l'humanité et provenant pourtant entièrement d'elle. Briser la machine de l'Etat bourgeois, vaincre les monopoles impérialistes, conquérir le pouvoir politique, déchaîner les luttes économiques les plus profondes, commencer partout la socialisation, conquérir la démocratie intégrale et pour la grande majorité, mettre en actes la liberté sur tous les plans, surtout « *pour ceux qui pensent différemment* » : *ce sont autant d'aspects d'une intégrité inséparable. C'est la dialectique de la vie qui brise les digues et devient une vague irrésistible de transformation révolutionnaire de la réalité universelle. Ce qui comporte déjà, comme élément caractéristique, essentiellement la transformation des individus, avant tous les autres les individus des classes inférieures, enfin capables de penser grâce à la lutte, de construire dans les grèves, de dessiner l'avenir dans la révolution. Sans illusions bien sûr !*

Le progrès historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est effectivement pas une chose simple. L'originalité de ce mouvement consiste dans le fait que, pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires décident de réaliser elles-mêmes leur volonté en s'opposant à toutes les classes dominantes ; d'autre part, la réalisation de cette volonté les place au delà de la société actuelle à

travers un dépassement de cette société. Ils ne peuvent faire l'éducation de cette volonté que dans la lutte permanente contre l'ordre existant et à l'intérieur de cet ordre. Unir la grande masse populaire autour d'objectifs situés au delà de l'ordre existant ; réunir la lutte quotidienne avec le projet grandiose d'une réforme du monde, c'est le grand problème qui se pose pour le mouvement socialiste ; ce qui doit guider son évolution et le progrès c'est la préoccupation d'éviter deux obstacles : il ne doit sacrifier ni son caractère de masse ni le but final, il doit éviter aussi bien d'être une secte que de se transformer en un mouvement réformiste bourgeois, il faut se méfier aussi bien de l'anarchisme que de l'opportunisme.<sup>1</sup>

Le luxembourisme se base sur une confiance illimitée dans les potentialités prolétariennes, donc humaines.

« Parce que la connexion intime du mouvement socialiste avec l'élan intellectuel se réalise non pas grâce aux transfuges qui nous viennent de la bourgeoisie, mais grâce à la montée de la masse prolétarienne. Cette connexion se fonde non pas sur une affinité quelconque de notre mouvement avec la société bourgeoise, mais sur son opposition à cette société. Sa raison d'être est le but final du socialisme, la restitution de toutes les valeurs de la civilisation à la totalité du genre humain. »<sup>2</sup>

Le marxisme de Rosa Luxemburg s'essaie face au monde et se trouve face à un monde qui vit une grande et profonde transformation. Elle prévoit avec lucidité non seulement la guerre qui arrive, *mais aussi le sens que toutes les guerres assumeront, leurs causes innées dans le système et leurs terribles conséquences, de toute façon impérissables pour la cause prolétarienne.* L'histoire a entièrement confirmé ses prévisions : les guerres ont fomenté des révoltes et des révolutions, mais aussi d'autres guerres et elles ont dans tous les cas fait reculer la lutte de libération. Elle avait pronostiqué avec une grande lucidité que la guerre mondiale actuelle forgeait toutes les conditions nécessaires à d'autres guerres et que, dans ce gigantesque cercle vicieux de la destruction, la

1. Rosa Luxemburg, "Geknickte Hoffnungen" dans *Die Neue Zeit*, XXII (1903-1904), 1, n° 2, maintenant dans *Gesammelte Werke*, vol. III, p. 206. Cité par Lelio Basso dans l'introduction, *Scritti politici*, p 91.

2. Rosa Luxemburg, *Lettres à Leo Jogiches*, vol. II, p. 166

classe ouvrière serait capable d'aller au suicide derrière les étendards impérialistes et avec l'écroulement du mouvement ouvrier organisé. Mais la tragédie à son début *défini la période mondiale avec des accents de polarisation historique très marqués*, qui dépendent de la base socio-économique du capitalisme, de ses traits génétiques, mais ils ne coïncident en aucune façon avec ces derniers. La lutte est lutte de classes mais aussi de civilisations et de cultures et de consciences. L'alternative « socialisme ou barbarie » n'est plus seulement un cri de bataille mais *elle commence à être le fait concret de la contemporanéité*, qui fait qu'on ne peut renvoyer à plus tard l'engagement global : c'est une longue lutte pour la vie ou la mort de l'humanité, sans raccourcis ni solutions toutes prêtes.

Sa position est différente de celle d'autres marxistes révolutionnaires non seulement pour son analyse du développement capitaliste et de son âme intimement militariste et qui foment des guerres, mais aussi pour la nature opérante de la disjonction historique et surtout pour sa lecture de la démarche de la révolution. Elle a une confiance immense dans les forces sociales élémentaires, elle connaît et prévoit leur explosion irrésistible, mais elle sent les limites internes et les dangers qui menacent le mûrissement socialiste. Elle est sûre que ces limites et dangers ne dépendent pas purement et simplement des conditions objectives, générales et particulières, et qu'elles ne dépendent pas non plus seulement de la compétence et de l'enracinement de l'avant-garde, mais du possible retard historique de la conscience, qui est accentué par l'impressionnante énergie destructrice de l'impérialisme. Comment lui donner tort après la Deuxième Guerre mondiale ? Elle reste ferme sur sa conviction de fond, mais ces préoccupations l'assombrissent, elle ne les cache pas. Le ver dialectique la ronge sans la faire céder mais en la distinguant de l'entêtement bolchevique.

C'est à partir de cette vision de la planète qu'elle refuse la politique de pacotille ou ce qu'elle appelait une caricature de la politique, en écrivant à Leo Jogiches :

« Hier, j'étais prête à abandonner d'un seul coup toute cette maudite politique, ou plutôt cette sanglante parodie de la vie "politique" que nous menons, et à envoyer promener le monde entier.

Un genre de culte de Baal idiot et rien d'autre, là où l'on sacrifie des existences humaines entières à sa propre agitation et à sa morve intellectuelle. Si je croyais en Dieu, je suis convaincue qu'il nous châtierait sévèrement pour ces tourments. »<sup>1</sup>

Citation incommode mais qui éclaire la réaction humaine de la militante — de n'importe quelle militante ! — dans un moment de découragement causé par la prépondérance des mécanismes sur les choix. Mais citation qui, plus en profondeur, révèle combien montait chez Rosa Luxemburg une fureur sacro-sainte contre la politique bourgeoise et ses engrenages fatidiques qui filtrent constamment dans le mouvement ouvrier. Elle sent le souffle ardent, clair et récurrent, à rompre la routine et elle essaie de la renverser avec son imagination et sa sensibilité, mais elle ne dépasse jamais ce seuil personnel, elle ne radicalise ni ne généralise suffisamment ce qu'elle vit et souffre intimement. *Elle va au delà de la politique telle qu'on l'entend normalement — même les marxistes — sans être conséquente. C'est aussi et justement en cela que commence à éclore, au delà de la politique souvent erronée et, contre celle-ci, un autre marxisme révolutionnaire.* Comment ne pas en voir la transgression et la contemporanéité explosives ?

Un marxisme révolutionnaire qui sent fortement le sens concret de l'histoire porté par la lutte de classe. Ce n'est pas exclusivement une vision historique des tâches qui l'unit aux marxistes révolutionnaires ses contemporains, mais une idée du faire historique de la révolution. Une idée épique, et aussi tragique, et une capacité de situer le moment historique à l'intérieur de l'écoulement plus universel des événements. Les masses ont entre leurs mains la civilisation, son patrimoine et sa possibilité, et le développement historique, d'une certaine façon, pousse dans cette direction. Elles peuvent, en partant de leurs besoins et dans le feu des luttes, à travers la révolution, entreprendre à la première personne l'œuvre socialiste et changer le cours de l'histoire. Il y a en cela le *pathos* de l'émancipation subjective, qui naturellement

1. Rosa Luxemburg, *op. cit.*

réclame l'individualité et *imprègne complètement la pensée de Rosa, caractérise son marxisme révolutionnaire comme la théorie, la pratique et la passion d'un tournant historique global, possible et nécessaire, mais qu'il faut entièrement conquérir.*

Rosa Luxemburg est éternellement préoccupée et concentrée sur les limites du marxisme révolutionnaire réellement existant et qui prenait forme dans cette tempête aux dimensions d'époque en cours. Elle en voit les apories, les contradictions, les vides, les erreurs, à la lueur des leçons du mouvement et du socialisme, but tangible pour les masses mais que les avant-gardes peuvent compromettre ou mettre en danger. Cette crainte n'est pas explicitée de façon organique mais elle est vaguement présumée, comme si elle devait éclaircir son caractère et son dénouement. C'est aussi dans le sillage de cette préoccupation, qui frôle l'obsession et sera source d'erreurs, que son marxisme révolutionnaire se trempe et se radicalise.

Le marxisme révolutionnaire de Rosa Luxemburg *se qualifie pour la raison décisive qu'on ne postule pas l'objectivité de ce dernier comme facteur suprême.* Malgré la permanence, dans certains écrits, même lourde, d'accents déterministes, cette veine fondamentale s'élève comme un géant dans sa correspondance et dans ses discours les plus importants. Ce sont précisément les possibilités et nécessités du socialisme comme affaire des grandes masses, comme voie de libération globale, qu'il faut entreprendre immédiatement, mais dont la réalisation est un point d'arrivée historique, c'est justement cette perception de globalité, existante et persistante, en tant que besoin extrêmement humain, qui lui font réassumer et par conséquent repenser, approfondir le marxisme révolutionnaire. Ce n'est pas quelque chose d'extérieur, relié seulement aux grands faits historiques, aux gigantesques processus sociaux, mais cela jaillit de l'histoire individuelle de chacun et chacune de ceux qui dans la lutte commencent déjà à se retrouver et à se libérer. Bien sûr, la dirigeante ne révélera jamais jusqu'au bout cette « double nature » possible du marxisme — c'est à nous de le faire si nous le voulons — mais elle court, bat, agit dans toute son œuvre. En elle et pour elle le marxisme jaillit de l'intérieur, du soi-même de

chaque exploité, tout autant que de l'extérieur, de l'histoire. C'est pour cela que sont si significatives les contradictions, la colère, les difficultés, c'est pour cela que la recherche de l'avenir ne peut se passer sans souffrance et sans apprendre à être en minorité. Et bien sûr, en ce qui la concerne directement, la concentration, et l'auto-éducation constante de ses caractères mentaux, moraux et sentimentaux, sont absolument intrinsèques à son marxisme révolutionnaire. Il n'y a pas, en bien ou en mal, de comptabilité en partie double ou de machiavélisme d'aucune sorte : elle est et elle apparaît lucide et transparente, sans défense et invincible, comme personne d'autre.

Rosa va bien au delà de la politique, donc : elle la met constamment en doute, bien que sans la juger définitivement mais elle vise à la dépasser, elle est certaine qu'elle ne suffit pas à revaloriser l'humanité dépréciée par le capital. Elle s'oppose orgueilleusement au concept et aux leçons mécaniques des révolutions bourgeoises, elle refuse leur caractère insurrectionnaliste et terroriste, elle méprise leur politicisme et repousse toute caricature prolétarienne de révolution bourgeoise.

Une symétrie nous apparaît, pure et solide dans sa conception, entre la structure démocratique des révolutions prolétariennes et la structure démocratique du pouvoir à fonder, et la structure démocratique des partis et de l'Internationale. Mais tout cela renvoie, ou mieux tout cela est la structure ouverte et rigoureuse, libre et organique, de son marxisme révolutionnaire.

Udo Winkel

## Paul Levi et sa signification pour le mouvement ouvrier allemand <sup>1</sup>

*« Le communisme n'est pas le commencement, mais plutôt la fin de la révolution et un communiste n'est pas un homme qui atteint la fin au commencement mais plutôt celui qui suit le commencement jusqu'à sa conclusion »*

Dans la nuit du 9 février 1930, Paul Levi tomba de la fenêtre de son appartement en étage à Berlin. Il n'a jamais été établi de façon satisfaisante s'il s'était trouvé dans un délire dû à la fièvre ou s'il a voulu se suicider. Dans cet essai, il est impossible de faire une évaluation de ce grand avocat, auteur de brillants portraits historiques et représentant de la gauche social-démocrate, mais on dégagera plutôt la signification fondamentale de Paul Levi pour le mouvement communiste.

Dans son appréciation de Levi, Carl von Ossietzky écrit :

« Les communistes lui font une injustice quand ils le qualifient de renégat et les social-démocrates aussi quand ils disent qu'il était un "converti". Il était un

---

1. Traduit de *Revolutionary History*, vol. 5, n° 2, printemps 1994.

socialiste révolutionnaire international de l'école de Rosa Luxemburg, il ne l'a jamais nié. Il restera dans les mémoires parmi les rares incurables outsiders qui sont inséparables de l'idée que la politique révolutionnaire implique aussi de fortes individualités indépendantes, et qu'avec un homme comme Paul Levi, on conduira bien mieux qu'avec les polis administrateurs de bureaux du radicalisme. Paul Levi était attaché au socialisme aussi fermement qu'un autre, mais pas à un parti, mais pas à chacun de ses mots, pas à ses expédients ni à ses considérations »<sup>1</sup>.

La dernière affirmation n'est qu'en partie vraie. Elle ne vaut que pour la social-démocratie, pas pour le PC qu'il contribua à construire. De fait, ses critiques justement sévères naqurent, comme nous allons le montrer, directement de son chagrin pour le mouvement communiste lui-même, pour son auto-destruction. Pour le développement de Paul Levi, son association avec Rosa Luxemburg fut décisive ; il la connut en 1913 et la défendit au tribunal en 1914. Il fut son élève. Sybil Quay dit :

« Son influence sur Levi fut très forte : pendant les années de guerre, il était de ses confidents les plus proches dans la Ligue Spartakus. Ses conceptions de la révolution socialiste, de la structure et de la croissance d'un parti de masse, furent dessinées par Rosa Luxemburg. Levi n'était pas tellement un théoricien qu'un stratège à la vue perçante et un homme pratique qui partait des besoins et des intérêts du mouvement ouvrier allemand et tentait, à partir de là, de faire progresser une politique réaliste »<sup>2</sup>.

Selon les termes de Levi :

« Un petit groupe propagandiste conduit par le cerveau de Rosa Luxemburg ; était tenu ensemble par la volonté de Leo Jogiches, sans autre arme que quelques tracts, et, à leur poursuite, une bande de policiers et un procureur général, dans une poursuite acharnée »<sup>3</sup>.

C'est de cette façon que Levi caractérisait les débuts du Spartakusbund au noyau dirigeant duquel il appartenait et dont il prit la direction au printemps de 1919, après l'arrestation de Jogiches.

La révolution de novembre 1918 commença avec la révolte des marins de Kiel. On a souvent fait de Levi le troisième « L » avec Luxemburg et Karl

1. Carl von Ossietzky, "Paul Levi", *Die Weltbühne*, 26, 8, 1930, pp. 281-282.

2. S. Quack, "Mit seinen Positionen stand er allein", *Frankfurter Rundschau*, 21 février 1980.

3. Charlotte Beradt, *Paul Levi zwischen Spartakus und Sozialdemokratie*, 1969, p. 18.

Liebknicht. Dans son jargon à lui, le quotidien social-démocrate du parti *Vorwärts*, disait :

« Un certain Levi et la grande gueule Rosa Luxemburg, dont aucun des deux n'a jamais connu le poste de police ou l'atelier, sont près de ruiner tout ce que nos pères et nous-mêmes avons rêvé »<sup>1</sup>.

Levi appartient à la Centrale de 13 membres du Spartakusbund fondée le 11 novembre. Avec le Conseil des Commissaires du Peuple, la révolution porta au pouvoir SPD et USPD. Le congrès du Reich des conseils d'ouvriers et de soldats se dessaisit du pouvoir puisqu'il accepta la revendication social-démocrate de l'élection d'une Assemblée nationale. Dans cette situation se manifesta le grand réalisme de Rosa Luxemburg et de ses amis. Ebert et Scheidemann<sup>2</sup> n'étaient qu'une expression du niveau de conscience du prolétariat, un produit de la première phase politique de la révolution. Seule une aggravation des contradictions capitalistes et ainsi l'élargissement des luttes économiques pousserait la révolution en avant vers un soulèvement social. Depuis le début, le Spartakusbund revendiquait que les Conseils d'ouvriers et de soldats prennent le pouvoir tant économique que politique. Cependant à ce moment, selon l'opinion du « radicalisme sophistiqué » de Rosa Luxemburg, l'Assemblée nationale devait aussi être utilisée avec l'objectif de « conduire en avant la révolution ».

### Contre l'ultra-gauchisme

Au congrès de fondation du parti communiste allemand (KPD) qui eut lieu les 31 décembre 1918 et 1er janvier 1919, Levi avait pris la tâche d'argumenter en faveur de la participation du parti aux élections à l'Assemblée nationale :

« Il faut considérer la question avec sang-froid et calme. Tout notre pouvoir doit reposer sur le gouvernement des conseils et non sur l'Assemblée nationale. Là-dessus, nous sommes d'accord. Le prolétariat est obligé de briser ce chaos et de créer des formes nouvelles des rapports économiques et politiques... Et pour nous tous, c'est en outre tout naturellement que c'est seulement à travers son activité de

1. Beradt, *op. cit.*, p. 22.

2. **Friedric Ebert** (1871-1925), leader de la droite du SPD, Président de la République de 1919 à sa mort. **Philip Scheidemann** (1865-1939), également de la droite SPD, fut le premier Chancelier de Weimar.

conquête organique de l'ensemble de l'Etat et des structures économiques que l'idée de socialisme grandit dans le prolétariat lui-même. L'Assemblée nationale sera un instrument docile aux mains de la contre-révolution, entièrement soumis aux désirs de la bourgeoisie et de ses agents Ebert et Scheidemann. Sans aucun doute, les représentants de la tendance révolutionnaire résolue se retrouveront en minorité dans l'assemblée nationale, camarades ! Nous vous proposons pourtant de ne pas l'ignorer. Nous vous proposons de participer aux élections à l'Assemblée nationale, de toutes nos forces...

Vous considérez le parlement comme s'il était toujours la simple structure lâchement tricotée que le parlement était et doit être quand le prolétariat ne se trouve pas dans une situation révolutionnaire. Aujourd'hui, le prolétariat a changé. Aujourd'hui ses représentants doivent entrer dans le gouvernement, non pas pour y faire des discours, ni bavarder, ni proposer des amendements, mais pour négocier avec tel ou tel représentant dans les commissions, et non pas de courir d'ici ailleurs. Vous devez y rester et combattre avec la menace de la force qui se trouve derrière les représentants du prolétariat... Vous devez entrer dans chaque redoute que la bourgeoisie s'est construite et dans un combat féroce d'homme à homme, les enlever. Vous devez aussi combattre et combattre encore contre tous les complots dans ce parlement et je vous dis qu'il y aura un autre type de combat que jusqu'à présent, pas seulement de simples discours.

Vous devez agir avec la connaissance qu'il y a derrière vous la puissance du prolétariat. C'est seulement dans ces luttes, mes camarades de parti, que vous pourrez battre moralement l'ennemi et c'est seulement dans ces luttes que les choses atteindront le niveau où nous serons obligés de les battre physiquement et cette lutte physique aura comme résultat que la bourgeoisie sera battue dans une forteresse qu'elle a construite pour elle-même et cela l'achèvera peut-être.

Quand vous lancez maintenant le mot d'ordre de boycottage des élections, vous n'arriverez jamais à attirer à nous cette foule qui sympathise avec nous, dont les cœurs sont avec nous et avec qui nous pourrions nous unir très vite parce qu'ils seront à l'écart.

La bourgeoisie allemande est en train de se consolider, de centraliser son propre pouvoir, de créer une institution pour elle-même autour de laquelle organiser la contre-révolution à l'avenir et vous arrivez et vous dites : "On va la séparer". Elle ne va pas se séparer d'elle-même. Votre devoir est d'y pénétrer, de lancer des brandons allumés dans cette redoute, et c'est très exactement votre devoir comme ça l'est n'importe où ailleurs et où il s'agit de se battre parce que la bourgeoisie nous y défie. Ce que vous dites ne signifie rien de plus que là où la bourgeoisie construit une forteresse et une fois de plus concentre ses forces et se prépare une fois de plus à engager le combat, vous devez l'ignorer. Et je vous le dis, avec

pareille décision, vous allez faire, à vous et à notre mouvement, beaucoup de mal »<sup>1</sup>.

La Centrale n'a pas pu faire adopter sa ligne et la participation aux élections à l'Assemblée nationale a été refusée par 62 voix contre et 23 pour. Cela signifiait que les *Revolutionäre Obleute*, les délégués révolutionnaires, les représentants du prolétariat révolutionnaire de Berlin, seraient aussi repoussés hors du nouveau parti, parce qu'une condition essentielle à leurs yeux de leur fusion avec le KPD était la participation du parti aux élections.

Regardant plus tard en arrière, Levi disait au congrès du parti de 1920 :

« Le Parti communiste d'Allemagne a été fondé à cette époque avec des éléments qui n'étaient pas homogènes. Il y avait une petite bande de communistes qui, déjà, pendant la guerre étaient avec le Spartakusbund, les groupes qui, pendant la guerre, contrairement à lui, avaient déjà quitté l'USPD et des groupes qui, en général, n'étaient apparus que pendant la révolution. C'étaient des combattants courageux et des révolutionnaires honnêtes, mais sans éducation politique, qui voyaient dans la révolution un évènement, comme dit Horace "concurritur horae momento, cita mors venit aut victoria laeta" (jaillissant seule au moment décisif la mort vient ou la fête de la victoire). Nous, communistes, nous croyions et nous avions un certain droit d'y croire, que la grande autorité des fondateurs du parti, l'autorité de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Leo Jogiches permettrait de faire à bref délai de ces combattants des communistes. Dès la conférence de fondation, les communistes subirent une défaite fondamentale. Contre l'avis de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, il décida de ne pas participer aux élections au parlement et contre cette participation se dressait aussi Leo Jogiches, qui reconnaissait la pleine signification de ce vote et sur cette base, réclamait qu'en de telles circonstances, la fondation du parti soit reportée »<sup>2</sup>.

Après cela se posa la question de devenir un parti révolutionnaire de masse plutôt qu'une secte, un processus qui ne pouvait réussir que par la conquête des masses. Après les meurtres de Liebknecht et de Luxemburg, et aussi celui de Jogiches, Levi dû prendre la direction du parti.

Avec le programme du jeune PC, Rosa Luxemburg avait laissé derrière elle un testament dont les termes devaient être remplis. Il posait aussi très

1. Cit. Beradt, *op. cit.*, pp. 12-19.

2. P. Levi, "Der Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands", *Die Internationale*, 1, 26, n° 20, pp. 42-43.



clairement l'auto-compréhension (*selbstverständnis*) du caractère et des tâches de l'avant-garde prolétarienne.

« Le Spartakusbund n'est pas un parti qui veut prendre le pouvoir par-dessus la masse des travailleurs ou à travers eux. Le Spartakusbund est seulement la partie la plus consciente, la plus riche en aspirations du prolétariat, qui montre à la masse entière de la classe ouvrière ses tâches historiques, à chaque pas, et qui, à toutes les étapes de la révolution, montre l'objectif socialiste final... La victoire du Spartakusbund n'est pas au commencement mais à la fin de la révolution : elle se confond avec celle des grandes masses fortes de millions d'hommes du prolétariat socialiste »<sup>1</sup>.

Levi commença à travailler dans ce sens qu'il était préoccupé de surmonter le sectarisme ultra-gauchiste du KPD et de hâter le processus pour détacher les masses laborieuses de la social-démocratie, un processus qui s'exprimait à la fois par la croissance numérique et l'évolution à gauche de l'USPD.

Dans une lettre de novembre 1920 au dirigeant communiste français Lorient, Levi écrivait :

« Cependant, quelques jours après sa fondation en janvier 1919, le Parti communiste était rejeté dans l'illégalité. Sous les coups de la contre-révolution, de la persécution des troupes de Noske<sup>2</sup>, le harcèlement de la police, il dû battre en retraite et passer à l'illégalité. Pendant 18 mois il n'eut pas la possibilité de jamais apparaître nulle part et toute son existence était illégale. Le résultat fut que l'influence du KPD ne se manifesta pas tout de suite par lui-même mais dans les rangs du parti qui pouvait travailler légalement et par conséquent recruter à son organisation tous ceux qui saisissaient les idées communistes, c'est-à-dire dans l'USPD ; on pouvait, dans le développement de l'USPD, suivre directement la montée des idées communistes comme sur une jauge.

En janvier 1919, l'influence des communistes sur les membres de l'USPD était si insignifiante que la fondation du KPD affecta à peine l'USPD. En mars 1919, l'influence du KPD avait atteint un degré où la droite fut obligée de renoncer à son mot d'ordre de démocratie et de conclure avec la gauche le fameux compromis sur "l'incorporation des conseils ouvriers dans la constitution". La gauche n'était pas assez forte pour rejeter alors ce compromis. En novembre 1919, elle était devenue assez forte pour pouvoir au congrès de Leipzig gagner une majorité pour l'affiliation à l'Internationale communiste, mais pas assez pour éviter d'être une

1. R. Luxemburg, "Programm der KPD", *Politische Schriften*, 1969, pp. 24-25.

2. **Gustav Noske (1868-1946)**, ministre social-démocrate, réprima les révolutionnaires allemands en 1919.

fois de plus prise au piège d'un compromis. En octobre 1920, la gauche était assez forte pour gagner une majorité pour l'Internationale communiste et pour les 21 conditions de Moscou au congrès de Halle et, également, assez forte pour tirer de ses idées des conséquences en matière d'organisation, c'est-à-dire chasser la droite du parti. Ainsi, quand nous nous sommes réunis avec la gauche de l'USPD, ce fut une fusion avec un gros paquet de combattants prolétariens qui non seulement avaient combattu à nos côtés dans toutes les actions importantes du prolétariat allemand, mais qui avaient acquis leur éducation politique dans ces longues luttes qui en avaient fait des communistes au meilleur sens du terme. La fusion et en conséquence la fondation du parti communiste unifié d'Allemagne est ainsi une concentration des forces prolétariennes dans le meilleur sens du terme »<sup>1</sup>.

### La République des conseils de Munich : un monstre

Avec cette compréhension, Levi s'opposait à toute politique aventuriste et il se dressa donc aussi contre toute mystification dans le cas de la République des conseils de Munich :

« On peut raconter brièvement l'histoire de la République des conseils de Munich de la façon suivante : les socialistes majoritaires, Indépendants et les anarchistes décidèrent au café Stéphanie de proclamer une "république des conseils" dans les districts environnants, de sorte que leur Etat souverain s'étendit de Schwabing au-delà de Passing et de Leim juste après Freimating. Les communistes soumièrent cette république des conseils à la plus sévère critique ; ce n'était pas une "naissance prématurée" comme le pensait le camarade Werner (Paul Frölich), mais quelque chose de "prodigieux", un monstre ; parce que le sein des cercles de cafés socialistes — majoritaires-indépendants-anarchistes — ne peut guère produire que des monstres, comme le gorille ne peut produire un être humain. Devant cette situation, le camarade Werner pensa que les communistes auraient le devoir de "mettre les freins". Je ne suis pas de cet avis. Un communiste ne met jamais les freins. Quand il appelle bouffon un bouffon et putschiste un putschiste, quand il appelle illusion précisément cela, quand il désigne l'impuissance, l'impréparation, une action politique immature, il n'est pas en train de "mettre des freins" mais de diriger la révolution. On appelle seulement "mettre des freins", de la part de gens qui croient que là où il y a du bruit, il y a aussi une révolution.

"La poursuite d'une politique communiste exige des actions sur la base d'une volonté révolutionnaire clairement identifiée", dit le camarade Werner. Je

1. Beradt, *op. cit.*, pp. 29-30. **Fernand Lorient (1870-1932)**, lié à Lénine pendant la guerre, fut quelque temps dirigeant du PC.

formulerai cela de façon plus cassante. Je dis : poursuivre une politique communiste signifie agir d'un point de vue révolutionnaire. Cela résout le problème de volonté de Werner. Car, quand je continue "la volonté clairement identifiée n'est pas déterminée seulement par les objectifs tactiques généraux et les principes d'orientation, mais elle dépend aussi de la situation", est parfaitement correct. Seulement "la volonté" ne dépend pas de la situation mais de la résolution, et le fait très facilement sans être déterminée... Une république "des conseils" socialistes majoritaires-indépendants-anarchistes sans base suffisante dans les masses a été rétablie pour être remplacée par une république communiste des conseils qui avait elle-même tous les défauts de la précédente. En d'autres termes, un zéro était remplacé par un autre zéro.

Si les masses se livrent à des actions qui ne sont que superficiellement révolutionnaires, ce qui en réalité ne peut conduire qu'à la défaite, notre devoir est de mettre en garde, de critiquer, comme ce fut fait à Munich ; mais si les masses se mettent néanmoins en mouvement, bien que ça ne mène qu'au désastre, notre devoir est de nous mettre à leur tête, pas seulement à cause de la situation, mais parce que, plus tard, après la défaite, les masses déçues peuvent revenir vers ceux qu'elles n'ont pas écoutés la veille »<sup>1</sup>.

### Le putsch de Kapp et le flottement du KPD

Avec le putsch de Kapp le 13 mars 1920, la contre-révolution essaya de frapper son premier coup contre les réalisations de la révolution de Novembre. Le gouvernement social-démocrate prit la fuite, mais le quartier général des syndicats appela à la grève générale sous le mot d'ordre « La République allemande est en danger » et, en quelques jours, la grève écrasa la tentative d'établir une dictature militaire. Le KPD n'avait d'abord pas participé ; la direction nationale et celle de Berlin déclarèrent que les travailleurs n'avaient aucune raison de lever le petit doigt pour Ebert et Noske. Sous la pression de la base, les ouvriers communistes se joignirent spontanément à la lutte défensive et, deux jours plus tard, reconnurent dans la grève générale « l'ouverture de la lutte ». Cependant leurs mots d'ordre suivants se révélèrent des abstractions comme « Congrès des conseils », « Conseil des Commissaires du Peuple » et « Révolution mondiale ». Levi, qui était en prison à l'époque, répondit par une

1. P. Levi, " Die Kehrseite", *Die Internationale*, 1, 9/10, pp. 9-13.

lettre extrêmement critique qui fut publiée plus tard par *Die Kommunistische Internationale*.

« Je viens de lire les tracts. Mon verdict, c'est que le KPD est menacé d'une banqueroute morale et politique. C'est pour moi inexplicable que, dans cette situation, on puisse écrire des phrases comme "En ce moment, le prolétariat est incapable d'agir. Il faut le dire clairement" "Le simple fait que Lüttwitz-Kapp ont pris la place de Bauer-Noske par rapport aux grandes luttes de classe... n'a rien changé directement". Avec ça, nous parlons pour les plus tristes individus du mouvement ouvrier, ceux qui disent "Mais c'est inutile !" Maintenant le KPD l'a imprimé. Après avoir nié les premiers jours la capacité d'agir du prolétariat, on a sorti un tract les jours suivants : le prolétariat allemand doit finalement maintenant commencer la lutte pour la dictature du prolétariat et la république communiste des conseils ! Pendant ce temps la grève générale était en train de se répandre — après qu'on ait prétendu qu'il y avait incapacité d'agir. En même temps, — quand la grève générale a fait sortir les masses des usines — on a appelé à des élections à la conférence centrale des conseils. En bref, nos "gourous" cassaient le cou de la grève générale aussi bien organisationnellement que politiquement. Ils l'ont aussi fait moralement.

Pour moi, c'était un crime d'affaiblir l'action en écrivant : "Le prolétariat ne lèvera pas le petit doigt pour la république démocratique". Savez-vous ce que cela signifie ? C'est poignarder dans le dos la plus grande action du prolétariat allemand ! J'ai toujours pensé que nous étions clairement d'accord sur ceci : quand une action commence — même pour l'objectif le plus stupide (même la révolution de novembre n'avait pas d'objectif raisonné) — nous nous y joignons et, par nos mots d'ordre, nous laissons derrière ses objectifs stupides ; nous relions l'un à l'autre le véritable objectif et le surgissement de l'action des masses et nous ne disons pas au début "Ne levez pas le petit doigt" quand l'objectif ne nous plaît pas. Il nous faut répandre des mots d'ordre **concrets**. Dire aux masses ce qu'il faut faire à ce moment. De toute évidence les mots d'ordre s'intensifient. La république des conseils vient à la fin, non au commencement Il faut des revendications à la grève. Le KPD aurait dû les lancer, puisque sagement le *Vorwärts* ne le faisait pas. Ces revendications, ce sont [...] l'armement du prolétariat pour la sécurité de la république, c'est-à-dire la distribution d'armes aux travailleurs organisés... Une république des conseils et un congrès des conseils ne sont pas des revendications et on ne peut travailler pour les atteindre. En particulier, elles n'exigent rien de notre ennemi.

Avec de tels mots d'ordre, le KPD aurait donné à la grève une perspective. Avec ces mots d'ordre, il l'aurait conduite jusqu'à ce que le SPD n'y participe plus ou, du moins, en perde le contrôle. Alors, mais alors seulement serait venu le moment

de le montrer aux masses : il vous a conduits au malheur ; maintenant il vous trahit de nouveau. Alors et alors seulement, les masses auraient repris vos revendications tandis que les dirigeants les rejetaient, on les réaliserait ou on les abandonnerait, et ainsi naîtraient de l'action d'autres revendications, c'est-à-dire celle des conseils... Toutes ces revendications viennent d'elles-mêmes une fois que celle de la grève est réalisée. Tout doit être concentré là-dessus. Organisationnellement, il fallait :

1. Ecrire une ou même deux fois par jour un tract général, pas un recueil communiste, mais quatre phrases sur la situation avec une de conclusion.... Critiquer la direction de la grève qui voudrait faire un compromis. Il devrait y avoir des tracts pour les soldats, des tracts pour le SPD, des tracts pour les fonctionnaires, expliquant ; des tracts pour les cheminots et les postiers.
2. Développer l'action. Manifestation-Rassemblement au Pré Trepow. Eviter les heurts.
3. Entraînement militaire des cadres, même sans armes.

P. Levi, Cellule de la prison Lehrter Strasse, Berlin, 6, 1920 <sup>1</sup>

### L'élimination de l'ultra-gauche

Les travailleurs se sont radicalisés et leur amère expérience les a poussés vers le communisme. Mais ils ne voulaient plus rien avoir à faire avec de potentiels putschistes ni les anti-parlementaires ou les anti-syndicalistes. Pour Levi, cela signifiait, comme condition préalable, de surmonter les erreurs de la conférence de fondation du parti. Ce fut fait au deuxième (illégal) congrès du parti en octobre 1919.

« Le congrès maintenant devait réviser son attitude à l'égard des élections, du parlement et des syndicats, et pousser hors du parti l'ultra-gauche. Levi partait du principe directeur selon lequel le parti ne pouvait renoncer par principe à aucun moyen politique. "La participation aux élections doit être considérée comme un moyen". Bien entendu, ils étaient subordonnés et n'étaient que des moyens de préparation de la lutte révolutionnaire. Les moyens économiques de lutte avaient une signification spéciale. Le parti était supposé l'assurer "même, si nécessaire, au prix de la destruction des formes du syndicat et de la création d'une forme nouvelle d'organisation". L'idée que l'on peut, par la vertu d'une forme organisationnelle spéciale, produire à partir de rien le mouvement de masse, doit bien entendu être combattue comme une rechute dans l'utopisme petit-bourgeois. Le parti politique

1. P. Levi, "Lettre au CC du KPD", *Die Kommunistische Internationale*, 2, 12, 1920, pp. 147-150.

est une nécessité première pour la direction des luttes révolutionnaires de masse » <sup>1</sup>.

Dans l'exemplaire de Levi du texte du discours qu'il fit au congrès se trouve une phrase de Marx de *La Lutte de classe en France*, soulignée en bleu, qu'il utilisa comme principe d'orientation pour la lutte de classe en Allemagne dans les années qui venaient. Il l'a souvent utilisée :

« La révolution a fait des progrès et est arrivée à forger, non par ses propres réalisations tragi-comiques mais au contraire par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par la création d'un adversaire dans le combat par lequel seulement le parti de l'insurrection a pu mûrir et devenir un véritable parti révolutionnaire » <sup>2</sup>.

La rupture des ultra-gauchistes et des syndicalistes pour former le KAPD conduisit à la coupure du parti en deux, mais rendit par ailleurs possible l'unification avec la gauche de l'USPD. Dans un article de *Die Internationale*, Levi revint plus en détail sur la nécessité de la scission :

« Qu'est-ce qu'un parti prolétarien ? C'est l'union de ceux des prolétaires qui sont unis par la même vision de la condition historique du prolétariat. Que veut un parti prolétarien ? Changer la situation du prolétariat conformément à sa propre perception historique (juste ou fausse). Tous les partis prolétariens le veulent... Mais que veulent les communistes ? Ils veulent changer la situation du prolétariat par l'abolition et le renversement du capitalisme et disent qu'aucun Noske communiste ne peut le faire pour le prolétariat, que seul le prolétariat est capable de le faire et nous, communistes, nous disons que, puisque le prolétariat a été une classe opprimée pendant des milliers d'années, il ne peut pas du jour au lendemain obtenir la vision historique et la volonté politique exigées pour réaliser ces tâches de sa propre libération, parce qu'il lui faut d'abord arriver à cette vision et cette volonté dans la lutte. C'est là la tâche des communistes au cours des luttes révolutionnaires dans le processus d'émancipation du prolétariat, de mettre cela en avant avec la plus grande clarté. Pour les communistes, la question n'est pas comment avoir le parti le plus grand mais comment arriver au prolétariat le plus conscient. En ce sens, le parti n'est rien et le prolétariat est tout.

Les routes du prolétariat dans la révolution sont diverses : routes et détours. Un détour était la croyance que quelques éléments d'avant-garde d'assaut du prolétariat pourraient accomplir le travail du prolétariat. Berlin, Leipzig, Halle,

1. O.K. Flechtheim, *Die KPD in der Weimarer Republik*, pp. 143-144.

2. Cit. Beradt, *op. cit.*, p. 42.

Erfurt, Brême et Munich ont réfuté ce putschisme par le fait et ont montré que seule la classe ouvrière dans son ensemble, tant dans les villes que dans les campagnes, peut prendre à la bourgeoisie le pouvoir politique et remplacer le capitalisme par le communisme.

Bien sûr, dans le cours de la révolution prolétarienne et de sa forme spécifique de développement, il est inévitable que la révolution souffre des revers et particulièrement que les masses dévient des lignes droites et même fassent des détours ou battent en retraite.

**Cependant c'est précisément le moment où le communiste montre qu'il est communiste et où le grain se sépare de l'ivraie. C'est précisément dans de tels moments que l'éducation marxiste et la pensée critique lui permettent de préparer les masses elles-mêmes et d'encourager leur auto-critique, et ainsi de les aider à se frayer un chemin dans les difficultés.** Dans les temps où le prolétariat se lançait à l'assaut, dans des attaques frontales, sa ruée en avant relevait plus souvent d'un tempérament révolutionnaire que d'une éducation marxiste quelconque. Comme cela va de soi, l'éducation marxiste n'a pas dans les masses de résonance particulière.

**Pour rester ferme dans les phases critiques quand les meilleurs semblent hésiter, pour défier aussi la tempête qui explose dans nos propres rangs, c'est seulement cela qui accroît la confiance et est payé de retour mille fois une fois le moment critique passé.** Le communiste doit aussi rester ferme quand le prolétariat lance des phrases de parodies révolutionnaires d'origine syndicaliste. Ce n'est pas l'utilisation à tout moment des phrases les plus "radicales" qui distinguent le communiste, mais le fait qu'à tout moment, il voit, désigne et cherche la plus claire. Cependant, pour le communiste, la question ne peut pas se poser comme il a déjà eu à la résoudre, quand elle a été soulevée précédemment par une série de camarades du parti. Il s'agit de savoir si la révolution prolétarienne peut encore prendre appui sur l'école marxiste pour vaincre ou si les prétendues idées syndicalistes ont pris sa place. La question est posée avec l'accompagnement bruyant et querelleur propre à de tels puits de science. Nous, communistes, nous avons, sous la forme la plus visible, creusé une tranchée entre eux et nous. Notre séparation a posé une fois de plus la question de la façon la plus nette au prolétariat, si c'est le marxisme ou des phrases pseudo-révolutionnaires qui doivent le diriger. Le prolétariat doit résoudre cette question : plus nous la formulons de façon nette, plus nettement est prise la décision. Et plus nettement la décision est prise et plus uni sera ensuite le prolétariat autour d'elle ensuite »<sup>1</sup>.

1. P. Levi, "Reinigung", *Die Internationale*, 1, 15/16, 1919, pp. 282-285.

Au VI<sup>e</sup> congrès tenu à Berlin du 4 au 7 décembre 1920, le KPD et la gauche de l'USPD ont fusionné dans le Parti communiste unifié d'Allemagne (VKPD). 50 000 communistes et 300 000 membres de l'USPD se sont fondus en un parti révolutionnaire de masses. Levi et Ernst Daümig<sup>1</sup>, le cerveau théorique des *Revolutionäre Obleute*, se partageaient le poste de président du nouveau parti.

En réalité ce ne fut qu'à ce moment qu'une politique révolutionnaire de masse — c'est-à-dire la lutte pour gagner les masses de la classe ouvrière — devint vraiment possible. C'est Levi qui formula sa tâche :

« Sans une masse organisée de poids, nous... ne pouvons pas devenir un grand mouvement. Notre relation à ces organisations ouvrières changera notre nature... D'un côté, il nous faut conserver notre individualité et notre essence en tant que communistes, tandis que, de l'autre, nous devons entrer en contact le plus étroit possible avec ces masses de la classe ouvrière. Nous avons pris cette route avec la Lettre ouverte »<sup>2</sup>

La question de la création d'un front unique ouvrier de lutte, la tactique du front unique, fut avancée pour la première fois en janvier 1921 quand Levi envoya une « Lettre ouverte » avec un programme minimum pour collaborer, aux syndicats, au SPD et au croupion de l'USPD. Ses revendications partielles étaient : salaires liés à l'inflation, création d'un corps prolétarien d'auto-défense, établissement de rapports avec la Russie soviétique, et contrôle ouvrier de la production dans les entreprises.

### Conflits avec l'Internationale communiste

Cette politique réaliste, basée sur la compréhension que la situation immédiatement révolutionnaire était passée et que la conquête de la classe ouvrière était un processus laborieux, à long terme, contredisait les désirs révolutionnaires de l'Internationale communiste. Dans sa biographie de Levi, Charlotte Beradt écrit :

« Paul Levi avait eu des divergences principielles avec l'Internationale communiste bien avant la création du VKPD. Il avait commencé par créer des ponts entre

1. Ernst Daümig (1868-1922), leader de la gauche SPD puis USPD.

2. Flechtheim, *op. cit.*, p. 158.

communistes et Indépendants. Mais la lutte contre sa politique, menée par les groupes de gauche dans son parti et dirigée de Moscou, avait déjà commencé ; la lutte contre Levi comme "opportuniste de droite", comme "passiviste", comme un "frein", une "moitié ou un complet menchevik" qui ne croyait pas dans les soulèvements ni à la possibilité d'une situation révolutionnaire en Allemagne et en Europe occidentale, mais dans un processus lent de développement et de maturation des masses avec l'aide d'un "parti révolutionnaire de masse", bref, la lutte contre la tradition de Rosa Luxemburg où plongeaient ses racines, maintenant souvent appelée "lévitisme", comme ses partisans étaient les "lévites" »<sup>1</sup>.

Après le deuxième congrès de l'Internationale communiste en 1920, dans un discours au Zentralausschuss<sup>2</sup> du KPD, Levi disait :

« Les camarades russes sont un pouvoir d'Etat et une organisation de masse. Il est concevable que cela affectera l'Internationale communiste. C'est un danger qui est théoriquement possible mais que je ne peux imaginer se réalisant en pratique »<sup>3</sup>.

Un manifeste du congrès d'unification du VKPD disait que « les organisations communistes séparées comme le KAPD n'avaient aucun droit à une existence à venir ». Peu après, par-dessus la tête de sa section allemande, le KAPD fut accepté comme « parti sympathisant de l'Internationale ». Sous le titre « Une Situation intenable », Levi écrivit dans *Rote Fahne* :

« La décision vient de Moscou. Nous n'avons néanmoins aucune raison de l'accueillir par ces mots :

"Dieu, envoie-nous ce que tu veux

"Amour ou douleur

"J'ai confiance que tous deux

"Nous viennent de Tes mains" »<sup>4</sup>

C'est bien trop important. Au lieu d'écrire un article général d'approbation, nous devons dire ce qui est. Mais quand on soutient contre nous que notre tactique manque de la verve révolutionnaire pathétique traditionnelle et du grand geste, nous devons dire en réponse : peut-être l'activité à peine perçue et insignifiante du responsable du parti à la base dans l'usine ou le syndicat nous est plus chère que toute psychopathie révolutionnaire... Aucune règle dans les statuts de l'Internationale communiste ne nous oblige [...] à affirmer que toute décision du comité exécutif est un trait de génie. Pour nous la critique est précieuse.

1. Beradt, *op. cit.*, p. 42.

2. Le Zentralausschuss était élu par le congrès et organe suprême du parti.

3. Beradt, *op. cit.*, p. 43.

4. Célèbre poème du poète religieux du XIXe, Eduard Mörike.

Néanmoins je crois profondément que nous sommes obligés de nous exprimer quand quelques choses ne nous plaisent pas ».<sup>1</sup>

C'est alors que se produisit quelque chose d'une grande signification, car, au congrès de Livourne, auquel Levi participa comme délégué (de son parti), l'Internationale communiste scissionna le Parti socialiste italien, qui avait été le premier parti européen occidental à s'affilier à l'Internationale communiste, immédiatement après sa fondation, et exclut Serrati<sup>2</sup>, le dirigeant du parti qui jouissait d'un soutien de masse parmi les ouvriers. Une petite minorité s'érigea en Parti communiste italien. P. Levi maintenant reprochait à l'Internationale communiste d'avoir une politique qui empêchait le développement de partis de masse et favorisait les sectes puristes. Parlant du KPD au Zentralausschuss, il dit :

« Si l'Internationale communiste en Europe occidentale fonctionne comme une mitrailleuse qui recule en éjectant ses munitions, nous allons subir les plus terribles revers... Nos camarades russes n'ont pas pleinement reconnu que, dans un parti de masse qui peut-être a une structure mentale différente de celle d'un parti illégal en Russie, les scissions ne peuvent pas résulter de résolutions, mais doivent découler de l'expérience politique. En Allemagne cependant, nous avons déjà vu cela quand les communistes militaient dans de petits cercles, sans rien de plus large autour d'eux, des cercles orientés vers le communisme et prêts à accepter une direction communiste... Nous sommes impuissants dans ce noyau tandis que nos meilleures idées ne font qu'avorter aux mains faibles de l'organisation qui est entre nous et les masses. Nous devons être tout à fait clairs sur le fait que nous voulons rester avec les masses et souhaitons grandir avec elles ou bien si nous, en tant que direction élue par nous-mêmes, allons désertier ce que nous avons construit. Et je le dis très nettement : il y a des signes que certains, dans le parti, sont sur cette ligne »<sup>3</sup>.

Quand Matyas Rákosi, un nouveau représentant de l'Internationale communiste, posa la question de la scission pendant une session du Zentralausschuss en février 1921 — un précédent s'était produit en Italie — il remporta la majorité par 28 voix contre 23. Levi, Zetkin, Daümig, Adolf

1. Beradt, *op. cit.*, p. 44

2. Giacinto Serrati (1860-1926) fut le chef de l'aile maximaliste du PSI. Il fut admis en 1924 dans le PCI.

3. Beradt, *op. cit.*, pp. 46-47.

Hoffmann, Brass, quittèrent la Centrale. Levi démissionna aussi de la présidence du parti<sup>1</sup>.

### « L'Action de mars » : une politique volontariste

La nouvelle Centrale voulait montrer que le parti était capable d'offensive révolutionnaire et avait surmonté sa peur du « putschisme ». La théorie de l'offensive fut développée et le parti parla d'une « rupture complète avec le passé », c'est-à-dire qu'on doit forcer le destin d'une révolution » et que « le parti doit oser passer à l'offensive ». Levi était en Autriche quand un soulèvement éclata en Allemagne centrale en mars 1921, ce qu'on a appelé « l'Action de mars », avec le consentement de la nouvelle Centrale et encouragé par les émissaires de l'Internationale communiste. Le soulèvement fut écrasé district après district et un appel à une grève générale de masse fut ignoré. Levi critiqua sévèrement la nouvelle politique parce qu'elle atteignait l'existence même du parti. Il écrivit à Lénine à Moscou :

« En continuant avec cette politique, c'est-à-dire en continuant l'action du parti sans considérer le prolétariat tout entier et, dans ces circonstances, contre le prolétariat tout entier, je vois la situation du parti comme suit : le Parti communiste est entré dans une vive et grandissante opposition non seulement à l'écrasante majorité des classes prolétariennes mais aussi à toutes les autres classes qui ont de l'importance dans la révolution. Le Parti communiste lui-même est divisé parce que les masses qui sont déjà dedans, incontestablement des combattants courageux à l'esprit de sacrifice, doivent maintenant résister à toute la masse des classes prolétariennes, afin de ne pas avoir d'ennuis dans le long terme. De même que la sympathie des classes ouvrières renforce et améliore la puissance et la capacité non seulement du Parti communiste mais aussi de chaque communiste individuellement, de même l'antipathie des classes ouvrières et même leur hostilité ouverte diminue et atteint la puissance et la capacité du parti. Deux ou trois actions semblables de plus entreprises par le Parti communiste, que les travailleurs perçoivent comme dirigées directement contre eux, sont un danger d'être réellement dirigées contre le prolétariat et le parti communiste court le risque de

1. **Matyas Rákosi** (1892-1971) était un responsable de l'IC. Il fut plus tard le sanglant Staline de Hongrie. **Adolf Hoffmann** (1858-1930) était un très populaire député au Landtag prussien, ex-SPD puis USPD. **Otto Brass** (1875-1960), métallo SPD passa à l'USPD puis au VKPD. En DDR après guerre.

finir écrasé à terre et nous aurons à recommencer sa reconstruction dans des circonstances bien plus difficiles que celles d'aujourd'hui.

Comme je crois que la position du parti communiste est non seulement difficile, mais dans ces circonstances, désastreuse, et que j'y vois un danger pour son existence même, je me tourne donc vers vous personnellement, bien que j'ignore dans quelle mesure vous êtes au courant des détails de la politique de l'Internationale communiste avec la prière qu'à votre tour, vous examiniez la situation et, si possible, agissiez en conformité »<sup>1</sup>.

### La brochure de Levi contre le « putsch bakouniste » du KPD

Exactement comme Rosa Luxemburg avait écrit sa *Brochure Junius* sur l'effondrement des traditions du SPD, Levi écrivit sa brochure sous le titre *Unser Weg. Wider dem Putschismus* (« Notre Voie. Contre le Putschisme »). Cette brochure établissait la ligne luxembourgist. Beradt dit :

« Levi avait écrit cette brochure les 2 et 3 avril 1921 et l'avait donnée à lire à Clara Zetkin, qui l'a trouvée "simplement excellente" mais lui conseilla de s'exprimer avec plus de prudence encore. Il avait essayé de faire publier la brochure par le Zentrallausschuss, mais elle fut deux fois refusée. Aussi la publia-t-il lui-même dix jours plus tard, le 12 avril 1921 »<sup>2</sup>.

Les assertions essentielles de Levi qui devinrent son testament pour le mouvement communiste, méritent d'être reproduites *in extenso*.

« Il n'est pas permis de fermer les yeux sur le fait que le parti s'est habillé en anarchisme de couleur bakouniste. Si on devait construire un parti communiste une fois de plus en Allemagne, alors les morts d'Allemagne centrale, de Hambourg, de la Rhénanie, de Bade, de Silésie, de Berlin, comme le font les milliers de prisonniers qui ont été les victimes de cette folie bakouniste : à propos des événements des dernières semaines, ils exigent : "**Plus jamais**". La révolution n'est pas seulement une affaire du Parti communiste et non plus le monopole des communistes. Pour utiliser les mots de Marx dans une lettre à Kugelmann, c'est une "révolution du peuple", c'est-à-dire un événement violent dans lequel tous les travailleurs et tous les opprimés se mêlent et se mobilisent et s'opposent chacun à sa manière à l'opresseur et où c'est l'art suprême des communistes que de rassembler toutes ces forces et de les diriger vers un seule tâche, le renversement de l'opresseur. Alors, et alors seulement, quand ils ont compris cette tâche, les

1. Cit. Beradt, *op. cit.* pp. 42-43.

2. *Ibidem*, p. 49.

communistes sont ce qu'ils doivent être : les meilleurs dirigeants et aussi les meilleurs serviteurs de la révolution.

C'est tout à fait bien pour un club anarchiste si la volonté du chef est exprimée et obéie par le courage des combattants qui font face à la mort. Pour un parti de masse, qui non seulement veut mettre les masses en mouvement mais qui en fait également partie, ce n'est pas assez. ... seuls sa propre volonté, son propre jugement, sa propre détermination peuvent faire bouger les masses ; sur la base de ces conditions préalables, une bonne direction peut **diriger**. Une action qui est seulement conforme aux nécessités politiques d'un Parti communiste et non aux nécessités subjectives des masses prolétariennes est mauvaise en soi. Il n'est pas possible pour les communistes, et surtout quand ils sont en minorité dans le prolétariat, d'entreprendre une action à la place du prolétariat. Tous les traits et caractéristiques anarchistes de l'Action de Mars qui en découlent ont abouti à son isolement à cause de cette attitude fondamentale d'incompréhension totale, de négation complète de toute la position marxiste sur les relations avec les masses, que ce soit conscient ou inconscient, voulu ou non, forcé ou volontaire, regretté ou non : la lutte des communistes contre le prolétariat, celle des chômeurs contre les ouvriers, le rôle éminent du lumpen-prolétariat ; les attentats à la dynamite, en étaient des conséquences logiques. A partir de tout cela, on peut caractériser le mouvement de Mars pour ce qu'il est : le plus grand putsch bakouniste de l'histoire jusqu'à présent ! »

Levi montrait la logique de l'action :

« La Centrale devait décider que faire. Elle décida d'augmenter l'action... Aux morts de Mansfeld et Hambourg, on ajouta les morts de Halle. Même cela ne changea pas l'"état d'esprit" : après les morts de Halle, il y a eu ceux d'Essen, mais l'état d'esprit manquait toujours. Dans cette situation, un membre de la centrale poussa un profond soupir, se demandant si peut-être la police à Berlin "perdrait leurs cheveux", provoquant ainsi les ouvriers. La centrale "augmenta l'action". Détachement après détachement se levaient avec un courage héroïque et sans peur de la mort. Les camarades se levaient. Détachement après détachement partaient à l'attaque comme la centrale l'avait ordonné. Détachement après détachement, ils allaient à la mort comme la centrale l'avait ordonné. *Ave, morituri te salutant* ». <sup>1</sup>

Levi critiquait vivement les activités de l'Internationale communiste, particulièrement le rôle de ses émissaires, les « Turkestanis »<sup>2</sup>.

1. Le salut des gladiateurs entrant dans l'arène. (Ceux qui vont mourir te saluent).

2. Allusion au fait que Béla Kun, émissaire de l'IC en Allemagne en Mars, aurait été sanctionné par Lénine pour des exécutions en masse de prisonniers blancs et expédié quelque temps au Turkestan.

« Il semble que l'Europe occidentale et l'Allemagne soient le terrain d'entraînement pour toutes sortes d'apprentis hommes d'Etat miniatures qui donnent l'impression de vouloir développer leur métier. Je n'ai rien contre les Turkestanis, mais j'ai souvent eu l'impression que ces gens feraient moins de mal ailleurs avec leurs exploits... Le jeu des nouvelles scissions est rapide à venir à la bouche des représentants de l'exécutif à l'extérieur. J'espère ne pas être obligé de témoigner sur ce qui se passe à huis clos en Allemagne dans les milieux proches de l'exécutif, milieux dont l'exécutif porte la responsabilité politique puisqu'il a dit que l'on pouvait ne pas tenir compte de l'effroyable défaite du parti en disant : "Si l'action n'a eu comme résultat que de purger le parti de sa droite, alors le prix n'est pas trop cher". Les camarades tués en Allemagne centrale n'ont pas dit ce que faisaient ceux qui les envoyaient à la mort, faire de leurs cadavres de la dynamite à l'usage du parti. L'exécutif ne comprend-il pas que les canailles sans scrupules de cette espèce nous tiennent dans une prise serrées, nous ruineront, nous et l'exécutif ? Jamais ils ne travaillent avec la centrale des pays donnés, toujours derrière elle et souvent contre. Ce sont eux, pas les autres, que l'on croit à Moscou. Ce système ne peut que saper toute confiance dans un travail commun, des deux côtés, dans l'exécutif comme dans les partis affiliés ».

Levi tirait la conclusion fondamentale :

« La question vitale posée aux communistes allemands, c'est de savoir s'ils vont une fois de plus pouvoir reconstruire le parti en tant que parti communiste ou s'ils le remplaceront par un tas de ruines bakounistes. Quand la révolution prend fin, quand arrivent de longues périodes contre-révolutionnaires, c'est le destin des partis révolutionnaires de se décomposer et, dans ce cas, l'anarchisme les achève. Si les Allemands ne réussissent pas à reconstruire le Parti communiste, si le destin de Mars, c'est leur destin, alors il y a des preuves convaincantes que les courants contre-révolutionnaires que nous rencontrons dans le monde entier sont de longue durée et plus forts que ce que l'on a cru jusqu'à présent. Dans cette destinée est également scellé le destin de l'Internationale communiste.

Mais si, comme nous l'espérons et le souhaitons, on arrive une fois encore à restaurer en Allemagne les idées communistes et à démontrer ainsi qu'il y a encore une force révolutionnaire qui domine en ce moment, alors nous ne voulons faire aucune difficulté à l'Internationale sur sa route quand nous revenons au passé de ce parti et aux leçons de sa fondatrice. Elle avait indiqué la voie à prendre dans ses écrits :

*"L'union des masses populaires avec un objectif au-delà de l'ordre social existant, l'union de la lutte quotidienne avec la grande transformation mondiale, telle est la tâche du mouvement social-démocrate qui doit logiquement tâtonner sur la route de son développement entre les deux obstacles : abandonner le caractère de masse*

*du parti ou abandonner son but final, tombant dans le réformisme bourgeois ou le sectarisme, l'anarchisme ou l'opportunisme*"<sup>1</sup>.

On ne peut éviter un abîme pour tomber dans l'autre. Il faut les éviter tous les deux. »<sup>2</sup>

Clara Zetkin écrit de Levi dans ses mémoires :

« La malheureuse Action de Mars l'avait profondément choqué. Il croyait fermement qu'on avait par inconscience mis en danger l'existence du parti et gaspillé l'héritage pour lequel Karl, Rosa, Leo et tant d'autres avaient donné leur vie. Il a pleuré, littéralement pleuré de douleur à la pensée que le parti était perdu. Il croyait qu'on ne pouvait le sauver qu'en recourant aux grands moyens. Il écrivit sa brochure dans l'état d'esprit de ce Romain légendaire qui plongeait volontairement dans le gouffre béant, afin de sacrifier sa propre vie pour sauver sa patrie. Les intentions de Paul Levi étaient des plus pures et des moins égoïstes ». <sup>3</sup>

### La correction stratégique du KPD et la tragédie de Levi

Bien que Lénine fût à 90 % d'accord avec lui, Levi fut exclu pour avoir enfreint la discipline. Avec les lévites qui avaient été exclus ou avaient démissionné, il forma la Kommunistische Arbeitsgemeinschaft. Après son unification avec le croupion de l'USPD, il retourna avec lui au SPD et y resta actif dans sa gauche jusqu'à sa mort.

La tragédie personnelle de Levi mais aussi l'importance fondamentale de sa critique se manifestèrent par le fait qu'il fut dans la pratique lié à la théorie de l'offensive et la mena à sa fin. La centrale Thalheimer-Brandler mena alors avec succès la politique de front unique qui avait été primitivement introduite par Levi.

La critique de Levi conserva ultérieurement sa validité à cause des tournants l'ultra-gauchisme qui gaspillèrent à plusieurs reprises les résultats d'une politique réaliste, tandis que le cours sectaire du « social-fascisme » — faisant de la social-démocratie la sœur jumelle du fascisme — amena finalement le déclin et l'écrasement sans combat du mouvement communiste en Allemagne

1. Rosa Luxemburg, *Reform or Revolution*, pp. 60-61

2. P. Levi cité par Beradt, *op. cit.*, pp. 44, 53-54, 71-74, 76, 90, 93-94.

3. Clara Zetkin, *Erinnerungen an Lenin*, 1961, pp. 39-40.

Dans la résolution de la première conférence au Reichstag de la KAG, Levi avait développé ses revendications pour une politique à l'égard du Parti communiste :

« La KAG n'aspire pas à fonder son propre parti. Au contraire, elle croit qu'avec le destin que s'est infligé le KPD et la perte du respect pour l'Internationale communiste, la formation à venir d'un grand parti révolutionnaire de masse sera le résultat non de scissions, mais de fusions. Cependant, si le KPD doit jouer un rôle décisif, il lui faudra remplir les conditions suivantes afin de regagner le respect nécessaire et la confiance des masses :

1. Complète indépendance matérielle à l'égard de l'Internationale communiste.
2. Subordination de toute la littérature à un contrôle de la direction allemande.
3. Défense contre toute intervention internationale, ouverte ou cachée, du comité exécutif de l'Internationale communiste.
4. Elaboration programmatique d'une politique qui rende possible la collaboration de tous les travailleurs révolutionnaires en Allemagne, y compris la renonciation explicite à toutes les aspirations putschistes du type Action de Mars.
5. Elaboration d'une politique syndicale qui, sans affecter aucun objectif révolutionnaire, maintienne l'uniformité d'organisation et la solidité des syndicats allemands »<sup>1</sup>.

1. P. Levi, cité dans Beradt, *op. cit.*, pp. 162-163.



**Irma Hellrich & Piotr Petrov**

## **L'Allemagne et la peste brune <sup>1</sup>**

### *Un témoignage capital sur la montée du nazisme*

*Le texte qui suit, abrégé et extraits à la fois d'un texte trois fois plus long, est l'œuvre de deux militants internationalistes du début de ce siècle.*

*Piotr Petrov était né en 1894. Il avait fait des études et était devenu militant social-démocrate. Arrêté et condamné à la déportation, il réussit à s'enfuir et à gagner la Grande-Bretagne. Lié aux bolcheviks, notamment par Maksim Litvinov, il fut bientôt sous le nom de Peter Petroff l'un des hommes importants de la gauche du mouvement ouvrier britannique et, avec la guerre, du mouvement révolutionnaire internationaliste contre la guerre impérialiste en liaison étroite avec son ami l'intrépide Ecossais John Maclean. C'est sur lui, lié à Trotsky et à Nache Slovo pendant la guerre, que reposa la diffusion en Grande-Bretagne des textes des révolutionnaires russes et allemands. Son arrestation en pleine guerre provoqua grèves et manifestations et même un mouvement de marins russes dans un port britannique. L'un des premiers soucis des bolcheviks au pouvoir fut de le faire libérer. Il fut échangé contre un officier anglais et devint, aussitôt arrivé, l'un des principaux collaborateurs de Trotsky*

---

1. Petroff, Irma & Peter, *The Secret of Hitler's Victory*, Londres, Hogarth Press, 1934.

*aux affaires étrangères, en tant que sous-secrétaire d'Etat, l'accompagnant notamment à Brest-Litovsk où il le précéda, arborant un drapeau blanc. C'est peu après, au commissariat du peuple aux affaires étrangères, qu'il rencontra Irma Hellrich et qu'ils lièrent leurs vies. Il prit part au 2e congrès de l'Internationale communiste et fut membre de la délégation russe au congrès de Bakou.*

*Irma Hellrich avait sept ans de moins que lui. Elle avait fait des études, était devenue journaliste social-démocrate et avait été correspondante de presse en Russie où elle se rendit au lendemain de la révolution d'Octobre. Elle travailla dans l'équipe qu'animait Karl Radek et fut l'une des organisatrices des prisonniers de guerre allemands ralliés au communisme.*

*Tous deux quittèrent le parti communiste (ou en furent exclus ?) en 1925, l'année de la grande « discussion littéraire » qui marque le début de la lutte contre le trotskysme. Peu après ils reviennent en Allemagne où Irma a plus de possibilités de gagner sa vie. Ils adhèrent au SPD et y combattent sur la ligne du nécessaire front unique contre Hitler à partir de 1930. C'est avec leurs souvenirs et quelques notes, qu'ils ont rédigé en 1934 à Londres, où ils ont réussi à se réfugier, l'ouvrage The Secret of Hitler's Victory. Dans les articles et ouvrages qui traitent du même thème, nous n'avons trouvé de citations de ce livre que dans celui de CLR James, World Revolution. On comprendra pourquoi après avoir lu les extraits qui suivent.*



### **Pourquoi ?**

Dans la brève période de domination des nazis en Allemagne, on a beaucoup écrit sur les effets de la « peste brune ». Beaucoup a été dit sur la terreur bestiale, les hallucinantes tortures de dizaines de prisonniers sans défense, sur les camps de concentration où languissent des dizaines de milliers d'innocents, la persécution et l'humiliation de la partie juive du peuple allemand, le vol honteux ou la destruction d'institutions créées dans le passé au prix d'un dur travail et de sacrifices de la classe ouvrière. Pourtant une petite partie

seulement des vils crimes et atrocités commis par le régime nazi s'est reflétée dans la presse.

Rien n'a été sérieusement tenté cependant pour répondre à la question de savoir comment, dans un grand pays industriel avec une classe ouvrière d'un niveau culturel élevé, il a été possible à Hitler de détruire en quelques semaines tous les droits et libertés du peuple et d'acquérir un pouvoir sans limite sans rencontrer même une esquisse de résistance. Cette question est pourtant d'une importance vitale.

Comment est-il possible qu'un mouvement ouvrier aussi puissant et aussi complexe, bâti dans le cours de décennies de lutte, un mouvement qui intégrait toutes les sphères de la vie des travailleurs, puisse s'effondrer sans résistance ?

N'y avait-il pas cinq millions de syndiqués, un million de social-démocrates organisés, prêts à affronter l'attaque fasciste ? Les dirigeants n'avaient-ils pas à leur disposition la Bannière d'Empire (Reichsbanner) forte organisation militaire comptant plus d'un million d'hommes, conçue comme une force de protection contre le fascisme ? N'y avait-il pas des centaines de milliers de femmes et d'hommes organisés dans des associations ouvrières sportives et culturelles (l'union des Libres-Penseurs avait 600 000 membres) et la jeunesse. Tous ces organismes, avec leur presse forte et influente, leurs propres salles de clubs et de réunion, leur énorme appareil d'organiseurs et secrétaires rétribués, le grand nombre de responsables non payés en position de mobiliser rapidement leurs membres constituent un atout considérable[...].

Et avec cela un effondrement total, une reddition aussi humiliante ! Jamais dans l'histoire mondiale il n'y avait eu, après avoir agité les drapeaux et fait rouler les tambours, une défaite aussi écrasante, un effondrement aussi total. Le monde était devant une énigme. On ne pouvait expliquer cela par la trahison ou la couardise de certains chefs, ni par des erreurs « tactiques » voire « stratégiques ». Ce qui était arrivé, c'était un effondrement total de masses bien organisées et formées devant un ennemi dont chaque individu de ces masses avait à redouter personnellement la pire persécution possible, un phénomène en contradiction flagrante avec toutes les notions de psychologie des masses !

Pourtant toute personne qui avait suivi les yeux ouverts — pas dans des lunettes de parti — les développements en Allemagne ces dernières années ne pouvait pas ne pas voir l'approche du désastre. Bien sûr personne ne croyait que la catastrophe arriverait si brutalement et dans des circonstances aussi terribles, mais les éléments du désastre qui approchait devenaient de plus en plus visibles. La catastrophe ne s'est pas produite comme un coup de tonnerre aux mains d'un dieu, inattendue et inexplicable. Frappant notre conscience comme un éclair, elle était pourtant le résultat final d'un processus long et compliqué.

### La République de Weimar

L'effondrement du régime impérial en 1918 mit soudain le pouvoir d'Etat entre les mains de la social-démocratie allemande, des mains qui n'étaient pas prêtes à le prendre par la force. Ce n'est pas sans hésitation que le nouveau parti au gouvernement s'attaqua à la situation nouvelle. Il n'utilisa pas le pouvoir nouvellement acquis pour pousser plus loin la révolution. Les masses voulaient avancer — le parti social-démocrate les refoulait et il dût parfois chercher le soutien de forces réactionnaires —, ce qui fait que le parti social-démocrate indépendant (USP) se retira de la coresponsabilité gouvernementale. [...]

Le parti dirigeant s'était placé dans une position ambiguë ; il garda toujours un sentiment d'incertitude timide ; il ne pouvait agir avec la résolution d'un vainqueur qui libère la route de tout ce qui n'est pas sain pour reconstruire des fondations nouvelles et plus solides. Il essayait de recoller les morceaux. A regret, il avait proclamé la République, c'est timidement qu'il se mit au travail. Il lui semblait que le danger principal venait de la gauche.

Les membres de la caste Junker, qui avaient toujours soutenu la plus noire réaction dans les coins les plus sombres de Prusse ne perdirent même pas un cheveu. Au contraire, ils liquidèrent leurs vieilles dettes grâce à l'inflation tout en conservant leur pouvoir. Les portes de la Reichswehr et le service diplomatique de la République restèrent ouverts à leurs fils bornés et arrogants. Leur vieux parti, le Parti conservateur allemand, se rebaptisant intelligemment Parti Nationaliste du Peuple, put sans entraves continuer sa lutte contre le peuple, le progrès et la liberté.

Les magnats du capital s'assurèrent le monopole sur le marché intérieur au détriment des consommateurs. La voie s'ouvrit pour eux d'augmenter leurs profits élevés de la guerre par une forte inflation en temps de paix. Ce fut le moyen pour eux d'empocher les petites économies de millions de gens et ainsi d'accélérer la prolétarisation des classes moyennes. Leur parti, le parti national Libéral, rebaptisé Parti allemand du peuple, avait une énorme influence [...] Dans un pays hautement développé, tout parti au pouvoir, même socialiste, doit, s'il ne change pas le système, mener la politique de la classe capitaliste dominante. Il faut seulement rappeler le rôle du vieux Stinnes dans l'inflation, le pouvoir d'un Thyssen ou d'un Vögler<sup>1</sup> et des autres dans l'Etat, les subsides payés par le Reich aux capitalistes de la Ruhr et aux banques.

Le Code civil et le vieux Code pénal impérial restèrent en vigueur. Quelques mesures utiles furent introduites, les prisons humanisées et il y eut de fréquentes amnisties [...]. Les socialistes et les républicains ne firent aucun changement révolutionnaire dans l'administration, y introduisant seulement leurs partisans ou au moins des républicains. Même l'Eglise, de tous temps un formidable bastion de la réaction, reçut des revenus et des droits nouveaux. [...]

Les familles impériale et royales conservèrent toutes leurs propriétés et eurent les moyens de financer la contre-révolution. Les généraux qui s'étaient soulevés contre la République lors du putsch de Kapp<sup>2</sup> ou avaient pris une part active aux bandes monarchistes comme l'Orgesch et la brigade Ehrhardt<sup>3</sup>, conservèrent leurs grosse pensions. Même dans la nouvelle Reichswehr, ces gens étaient acceptés et ils parvinrent à la contrôler. [...] La Reichswehr devint une

1. **Hugo Stinnes** (1870-1924), ingénieur, patron d'un immense Konzern devint avec l'inflation la plus grosse fortune allemande et finança l'extrême-droite. **August Thyssen** (1842-1926) et son fils **Fritz Thyssen** (1873-1951) dominaient la sidérurgie et la métallurgie dans la Ruhr et financèrent les nazis. **Albert Vögler** (1877-1945), patron de l'acier et du fer, était député du parti Nationaliste du Peuple.

2. **Wolfgang Kapp** (1858-1922), haut-fonctionnaire prussien et homme des Junker, monarchiste, fut le Chancelier éphémère lors du putsch qui porte son nom et qui fut dirigé par le général von Lüttwitz à la fois contre la République et le traité de Versailles en 1920.

3. L'Orgesch, fondée par **Georg Escherich** (1870-1941), haut-fonctionnaire du milieu Junker, était une organisation terroriste nationaliste. L'officier **Hermann Ehrhardt** (1888-1971), chef d'un célèbre Corps franc, avait fait tirer sur la foule lors du putsch de Kapp.

force réactionnaire qui, aux mains des officiers réactionnaires, fit rapidement sa propre politique et devint un facteur d'une importance considérable dans la vie politique du pays. [...]

La Constitution de Weimar donnait une expression aux idées démocratiques et sociales sur lesquelles était bâtie la République. Elle proclamait que tout le pouvoir émanait du peuple, créait enfin le suffrage universel, pour lequel on avait lutté pendant des décennies : suffrage des adultes, vote secret, égal et direct. Elle proclamait la liberté d'opinion et de conscience et faisait quelques tentatives pour créer un droit au travail ou à la subsistance du citoyen. Elle comprenait cependant le germe de la contre-révolution. Le Président avait des pouvoirs énormes. Il contrôlait les forces armées, avait le droit de dissoudre le Reichstag et de gouverner le pays avant l'élection suivante, grâce à l'article 48 de la Constitution qui lui permettait de la suspendre en grande partie. [...] Quand l'énorme pouvoir donné au Président par la Constitution tomba aux mains du vieux général monarchiste Hindenburg <sup>1</sup>, la voie fut ouverte pour la contre-révolution. La route avait déjà été tracée par le président social-démocrate Ebert <sup>2</sup> quand il fit entrer la Reichswehr en Saxe et en Thuringe pour renverser le gouvernement rouge dont il ne voulait pas, et Hindenburg l'imita quand, le 20 juillet 1932, il révoqua le gouvernement prussien, mettant à sa place comme Commissaire du Reich un héros de l'époque de la guerre, von Papen<sup>3</sup>. Une différence cependant, Ebert avait eu besoin de deux divisions pour faire le travail, mais le Maréchal von Hindenburg le réalisa avec un seul lieutenant et quatre hommes.

1. **Paul von Hindenburg** (1847-1934), officier d'une famille de Junker, commandant en chef en 1916, organisa en 1918 la lutte contre la révolution.

2. **Friedrich Ebert** (1871-1925), sellier, secrétaire du parti social-démocrate allemand, rallié à la guerre, devint Chancelier du Reich en 1918, puis fut élu Président de la République en 1919.

3. **Franz von Papen** (1879-1969), diplomate, conservateur, forma en 1932 le "cabinet des barons" qui chassa le gouvernement social-démocrate prussien et fraya la voie à Hitler.

## Le déclin interne du mouvement ouvrier allemand en général

La Guerre Mondiale avait changé la psychologie de la classe ouvrière internationale. On pourrait même parler d'une régression mentale à la sauvagerie. L'être humain, l'individu comptait peu. [...] Pendant plusieurs années des vies humaines avaient été détruites par des machines ; dans le monde entier des gens étaient habitués à lire jour après jour les chiffres de milliers de tués ou de blessés ; les sensibilités étaient émoussées. [...] L'absence d'âme du travail moderne, qui avait atteint son sommet en conséquence de la rationalisation devint le trait dominante de toute la période [...].

Les idéaux qui inspiraient le mouvement ouvrier avant la guerre ne signifiaient rien pour la nouvelle génération qui semblait si différente. Les sentiments d'amitié, la chaleur de la camaraderie entre membres du parti avaient disparu. On n'était plus prêts à entreprendre la lutte contre toutes les injustices, contre l'oppression de l'homme par l'homme. Cette génération était dénuée de l'enthousiasme sincère de ses devanciers pour un libre avenir socialiste, l'abolition des distinctions de classe, de toute oppression. [...] Alors qu'avant la guerre tout ouvrier révolutionnaire n'avait cessé d'apprendre, tentant de devenir un combattant de valeur pour la grande cause du socialisme, pour cette génération d'après-guerre, tous les moyens étaient bons pour atteindre leurs fins. Mensonges et calomnies, déloyauté et falsification, et l'usage de la violence contre les opposants étaient pour eux des armes légitimes. Ils étaient fermement convaincus que la fin justifie les moyens.

## La division ouvrière : social-démocrates et communistes

Le gouffre entre les conceptions communiste et social-démocrate s'élargissait. L'inimitié grandissante entre eux détruisait la solidarité de classe.

Tandis que dans les rangs social-démocrates dominait le révisionnisme extrême selon lequel l'objectif ultime, le socialisme, était tout et « ce qu'on a

là », rien ; tandis que les social-démocrates revenaient de Marx à Lassalle <sup>1</sup>, idéalisait l'Etat capitaliste, les communistes idéalisait violence et dictature sous la forme où elles se matérialisaient en Russie. Leur idéal n'était pas « *la dictature du prolétariat* », comme le voulait Marx, pendant une brève transition du capitalisme au socialisme, où le prolétariat en tant que classe utilisait le pouvoir politique pour abolir les distinctions de classe et réorganiser la société sur une base d'égalité. Leur idéal était la dictature d'un parti, son exécutif, son secrétaire général, sous la forme qui s'était développée en Russie, un gouvernement de longue durée reposant sur un appareil d'Etat oppressif fortement militarisé.

Pendant le trait le plus dangereux du PC allemand était que sa politique n'était pas le résultat de l'application des principes communistes aux conditions économiques et politiques changeantes d'Allemagne, mais qu'elle suivait toujours la ligne du groupe dirigeant en Russie en accord avec les exigences de la politique extérieure de l'Union soviétique. Car leur politique et leur tactique n'étaient pas décidées par des dirigeants choisis par les membres du PC allemand mais par ce département du gouvernement russe qu'était la Comintern. Toute équipe de dirigeants qui osait montrer des signes de révolte était impitoyablement chassée. Ces « révolutions de palais » étaient fréquentes, tous les éléments ayant une pensée personnelle, honnêtes, furent écartés des postes de direction et le parti placé sous le commandement d'un corps nombreux de fonctionnaires qui étendaient leur autorité sur toutes les organisations auxiliaires.

Plus la dictature stalinienne opprimait les masses du peuple en Russie et plus l'existence des libertés démocratiques dans les pays voisins lui apparaissait comme une menace. « *Il faut que ce soit la nuit quand brillent les étoiles de Staline* ». En conséquence, Moscou luttait systématiquement contre les partisans de la démocratie allemande, tout en entretenant avec les éléments réactionnaires allemands une amitié aussi solide qu'avec Mussolini<sup>2</sup>. Cela peut paraître

1. **Karl Marx** (1818-1883) fut l'un des premiers socialistes allemands et se heurta à son ancien disciple **Ferdinand Lassalle** (1825-1964).

2. L'ancien socialiste **Benito Mussolini** (1888-1945), fondateur du mouvement fasciste, régnait alors sur l'Italie où il faisait la chasse aux socialistes et aux communistes.

paradoxal, mais c'est confirmé par l'analyse de la politique extérieure soviétique et celle de la Comintern dans cette décennie. Tous les PC européens et leurs groupes parlementaires mènent cette politique, parfois sans même s'en apercevoir. [...]

Théoriquement les communistes défendent un point de vue clairement anti-national. Ils ne divisent pas l'humanité verticalement en nations, mais horizontalement en classes. Le travailleur n'a pas de patrie et doit donc considérer toute question du seul point de vue de l'intérêt de la classe ouvrière, identique dans tous les pays[...]. La claire idée internationale de lutte de classe fut défendue par Lénine pendant la Guerre Mondiale, telle qu'elle fut pratiquée par ceux des communistes allemands qui, en 1918, se battirent dans les rangs de l'Armée rouge contre l'Allemagne, ne laisse aucune place à quelque patriotisme sentimental que ce soit.

Pendant, en réalité, la politique du PC allemand se présenta de façon bien différente. Pour capturer des votes, pour prendre de l'influence sur des éléments arriérés [...], le PC allemand n'a pas reculé parfois devant l'utilisation de mots d'ordre nationalistes et même devant la coopération avec les éléments nationalistes pour atteindre des objectifs précis. Il nous suffira de mentionner le prétendu « plébiscite rouge » dont l'initiative revenait aux Casques d'acier et aux nazis afin de révoquer le gouvernement prussien, coalition entre social-démocrates et Centre catholique. Au début, les communistes s'étaient opposés, avec les social-démocrates à ce plébiscite. Soudain, ils reçurent des ordres de Moscou et tournèrent brutalement, appelant le plébiscite fasciste « plébiscite rouge », enfilant le harnais du troisième cheval du chariot fasciste.

Quand les nazis commencèrent à devenir un mouvement de masse, les communistes tentèrent de les abattre en faisant de la surenchère nationaliste. Dans leur propagande aux dernières élections, ils utilisèrent beaucoup les mots d'ordre nationalistes. C'était une course méprisable entre nazis et communistes pour la palme de la démagogie. Lorsque, à l'hiver 1932, les nazis jugèrent utile, pendant la campagne électorale, de provoquer une grève des transports de Berlin afin de gagner de l'influence parmi leurs travailleurs et de pouvoir empêcher

plus tard une grève générale contre eux, les communistes, dans leur haine aveugle de la social-démocratie, tombèrent dans le piège [...].

Obligés par les circonstances de participer au travail parlementaire, les communistes auraient pu y faire du bon travail par une critique vive, mais honnête. Au lieu de cela, ils sautèrent sur toutes les occasions de détruire le parlement, de le miner, de le discréditer aux yeux du peuple. Ils furent les premiers à interrompre le travail du parlement par des batailles et des cris d'animaux, contribuant ainsi à dégrader les formes de la vie publique. [...] Ainsi les tactiques communistes et nazies coïncidèrent fréquemment et cela provoqua beaucoup d'indignation justifiée dans les autres partis de gauche [...].

La dégradation générale des usages politiques causée par les communistes eut une influence destructrice sur toute la vie politique du pays. Mensonge et calomnie dans la presse, agressions contre les meetings pour les briser, sabotage des organisations ouvrières, manipulation des opposants, tout cela contribua à la destruction des vieilles formes démocratiques de la vie publique.

Pourtant le PC d'Allemagne, tout en étant dans un certain sens un ouvrier de la route du fascisme, avait aussi préparé la lutte contre lui. C'étaient les communistes qui gardaient vivante dans les esprits du prolétariat allemand l'idée de révolution, abandonnée par la social-démocratie et soulignaient le but socialiste, même si ce n'était pas sous une forme classique. Il y avait dans les manifestations et les actions de combat des communistes un état d'esprit viril de combattants qu'on aurait cherché en vain chez les social-démocrates. Il est vrai que, corrompus de l'intérieur, dépendant étroitement de la politique extérieure russe, ils ont eux aussi failli au dernier moment, mais on peut leur accorder des circonstances atténuantes. Si les communistes, au temps de Papen ou plus tard de la montée d'Hitler au pouvoir, s'étaient mis à la tête d'une résistance armée de masse, ils auraient dû affronter non seulement les troupes d'assaut des nazis, mais aussi la police, les Casques d'acier et la Reichswehr [...].

### Les appareils bureaucratiques

Dans toutes les organisations ouvrières, un puissant appareil bureaucratique émergea et avec lui les bureaucrates. Cet appareil avait un

pouvoir étendu, la presse, des dizaines de milliers de postes dans les Etats, les municipalités, les assurances, les coopératives, les rédactions, les clubs ouvriers, les librairies, les bibliothèques, les institutions de sécurité sociale du mouvement ouvrier [...] Des centaines de milliers de personnes devinrent d'une façon ou d'une autre dépendantes de cette bureaucratie ouvrière, ou en attendaient un emploi pour eux ou un membre de leur famille.

Ces bureaucrates surnommés les *Bonzen* (bonzes) s'accrochaient les uns aux autres comme le lierre aux murs [...]. Par rapport aux ouvriers organisés, ils formaient une masse compacte développant tous les traits qui rendent si impopulaires les fonctionnaires allemands. Ils apparaissaient comme une nouvelle caste exploitrice séparée des masses par un gouffre toujours plus profond [...]. Ce fut particulièrement prononcé dans les syndicats. Cette énorme machine bureaucratique avait sa fin en elle-même et avait perdu tout contact avec ses membres. [...] Dans le mouvement ouvrier allemand, la démocratie avait été peu à peu abolie, faisant place à la dictature avouée de l'appareil [...]. Dans les grandes villes, les droits des syndiqués étaient de plus en plus souvent confisqués par un « corps de fonctionnaires ». Partout, l'appareil contrôlait la presse, les syndicats, les organisations culturelles, [...]. Les oppositions du parti ne parvenaient pas à se frayer leur chemin jusqu'aux conférences annuelles. Si une opposition apparaissait, elle était dénoncée comme « communiste » comme, ce fut le cas pour les Jusos (Jeunes socialistes) et la branche de Spandau des jeunes libres-penseurs de Spandau en 1932. [...]

Les deux partis ouvriers qui auraient dû servir de soutien aux masses sombrant dans la misère, qui auraient dû leur indiquer un objectif simple et les rallier sous leurs drapeaux dans ce but, avaient échoué et devaient échouer. Un grand moment avait trouvé de petits esprits [...]. Il peut sembler étrange dans ces circonstances qu'aucune troisième solution n'apparût entre ces deux partis. Il y eut des tentatives, mais elles échouèrent. Deux ans environ avant le désastre face à Hitler, un groupe d'opposition social-démocrate exclu tenta de former un nouveau parti, ce qui provoqua un immense intérêt et attira beaucoup de jeunes qui l'abandonnèrent au bout de quelques semaines. Le nouveau SAP, renforcé par l'entrée d'opposants communistes mais moralement affaibli par ses fractions

internes, devint le champ de bataille d'un conflit interne permanent et bien que comptant de précieux éléments prolétariens, mena bientôt l'existence fantômatique d'une secte de coupeurs de cheveux en quatre, cumulant les erreurs des deux partis, le social-démocrate et le communiste [...].

Le nombre de chômeurs grandit [...]. La guerre et l'inflation avaient déjà créé un fort prolétariat miséreux. Après la guerre, ceux qui tentaient de revenir dans la vie civile furent rejoints par les déclassés de la basse classe moyenne ruinés par l'inflation. Ces éléments étaient mécontents ; ils n'avaient pas d'idéologie propre [...]. Des couches nouvelles de prolétaires étaient maintenant déclassées par le chômage et risquaient de plonger dans le prolétariat miséreux. Des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés se retrouvèrent d'un coup en chômage permanent, privés de leur pouvoir économique, sans espoir d'amélioration dans un proche avenir. La ligne de clivage entre prolétariat et miséreux tendait à disparaître ; à sa place un gouffre apparaissait entre travailleurs ayant un emploi et chômeurs. Dans la pire des positions les jeunes, à peine entrés dans le processus de production, déjà chômeurs. Amers et inexpérimentés, ils cherchaient un moyen d'évasion. [...] Dans pareilles circonstances, il ne manquait pas de matériel inflammable. De larges masses de désespérés cherchaient une idéologie nouvelle pour trouver réconfort et espoir. [...] La social-démocratie n'avait aucune influence sur les déclassés. Les communistes, avec leur violence verbale et leur romantisme révolutionnaire, étaient plus proches d'eux. [...] Le mouvement ainsi grandissant comprit qu'il pouvait prendre avantage de cette large attente d'un sauveur. Certains appelèrent Hitler le « *deuxième Christ* » et le « *Heil Hitler* » avait un effet électrique.

Les politiciens astucieux qui étaient derrière Hitler ne négligeaient pas les aspects économiques et militaires du mouvement. Ils laissaient l'orateur de foule Hitler promettre tout à chacun, les prix élevés aux paysans, le pain à bon marché aux ouvriers, les fermages élevés aux propriétaires, les appartements bon marché aux pauvres, les coopératives et les grands magasins, en un mot à chacun ce qu'il voulait. Ils avaient des tracts qu'ils distribuaient aux chômeurs, d'un contenu réactionnaire nébuleux mais en langage communiste, de même qu'ils mettaient des paroles nouvelles réactionnaires sur la musique des chants socialistes

connus. Ils disposaient de beaucoup d'argent, construisaient des casernes où ils gardaient des mercenaires pour deux marks par jour, l'abri, la nourriture et les uniformes bruns.

L'Etat regardait sans rien faire [...]. L'armée brune d'Hitler ne cessait de grandir. Elle était bien armée et savait se servir de ses armes. Les affrontements et combats de rue devinrent quotidiens ; social-démocrates et communistes n'étaient jamais sûrs de leur vie ; ils pouvaient être attaqués et abattus à n'importe quel coin de rue. Même chez eux, ils n'étaient pas en sécurité. Le fait que les social-démocrates n'ont pourtant pas armé leur organisation de défense, la Bannière d'Empire, qui travaillait en étroit contact avec la police prussienne et aurait pu compter sur ses arsenaux, n'est pas une page honorable de leur histoire. De façon générale, ses hommes n'étaient entraînés que pour la défensive et sans initiative, en contraste avec le *Rote Kämpferbund* qui était mal armé, entraîné au combat de rues et pénétré d'un esprit très militant. Les nazis, même plus nombreux, étaient surclassés à moins que la police ne vienne à leur secours [...]. La police, dont les chefs étaient social-démocrates, ne prenait aucune mesure sérieuse contre les bandes brunes, tout en manifestant beaucoup d'énergie contre les communistes. [...] Si les bandes brunes s'étaient heurtées à une résistance sérieuse et réduites à la défensive, elles auraient rapidement été dispersées. [...] Hitler ne comptait pas sur ces hordes mercenaires pour prendre le pouvoir par un soulèvement armé. Tous les éléments d'une contre-révolution victorieuse étaient là ; il y avait le président monarchiste Hindenburg, le commandement de la Reichswehr, heureux de s'engager dans la politique, les fonctionnaires réactionnaires, les partis capitalistes, le parlement discrédité et impuissant, le Cabinet que le président pouvait congédier d'un trait de plume, la Grosse Industrie avec ses millions et une presse puissante.

(Les nazis mirent en œuvre) un énorme appareil de propagande [...] pour attaquer « le système », [...] en réalité la république démocratique. Mais les masses affamées comprenaient qu'il s'agissait du « système capitaliste » responsable de leur pénurie, tout en se souciant peu de la république démocratique (les mots d'ordre contre « *le système* », les « *bonzes* », plus tard celui de « *gouvernement des gens distingués* »), des mots d'ordre appelant à la

haine de classe servaient cet objectif. Les mots d'ordre nationalistes accurent encore la confusion. Ils eurent beaucoup d'effet dans la jeunesse de classe moyenne, les nombreux restes du corps des officiers et sous-officiers, ainsi que dans les déclassés issus des classes moyennes.

### La conquête du gouvernement de Prusse

L'objectif suivant était le gouvernement prussien, le plus important bastion de la République de Weimar. Pendant quatorze ans, le parti social-démocrate avait fait toutes les concessions imaginables au Centre et aux autres partis du milieu afin de garder le gouvernement prussien et donc la police prussienne entre ses mains. Et ils ont réellement réussi à conserver entre leurs mains dans toute cette période les positions de ministre-président de Prusse, de ministre de l'Intérieur et de Préfet de Police de Berlin ainsi que d'autres postes de police et d'administration dans les provinces. En même temps, ils essayaient de républicaniser la police du bas en haut. Mais la crise, avec tout ce qu'elle apportait, sapait la position du gouvernement prussien. Ainsi la prise de la Prusse fut-elle facilitée pour la réaction. Les nazis se renforçaient d'une élection à l'autre.

Finalement nazis et Casques d'acier joignirent leurs forces pour une attaque contre le gouvernement prussien en essayant de le renverser par un plébiscite en août 1931. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les communistes, sur ordre de Moscou, aidèrent les nazis et les Casques d'acier, alors qu'ils ne pouvaient pas ne pas se rendre compte que la chute du gouvernement prussien, à ce moment, mettrait la réaction en selle. Il est vrai que nombre de communistes refusèrent de participer à cette action de trahison, le plébiscite ne recueillit que neuf millions de voix et le gouvernement prussien ne fut pas renversé, mais cela affaiblit le Parti communiste.

La crise s'aggravait et le désespoir grandissant des masses devait s'exprimer politiquement. Les décrets de Brüning<sup>1</sup> tombaient comme autant de coups sur les masses affamées. Le flot brun montait. Les partis capitalistes

1. **Heinrich Brüning** (1885-1970), leader du Centre (catholique), Chancelier de 1930 à 1932, mena une politique de rigueur et de réaction sociale.

fondaient comme neige au soleil. Les social-démocrates et les communistes voyaient bien la poutre dans l'œil de l'autre, mais aucun ne voyait la sienne dans son œil à lui. Au lieu de se dresser ensemble contre l'ennemi commun, ils menaient une guerre fratricide.

Une campagne électorale chassait l'autre et les travailleurs étaient de plus en plus rejetés sur la défensive. Quand approcha la fin du terme d'Hindenburg, il y avait danger qu'Hitler soit élu à sa place. Au lieu d'utiliser l'occasion pour unir toutes les forces prolétariennes en une seule action commune, tandis que les communistes insistaient pour avoir leur propre candidat, les social-démocrates mettaient tous leurs espoirs dans l'idée de chasser le démon Hitler par Belzébuth Hindenburg. Les électeurs furent disciplinés et une coalition allant des social-démocrates aux grands capitalistes assura le 10 avril 1932 la réélection d'Hindenburg avec 19 millions de voix. Quelques naïfs leaders de l'Internationale socialiste félicitèrent les social-démocrates allemands pour cette « victoire ». Pourtant, quand ces bonnes paroles atteignirent Berlin, Hindenburg n'avait pas réitéré son serment à la constitution [...]. Désormais aux mains d'une clique réactionnaire, Hindenburg était véritablement dégradé en fiasco.

Au cours de la campagne électorale suivante, l'élection au Reichstag du 24 avril 1932 et les trois élections au Reichstag qui se succédèrent le 31 juillet 1932, le 6 novembre 1932 et finalement le 5 mars 1933, tandis que des foules renouvelées d'électeurs indifférents étaient conduits à l'urne électorale, les deux partis de la classe ouvrière ne montrèrent aucune issue pratique à la crise pour inspirer les masses désespérées un nouvel espoir et du courage et les rassembler dans la lutte pour un avenir meilleur. Les communistes répétèrent leurs vieux mots d'ordre éculés et dirigèrent leurs attaques surtout contre le Parti social-démocrate, tandis que la bureaucratie social-démocrate satisfaite ne parvenait pas à trouver un langage commun avec les masses souffrantes. Ils souhaitaient conserver tout l'ordre politique et social existant, les masses voulaient le jeter à bas et le mettre en pièces [...]. Il faut cependant signaler que, malgré l'importance du grand va-et-vient entre social-démocrates et communistes, les nazis ne réussirent pas de très longtemps à faire une brèche dans le front



marxiste. L'augmentation des voix nazies venait en premier lieu des partis bourgeois et de gens qui n'avaient pas pris auparavant la peine de voter.

Après les élections du 24 avril 1932, les nazis devinrent le plus fort parti en Prusse. Cependant, même avec les nationalistes et le Parti du peuple, ils n'arrivaient pas à la majorité. Il n'y avait au Landtag qu'une majorité négative. Il ne pouvait y avoir aucune majorité sans les nazis ou sans les communistes. Les communistes votèrent avec les nazis et les autres partis réactionnaires la censure au gouvernement dirigé par le social-démocrate Otto Braun<sup>1</sup>, et le renversèrent. Il donna sa démission mais, conformément à la constitution, resta en fonction comme gouvernement d'interrègne jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement [...]. Mais les communistes n'étaient pas satisfaits de ces lauriers, et, avec les nazis, ils demandèrent au Reichstag le départ immédiat du gouvernement, ce qui ouvrait la porte aux nazis. Le prolétariat se trouvait devant un terrible dilemme, ayant le choix entre la criminelle myopie des bruyants communistes et la criminelle faiblesse des « hommes d'Etat » social-démocrates. Rien d'étonnant que, dans ces circonstances, nombre d'électeurs aient perdu la tête et, comme un troupeau privé de sa clochette, se joient jetés tout droit dans les flammes du nazisme.

L'heure critique approchait. Dans le Reich, le cabinet Brüning fut renvoyé bien qu'il ait eu la majorité au Reichstag. Il fut remplacé par le « cabinet des barons », dirigé par von Papen, un cabinet qui avait presque tout le Reichstag contre lui. On comprenait que son premier acte serait de dissoudre le Reichstag. Mais le Reichstag aurait encore la possibilité de le mettre en minorité et d'obliger les nazis à jeter le masque [...] mais le Reichstag se soumit honteusement et accepta d'être renvoyé par von Papen, sans fixer la date des nouvelles élections. Ce n'est qu'après quelque hésitation que l'on en fixa la date au 31 juillet.

Ainsi y avait-il d'un côté le gouvernement prussien d'interrègne qui, sans avoir été battu par un Landtag avec une forte composante nazi, gardait solidement en mains la police prussienne, et, de l'autre le gouvernement du

1. **Otto Braun** (1872-1955), social-démocrate, était chef du gouvernement prussien depuis 1921.

Reich dirigé par von Papen, dont la position constitutionnelle était très discutable, avec le président Hindenburg, seulement récemment réélu avec 19 millions de voix qui, depuis, avait commis deux atteintes à la constitution, et les généraux de la Reichswehr — toutes ces forces s'affrontant entre elles. Papen, en cas de besoin, pouvait aussi s'appuyer sur les Casques d'acier et les troupes d'assaut nazies ; le gouvernement prussien sur la police, le parti social-démocrate et ses organisations auxiliaires, les syndicats et la Bannière d'Empire — en cas de véritables hostilités, peut-être aussi sur les masses communistes. Dans cette situation, on ne voyait pas qui allait arrêter qui. Ce moment précis fut celui que choisit le ministre-président prussien Otto Braun pour partir en vacances. Il fut remplacé par le ministre de la Sécurité sociale, Hirtlsiefer, leader des syndicats catholiques, avec le soutien du ministre de l'intérieur Severing<sup>1</sup>, « l'homme fort » du parti social-démocrate. C'est vers ce dernier que se tournaient tous les regards.

### **Le coup contre le gouvernement prussien.**

Le matin du 26 juillet 1932, Papen invita Severing à une conférence. Il lui dit que, pour préserver l'ordre et la loi, il fallait mettre un Commissaire du Reich à la place du gouvernement prussien et l'appela à lui remettre ses fonctions dans un esprit de bonne volonté, car autrement il serait obligé de proclamer l'état de siège. Severing repoussa avec indignation cette insolente prétention. Il déclara qu'il ne pourrait être écarté de sa fonction que par la force et quitta la conférence en signe de protestation.

Papen proclama aussitôt un ordre du Président reposant sur le fameux article 48 de la constitution, déclarant le gouvernement prussien révoqué et Papen nommé commissaire du Reich pour la Prusse. Papen délégua ses pouvoirs au maire d'Essen, Bracht<sup>2</sup>, membre de la droite du parti catholique. En même temps une deuxième proclamation annonçait la loi martiale à Berlin et nommait

1. **Carl Severing** (1875-1952), ajusteur, député social-démocrate en 1907, homme à poigne, était ministre de l'intérieur en Prusse depuis 1920.

2. Le Dr **Franz Bracht** (1877-1933) était l'homme des "charbonniers" d'Essen, leader de la droite du Centre catholique, plus tard brièvement ministre de l'Intérieur sous Schleicher.

commandant de Berlin le général von Stülpnagel<sup>1</sup>. Dans la capitale qui était au cœur d'une violente campagne électorale, ces proclamations, publiées par des éditions spéciales des journaux, furent ressenties comme un coup de tonnerre. Retenant son souffle, le peuple se tournait maintenant tantôt vers le ministère prussien de l'Intérieur où se trouvait Severing et tantôt vers la Wilhelmstrasse où résidait von Papen. Des voitures pleines de soldats de la Reichswehr patrouillaient dans les rues. Partout on entendait des discussions sur la question de savoir qui était supérieur dans les combats de rue, de la police prussienne ou de la Reichswehr. On colla des affiches invitant les gens à des réunions électorales prévues pour l'après-midi dans tous les quartiers de la ville.

Des rumeurs surgissaient : on faisait appel à la police, la Bannière d'Empire mobilisait, la police l'armait. Tout détachement, même petit, de la Bannière d'Empire qui passait attirait l'attention, provoquait des commentaires, alimentait de nouvelles rumeurs.

Une édition spéciale des journaux annonça la révocation du chef de la police de Berlin, Grzesinski<sup>2</sup>, et de son adjoint Weiss<sup>3</sup> par le général Stülpnagel. Grzesinski avait refusé de reconnaître l'ordre, disant qu'il ne pouvait en recevoir que du ministre de l'Intérieur. Là-dessus, un officier de la Reichswehr et quatre hommes apparurent Alexanderplatz et arrêtaient les deux hauts fonctionnaires, les enlevant comme des moutons au milieu de leurs subordonnés, à qui ils refusaient d'ordonner de résister, et qui assistaient en larmes à ce spectacle.

Les masses étaient atterrées, accablées, incapables de comprendre. Qu'allait faire Severing ? Elles se tournèrent, un peu plus excitées encore vers le ministère de l'intérieur. Sans doute Severing avait-il quelque plan grandiose ?

1. Il s'agit de **Karl Heinrich von Stülpnagel** (1886-1944), qui fut plus tard chef des troupes d'occupation allemandes en France, arrêté pour conspiration contre Hitler et exécuté.

2. **Albert Grzesinski** (1879-1947), métallo, député social-démocrate puis préfet de police et ministre de l'Intérieur du Reich de 1926 à 1930.

3. Dr **Bernhard Weiss** (1889-1951), docteur en droit, d'abord mobilisé, il devient en 1916 responsable politique de la police du préfet de Police de Berlin, adjoint du Préfet. Cible des attaques du KPD et des nazis, baptisé Isidor (parce que juif). Il émigre en 1933, est déchu de la nationalité allemande et s'installe à Londres.

Les patrouilles de police circulaient à toute allure. Que faisait l'exécutif du Parti social-démocrate ? Très excité, le peuple attendait les meetings du soir.

On disait que le fameux avocat Alsberg<sup>1</sup> avait été chargé de la défense des deux chefs de la police arrêtés et qu'il s'était immédiatement rendu à la prison militaire pour officiers où ils étaient détenus. Il arriva cependant trop tard. Ces messieurs avaient été libérés après une détention de deux heures. On ne savait pas encore que les deux héros avaient signé, avant même l'arrivée de leur avocat, un engagement de renoncer à faire leur travail.

Pendant ce temps, le nouveau commissaire-adjoint du Reich, Bracht, s'était rendu chez Severing et lui avait demandé de tout lui remettre. Mais Severing avait dit qu'il ne cèderait qu'à la force. Tout d'un coup on connut la nouvelle. M. Bracht était revenu chez Severing en compagnie du président de police fraîchement nommé, Melchior et de quelques soldats de la Reichswehr qui restèrent cependant à l'extérieur. Devant cette « démonstration de force », Severing avait capitulé et s'était retiré dans ses appartements privés qu'on lui avait gracieusement laissés. (Plus tard il assura à une réunion social-démocrate de Lichtenberg qu'il ne pouvait pas appeler ses hommes à le défendre sous peine de leur faire perdre leurs pensions !)

Personne ne voulut croire ce récit. Pourtant il s'avéra authentique...

Quoi encore ?

Les gens se massaient dans les meetings. Des auditoires agités se pressaient en attendant les meetings social-démocrates. Des vendeurs offraient le badge récemment créé, avec trois flèches et trouvaient bien des clients Partout dans les salles et en-dehors, les poings se levaient au cri de **Freiheit** (Liberté !).

Finalement la cloche du président retentit. L'orateur se leva. L'attente se lisait sur tous les visages. Tous les yeux le fixaient. Bientôt pourtant l'attente se relâcha : ce qui venait, c'étaient les vieilles affirmations éculées. Une barrière se dressa entre l'orateur et l'auditoire. Ce qu'il avait à dire sur les événements de ce jour historique semblait futile. Ils se sentaient honteusement égarés, trahis. Mais n'ayant depuis longtemps pris aucune initiative à elles, les masses ne pouvaient

1. **Max Alsberg** (1877-1933). Grand avocat politique ayant également défendu des personnalités de droite, il fut interdit de métier par les nazis et mourut en exil en Suisse.

recourir à l'action sans leurs dirigeants reconnus. Aucune main ne se leva aucun coup de feu ne fut tiré, aucune usine ne ferma. Le 20 juillet passa et n'apporta aux masses qu'un infini découragement. Mais plus d'un poing se fermait dans les poches contre... Le gouvernement prussien renvoyé en appela plus tard au tribunal d'Etat. Mais les ouvriers se contentèrent d'en sourire.

### Vers la chute de von Papen

La campagne électorale se poursuivit tristement La réaction triompha sur toute la ligne. Dans les petites villes et les villages les nazis imposaient aux électeurs leur terrorisme et leur violence. En fait les élections donnèrent une réponse — la réponse négative des électeurs à l'échec des partis ouvriers. De cette élection, les nazis émergèrent comme le premier parti au Reichstag. Ils avaient atteint jusqu'à 21,3 millions et emportèrent 230 sièges alors que les social-démocrates n'avaient que 7 millions de voix et 121 sièges. Cependant, même dans un tel parlement, le gouvernement Papen ne pouvait tenir longtemps. Par ses subsides aux riches, ses vols au dépens des pauvres comme par ses menaces contre toutes les libertés politiques restantes, il souleva contre lui tant de haine dans le peuple que les nazis n'osèrent même plus voter pour lui. Par une majorité des quatre cinquièmes, le Reichstag vota contre lui. Après qu'il eut dissous le Reichstag, la nouvelle élection, le 6 novembre 1932 n'apporta guère de changement. Les nazis expérimentèrent leur premier revers, perdant 35 sièges. C'était la réponse des électeurs pour leur soutien en sous-main du gouvernement Papen.

Peu après son accession au pouvoir, Papen avait retiré l'interdiction de l'uniforme nazi. Les nazis se crurent maîtres de la situation et commencèrent à exercer une terreur intolérable. Il y avait tous les jours des blessés et des morts. Dans les quartiers ouvriers des grandes villes, il ne fallait pas se montrer imprudent, mais dans des endroits plus petits et les faubourgs éloignés, leurs bandes de tireurs avaient presque les mains libres. Le meurtre bestial de Potempa en Haute-Silésie<sup>1</sup> trouva bientôt des imitateurs. Hitler lui-même avait félicité,

1. Pendant la nuit du 9 août 1932, cinq nazis armés de revolvers entrèrent par effraction dans la maison du militant communiste Konrad Pietzuch dans le village de

s'identifiant à eux, les bandits sanglants qui avaient au cours de la nuit arraché de son lit un ouvrier inoffensif, le tuant brutalement dans la pauvre maison de sa vieille mère. En Prusse orientale aussi il y avait des gens qui voulaient semblables compliments de leurs chefs. La semaine de terreur à Königsberg et dans le voisinage provoqua l'indignation du monde civilisé. Mais la même terreur faisait rage partout, bien qu'à un degré moindre. Le sommet fut atteint avec l'élection du 31 juillet.

Les ouvriers, ignorant les querelles de parti, joignaient les mains pour l'action défensive. Dans bien des usines, des villages et surtout les faubourgs prolétariens extérieurs, des organes de défense apparaissaient spontanément. En conformité avec le caractère du district, ces organismes étaient structurés soit sur des lignes de parti soit en commun. mais, dans tous les cas, le contact était étroit. Un système extensif de signaux d'alarme pour une zone donnée ou d'appel au secours pour une zone voisine fut élaboré. On institua des patrouilles de nuit. Tout habitant « rouge » des bidonvilles des faubourgs des grandes villes allemandes gardait hache et coutelas prêts, à côté de son lit. Des coups de marteau sur un tub ou un morceau de rail accroché étaient les signaux. Chacun essayait de se conformer à la complexion politique de son voisinage. Tous ceux qui étaient « rouges » restaient ensemble. Dans les lotissements, le district ou le village, le « front unique » était devenu un fait. Le sang coulait encore mais le sentiment de désespérance s'évanouissait, grâce à la solidarité de voisins de tous ceux qui étaient menacés. Les exécutifs de parti des communistes comme des socialistes n'aimaient guère ces développements. Ils s'efforçaient de conserver ces organismes défensifs, dont ils ne pouvaient pas empêcher l'apparition, sous le contrôle du parti et purement sur des lignes de parti. Le parti social-démocrate particulièrement essaya de les dissoudre dès que le calme commença à revenir après les élections.

Les masses exigeaient vigoureusement un front unique. Mais les deux appareils de partis bureaucratiques n'étaient unis que dans le rejet d'un front

Potempa en Haute-Silésie. Les nazis tuèrent son frère et sa mère et le massacrèrent. Ils furent condamnés à mort et reçurent un télégramme de solidarité d'Hitler qui les fit amnistier le 21 mars 1934 et remettre en liberté.

unique. Le parti social-démocrate avait, avec les syndicats, la Bannière d'Empire, et autres organisations auxiliaires, déjà réalisé l'unité du « Front de Fer », formant dans les chantiers et les usines des groupes appelés *Hammerschaften*. Maintenant, ils assuraient tout simplement que le Front de Fer était... le Front unique ! Le parti communiste par ailleurs rendit hommage du bout des lèvres au front unique en obscurcit l'idée avec ses bavardages sur « *un front unique à la base* », une manœuvre qui revenait à demander aux ouvriers social-démocrates de quitter leurs dirigeants et de joindre l'organisation communiste. Cette manœuvre fut accompagnée d'une bordée d'injures contre le parti social-démocrate. Il était tout à fait clair que le Front unique ne pouvait sortir que de l'action commune.

Mais c'était précisément la difficulté parce que toutes les actions communistes étaient d'une façon ou d'une autre dirigées contre la social-démocratie, alors que pour les dirigeants social-démocrates, on ne pouvait dans de telles conditions arriver à une action commune. Les social-démocrates proposèrent un plan curieux. Ils voulaient remplacer l'idée populaire d'un front unique que les masses réclamaient à grands cris par une proposition de « traité de non-agression ». Cela signifiait en réalité que les social-démocrates ne feraient rien et que les communistes ne les attaqueraient pas pour cela.

Les ouvriers avaient enfin retenu que leur désunion était la cause de leur faiblesse. Ils demandaient énergiquement que soient abattues toutes les barrières. Mais leurs dirigeants répondaient toujours à leurs revendications par la malhonnêteté, l'hypocrisie et le sabotage. Ainsi en était-il avec la social-démocratie ; ainsi avec les communistes. Quelle qu'ait été la divergence de principes entre social-démocrates et communistes, considérant le commun intérêt de masse devant l'ennemi commun, ils auraient dû constituer un front unique de défense. Mais au lieu de battre l'ennemi ensemble, ils préférèrent apparemment être battus séparément.

Face à un prolétariat qui menait avec tant d'ardeur une lutte fratricide et ainsi affaibli dans sa capacité de résistance, le gouvernement Papen pouvait garder le pouvoir. Ce ne sont pas les masses qui ont provoqué sa chute, même pas le Reichstag — le gouvernement Papen fut abattu par les intrigues de

couloirs dont le ministre de la Guerre, le général von Schleicher<sup>1</sup>, tenait les fils. Ce général décidait maintenant de quitter l'obscurité des coulisses pour apparaître sur la scène en tant que chancelier.

### Le gouvernement von Schleicher et la désunion aggravée

Le général von Schleicher est une figure unique dans la politique allemande. Un réactionnaire de la plus belle eau, qui n'était cependant nullement étroit d'esprit et prêt à apprendre de n'importe qui — un militariste intelligent voyant loin. Son idéal était un Etat militariste social éclairé. Il cherchait une voie pour utiliser à ses projets les éléments militaristes du communisme, pour créer pour ses propres objectifs une base de masses dans les syndicats. Il comprenait que le capitalisme était fini dans sa forme classique. C'est pourquoi il souhaitait bâtir son despotisme militaire éclairé sur une base de capitalisme d'Etat.

Avec une largeur de vues inouïe en Allemagne, Schleicher essaya d'attirer à lui tous les cerveaux du pays, sans se soucier du camp dont ils provenaient. A partir du ministère de la Guerre, dont l'organe était le *Tägliche Rundschau*, il tissa des fils invisibles avec le *Tatkreis*, un cercle de personnalités politiques de croyances politiques très différentes. Toutes les nuances de l'opinion y étaient représentées, depuis les industriels qui voyaient loin et les spécialistes militaires jusqu'aux dirigeants syndicaux et aux intellectuels communistes ; en coulisses, il y avait d'étranges interconnexions.

Comme Hitler, Schleicher cherchait à utiliser la puissance du mouvement anticapitaliste des masses en le dévoyant de son cours naturel. Mais alors qu'Hitler était un rustre esclave du capital qui voulait écarter l'opposition par la force brutale et la démagogie sans limites, Schleicher essayait de tisser un réseau plus fin à partir des tendances et courants dominants dans le mouvement ouvrier,

1. Kurt von Schleicher (1882-1934) avait servi dans l'ancien régiment de Hindenburg, était ami de son fils et fut affecté au QG comme capitaine en 1913. Il devint ensuite l'adjoint du général Groener au QG, dirigeant sa "section politique", et continua à travailler à la direction de l'armée après la fin de la guerre. A partir de 1929, il joua un rôle occulte important de conseiller, faisant et défaisant les gouvernements. Il fut le prédécesseur d'Hitler qui le fit abattre en 1934 par les SS lors de la Nuit des Longs Couteaux.

un réseau dont il espérait qu'il se révélerait plus durable. Tandis que le mouvement hitlérien, avec sa mentalité brutale de voyous demeurait totalement négatif, piétinant tout ce qui relevait de la culture, et toujours destructif, Schleicher avait des projets constructifs à long terme, destinés à sauver la société capitaliste mais en la réformant dans le sens d'une sorte de capitalisme d'Etat. Les bureaucrates ouvriers à l'esprit anti-révolutionnaire qu'il essaya de gagner, non sans succès, lui semblaient les collaborateurs les plus valables dans cette tâche.

Les plans économiques de Schleicher dans l'agriculture étaient dirigés dans le sens de la saisie des domaines en faillite et de leur division en petites tenures où les machines coopératives et une combinaison de travail agricole et industriel devaient jouer un rôle. Le ministère de la Guerre essaya donc d'entrer en contact avec les théoriciens sur les questions agraires de toutes nuances d'opinion, surtout ceux du mouvement paysan et nationaliste *Landvolk*.

Dans l'industrie, Schleicher pensait utiliser l'influence acquise par l'Etat dans l'octroi de prêts et de garanties aux banques pour exercer une grosse pression sur la grande industrie en vue d'une sorte d'industrie planifiée sous contrôle de l'Etat. Et son idée coïncidait ici avec celle des syndicats allemands sur l'appareil desquels il comptait s'appuyer. Il y avait déjà entre eux des contacts secrets et étroits qui trouvèrent leur expression dans les discours patriotiques du président de la Fédération allemande des syndicats, Leipart<sup>1</sup>. La prétendue « action socialiste » du parti social-démocrate et des syndicats avec leur « industrie planifiée » ne dépassa guère les rêves de Schleicher. Cependant les brutaux magnats du capital dont le représentant réel était Papen, ainsi que les *Junker* de l'Est de l'Elbe, trouvèrent les brutales méthodes d'Hitler plus à leur goût que les réseaux finement tissés de l'intelligent général. Ce « pilier de la République » fit de son mieux pour se présenter comme un utile soutien pour le pouvoir à venir, quel qu'il fût.

1. **Theodor Leipart** (1867-1947). Tourneur et président du syndicat des ouvriers du bois, il succède à Legien à la tête de l'ADGB en 1921, s'associe aux entreprises de Schleicher au début des années 30. Il ne fut pas inquiet par les nazis et mourut membre du SED.

Les masses brûlaient d'excitation ; social-démocrates et communistes étaient les uns et les autres très profondément déçus par leurs dirigeants. Néanmoins ils ne pouvaient briser ainsi avec leurs liens anciens. Il y eut de nombreuses manifestations de sympathie mutuelle entre les deux partis, mais même alors, on n'arriva pas à un accord officiel. Les petits groupes socialistes étaient centristes, mais ils tentèrent de jouer le rôle d'un honnête courtier pour arriver à un accord entre les deux grands partis, mais ces derniers, craignant d'augmenter leur prestige, les repoussèrent avec mépris.

### Manifestations séparées

Schleicher fit toutes sortes de concessions aux nazis. L'interdiction de l'uniforme avait été levée déjà à son initiative par le gouvernement Papen. Maintenant, il les autorisa à manifester à Berlin, Bülowplatz. C'est sur la Bülowplatz, située dans l'est de Berlin dans un district ouvrier franchement rouge qu'il y avait la Karl-Liebknecht-Haus, quartier-général du PC. Le prolétariat berlinois considéra cette manifestation comme une provocation inouïe. Une force de police énorme, avec carabines, mitrailleuses, voitures blindées, devait protéger les nazis. Il y eut bien des incidents entre la police et les communistes, pendant que, comme d'habitude, les social-démocrates demandaient à leurs partisans de rester chez eux et de fermer les fenêtres. Mais, en dépit de tout cela, de nombreux social-démocrates allèrent ce jour-là dans la rue avec les communistes et il fut prouvé que les détachements nazis ne pouvaient apparaître dans les districts ouvriers sans la protection de la police.

Les ouvriers exigeaient maintenant pour eux aussi les droits qu'on avait donnés aux nazis. Social-démocrates et communistes préparaient des manifestations de masse.

Les communistes furent les premiers sur le terrain. Un jour de semaine qui se trouva être un des plus froids de toute l'année, des centaines de milliers de communistes sortirent. Sous-alimentés, pauvrement habillés, ils piétinèrent par 35 degrés au-dessous de zéro, pendant des heures et des heures dans les districts ouvriers de Berlin pour passer devant la tribune Bülowplatz où se tenaient leurs dirigeants. La présence du Rote-FrontkämpferBund interdit fut relevée malgré

l'absence d'uniformes. Quelques détachements de la Bannière d'Empire et des Jeunes social-démocrates, ainsi que des social-démocrates à titre individuel, nombreux, arborant les trois flèches, marchaient dans le cortège et aussi les groupes socialistes centristes venus jusqu'au dernier.

Les social-démocrates avaient prévu leur manifestation pour le dimanche suivant. Le temps était plus favorable. De tous les côtés de la ville, les cortèges marchèrent vers le Lustgarten. Nombre de groupes communistes, qui voulaient se joindre à eux furent écartés à l'entrée du Lustgarten. Même les groupes socialistes centristes ne furent pas bienvenus. Le cortège du SAP dut attendre des heures avant qu'il fût décidé de les accueillir gentiment dans le Lustgarten. Mais ils ne s'en formalisèrent pas et firent de leur mieux pour éveiller quelque esprit de combat dans les processions social-démocrates qui passaient. Encore et encore, ils criaient « *SPD, KPD, SAP, müssen gemeinsam marschieren* » (doivent marcher ensemble).

Tout les passages de défilés social-démocrates furent applaudis chaleureusement. Il était intéressant de noter les différences de réaction. Ceux des districts ouvriers marchaient sur des chants de combat et répondaient à l'amical *Kampfbereit* (Prêt au combat) du SAP par le non moins amical *Freiheit* (Liberté), symbole des social-démocrates. mais les processions de gens bien habillés venant des districts respectables arrivant l'air fatigué, sans aucun chant, ne répondant pas aux saluts, s'attiraient des remarques sarcastiques « *Pourquoi avez-vous rompu avec nous si vous voulez maintenant manifester avec nous ?* » Le fort élément classe moyenne dans le SPD ne se manifesta jamais aussi clairement que dans cette manifestation où le parti mobilisa aussi ceux de ses membres qui, en d'autres circonstances, se seraient tenus à l'écart par snobisme ou par indifférence.

La différence entre ces deux manifestations séparées par quelques jours seulement mais si différentes par leur composition et leur état d'esprit, ne pouvait pas échapper. Dans le *Vorwärts*, un article anxieux de Stampfer<sup>1</sup> parut, soulignant que la division surgie entre social-démocrates et communistes,

1. **Friedrich Stampfer** (1874-1957) journaliste, d'abord révisionniste, puis partisan de la théorie du SPD "parti d'Etat".

pouvait, du fait de facteurs économiques puissants dans la crise, être renforcée et devenir ainsi permanente. Ces deux manifestations montrèrent à tous ceux qui en furent témoins le problème politique et social de la division de la classe ouvrière en deux secteurs socialement différents, un clivage toujours plus net, démontrant à tous les observateurs les difficultés sous-jacentes au problème du Front unique.

Pendant ce temps, la lutte continuait en coulisse ; les gentlemen autour de Papen voulaient manœuvrer Schleicher pour l'éjecter et ramener Papen au pouvoir. La Reichswehr menaça de l'empêcher par la force au besoin. On pensait généralement que Schleicher allait frapper un coup. Schleicher oscillait. Il avait fait des concessions aux nazis dont la manifestation à Bülowplatz était rendue possible parce que la protection de la police l'avait affaibli sur sa gauche.

Pendant ce temps, Papen négociait avec Hitler. Ce dernier avait donné toutes les garanties voulues qu'une fois au pouvoir, il ne toucherait pas un cheveu des Junkers, de la grande industrie ou du capital financier. Il se déclara également prêt à accepter dans son cabinet Papen et Hugenberg<sup>1</sup>, comme commissaires, pour ainsi dire, de la grosse galette et leur laisser les ministères économiques.

Là-dessus, Papen s'arrangea pour que le soldat vieillissant Hindenburg nomme Hitler Chancelier, le 30 janvier 1933.

### Que faire devant Hitler ?

La nomination d'Hitler comme Chancelier par Hindenburg fut une claque en plein visage pour ses électeurs social-démocrates. Ils avaient voté pour Hindenburg, malgré leur haine contre lui, pour empêcher l'élection d'Hitler. Et maintenant ce même Hindenburg mettait Hitler en selle.

La nomination de Papen comme Chancelier avait soulevé l'indignation générale. [...] Pendant toute la période Papen - Schleicher, les dirigeants social-démocrates et leur presse avaient répété pour apaiser le peuple : « *Hitler ne*

1. **Alfred Hugenberg** (1865-1951), industriel, porte-parole de l'industrie lourde dans les années 20, ancien dirigeant de Krupp, un des dirigeants des Nationaux allemands et magnat du cinéma et de la presse. Il se rallia à Hitler en 1933 au dernier moment mais fut congédié en 1934.

*prendra pas le pouvoir ; Le Front de fer ne le permettra pas* ». Les masses croyaient la déclaration si souvent répétée selon laquelle, « *si besoin était, la social-démocratie battrait les fascistes avec les mêmes armes qu'ils utilisent, c'est-à-dire la force des armes* » [...]

Maintenant qu'ils étaient devant le fait de l'accession d'Hitler à la Chancellerie, quel espoir leur restait-il ? Où étaient « le Front de Fer », la « Bannière d'Empire », la grève générale que les syndicats avaient menacé de faire dans ce cas ?

Et les communistes ? Que leur restait-il à perdre ? N'avaient-ils pas été préparés à la guerre civile ? Leurs experts militaires ne l'avaient-ils pas préparée ? N'avaient-ils pas des groupes terroristes ? Où était le RFB ? Avaient-ils assez d'armes ? N'était-il pas clair pour eux que leur seule alternative était désormais entre attendre d'être tués ou combattre pour vivre, dans cette situation sans espoir ?

Peut-être n'avaient-ils pas le choix ? Moscou leur avait-elle interdit de combattre ? On ne manquait certes pas de combattants volontaires. Aucun de ceux qui avaient vu la manif à Berlin, peu avant la chute de Schleicher ; qui avaient vu ces centaines de milliers tourmentés par la faim, pauvrement chaussés, bottes usées, souvent attendant, longtemps ; marchant dans la rue par moins 35°, restant dans ce froid terrible sans abandonner leur place ; aucun de ceux qui avaient vu ces visages résolus, ces yeux brillants, ne pouvaient mettre en doute la ferveur de révolutionnaires de ces masses rassemblées sous les drapeaux communistes : ce n'était pas à la base, mais au sommet qu'était l'échec.

Pourquoi l'appareil du PC a-t-il failli ? Nourrissaient-ils l'illusion qu'ils pourraient dresser leur organisation, reformée pour la lutte clandestine, après une brève période fasciste, ce qui leur permettrait de chausser les chaussures des fascistes vite mis à l'écart et de remplacer la « dictature du capital » par la « dictature du prolétariat » ?

## La répression hitlérienne et les élections

Hitler a dissout le Reichstag, les Landtag, les conseils municipaux. Il y a eu une tempête pour l'interdiction des journaux. Les troupes d'assaut ont marché dans les rues avec des airs de vainqueurs, comme une armée d'occupation dans un pays fraîchement conquis.

Les nouvelles élections étaient fixées aux 5 et 12 mars. Et pourtant les partis de la classe ouvrière et leurs organisations auxiliaires étaient intacts. Les nazis croyaient-ils vraiment qu'ils allaient avoir la majorité ?

L'interdiction du PC, l'expulsion de ses membres du Reichstag, on s'y attendait. On prévoyait une provocation sérieuse. Les attaques de nuit sont redevenues aussi fréquentes qu'en juillet. Les expressions « nuit de la Saint-Barthélemy » ou « Nuit des Longs Couteaux » étaient dans toutes les bouches. Et la provocation arrive — bien que sous une forme où personne ne l'attendait. Hermann Goering<sup>1</sup> incendia le Reichstag et essaya d'en accuser les communistes. La tentative d'impliquer les social-démocrates a été vite abandonnée. A Berlin, peu de gens furent abusés par ce maladroit trucage, mais dans les provinces, cela prit immédiatement. Aujourd'hui le monde entier sait que les incendiaires étaient Goering et Hiler.

L'incendie du Reichstag fut un signal pour les hordes nazies. Un ouragan de terreur balaya le pays contre tout ce qui était culture de l'esprit, contre toute idée libre. Une croisade d'extirpation des Juifs et des marxistes commença. Les bêtes sauvages en chemises brunes, avec ou sans escorte policière, entraient dans les maisons des poètes, des écrivains, des juristes progressistes et radicaux, des hommes politiques, des responsables syndicaux socialistes et juifs, arrachaient les gens de leur lit et les jetaient à terre, balançant les livres des étagères,

1. As de l'aviation de chasse allemande pendant la guerre, **Hermann Goering** (1893-1946), fils de fonctionnaire colonial, rejoint Hitler en 1922 et monte très vite dans le parti nazi. Ministre de l'intérieur de Prusse en 1934, il fonde la Gestapo et joue le rôle que l'on sait lors de l'incendie du Reichstag, ce qui lui vaut d'être mis en déroute par Dimitrov lors du procès de ce dernier à Leipzig. Général puis maréchal, chef de la Luftwaffe, condamné à mort au procès de Nuremberg, il s'empoisonne en octobre 1946, deux heures avant le moment fixé pour son exécution.

brisaient le mobilier, prenaient tout ce qui pouvait servir — vêtements, montres, bijoux, sacs à dos, machines à écrire, instruments de musique. Ils se comportaient comme des bandits dans les maisons de gens calmes et cultivés. C'étaient de vrais pogroms. Dans les rues, les Juifs étaient frappés et jetés à terre. Les livres volés étaient ensuite brûlés par les nazis au milieu des clameurs de joie. Les prisonniers étaient gardés pendant ce temps par les troupes d'assaut dans des casernes ou des cafés transformés en salles de torture.

Il n'y avait guère d'harmonie entre nazis et nationalistes. Chacun des deux partenaires de la coalition jouait avec l'idée de prendre tout le pouvoir par la force et de chasser l'autre. Il y avait dans les groupes paramilitaires des Sections d'assaut et des Casques d'acier une activité fiévreuse. Le fait qu'aux élections du Landtag de Lippe-Detmold, les électeurs nationalistes étaient passés en masse aux nazis avait rempli de crainte les dirigeants nationalistes.

Le 3 mars était prévu un grand défilé des Sections d'assaut (SA) en hommage à Hitler. Des rumeurs circulaient sur des projets des nazis de saisir l'occasion pour occuper la Wilhelmstrasse. Sous la pression des ministres nationalistes qui avaient la Reichswehr derrière eux, Hitler annula une partie du programme au dernier moment et accepta que les Sections d'assaut ne marcheraient pas dans la Wilhelmstrasse, après que les Casques d'acier, qui devaient pour leur part manifester le soir des élections, aient dit qu'ils éviteraient eux aussi la Wilhelmstrasse.

Le jour des élections se déroula de façon relativement calme à Berlin, mais pas dans toute l'Allemagne. [...] Les quatre millions et demi de voix qui se sont portées le 5 mars sur les communistes malgré la terreur qui faisait rage dans tout le Reich, comme les sept millions de voix des social-démocrates montrent combien le prolétariat demeurait fidèle à ses vieilles allégeances. Cependant, le fait que, dans cette élection, Hitler, qui avait réussi à mener aux urnes tous les apathiques, avait reçu 52 % des votes exprimés, provoqua un immense découragement. Il est vrai que les nazis, outre la terreur qui muselait leurs adversaires, avaient à leur disposition un immense appareil de propagande et de mensonge. Ils disposaient des panneaux publicitaires, de ce qui restait de la presse, de la radio et des cinémas, ils avaient d'énormes moyens et de grandes

possibilités techniques. Et pourtant, pourtant, comment dix-sept millions d'hommes et de femmes pouvaient-ils voter pour des incendiaires, des meurtriers et des tortionnaires ? 22 % des électeurs avaient voté pour être privés à l'avenir de tous leurs droits politiques et humains — quel terrible signe que l'humanité tombait dans la barbarie ! Cet acte de suicide politique d'une grande partie de l'électorat agit sur la minorité comme la fascination paralysante d'un serpent.

A Berlin, toutes sortes de rumeurs circulaient qui n'étaient pas de bon augure pour la nuit des élections. Tous ceux qui avaient eu une activité politique quelconque essayaient de trouver abri pour cette nuit chez des amis ou des parents. Après les innombrables raids et arrestations des semaines précédentes, le nombre de ceux qui vivaient dans la clandestinité augmentait. Les ouvriers pratiquaient la solidarité sans faire de distinction de parti [...] car le danger commun unifiait.

Vers la fin de l'après-midi du 5 mars, les Casques d'acier défilèrent dans les rues en hommage à Hindenburg. Ce dernier n'était pas là pour les saluer. Il passa cette nuit sous la protection de la Reichswehr à Doberitz [...]. Les Casques d'acier avaient fait venir pour le défilé des détachements qui étaient restés en ville, placés de façon à entourer les bureaux gouvernementaux. A la fin du vote, les nazis commencèrent aussi à concentrer des détachements de sections d'assaut de province dans le centre de Berlin. Partout circulaient à toute allure des camions chargés de troupes.

Cependant la Reichswehr avait pris des contre-mesures. [...] Elle occupait les bâtiments publics les plus importants.

Selon le mémorandum du Dr Oberfohren<sup>1</sup>, président du groupe nationaliste au Reichstag, les nazis avaient l'intention de passer à l'action à minuit. Mais, une heure avant, un fort groupe d'officiers de la Reichswehr conduit par le général von Blomberg<sup>2</sup> apparut à la Chancellerie où Hitler, Goering, Goebbels et

1. Le Dr **Ernst Oberfohren** (1884-1933) avait remplacé Hugenberg à la tête de son groupe parlementaire. Sa mort, peu après la publication du mémorandum, pourrait bien avoir résulté d'un assassinat.

2. **Werner von Blomberg** (1878-1946), sympathisa avec les nazis à partir de 1930, fut ministre de la Défense et chef des forces armées allemandes à partir de janvier 1933. Il



Frick<sup>1</sup> se réunissaient en état-major du combat à venir. Blomberg les informa que Hindenburg était à Doberitz, exigea le retrait immédiat des Sections d'assaut de la capitale, sous le contrôle des officiers de la Reichswehr. Il menaçait, en cas de refus, d'arrêter quatre d'entre eux comme incendiaires.

Les ministres conspirateurs cédèrent. Les SA concentrés à Berlin furent retirés et les Casques d'acier, jusque là tenus prêts furent envoyés au lit.

### Le nouveau régime

[...] Maintenant que les nazis avaient, de façon inattendue pour eux, obtenu la majorité, ils entendaient utiliser cette position pour légaliser à travers le Reichstag la force nue avec laquelle ils avaient entendu gouverner (...). Mais ils ne pouvaient pas s'exposer plus longtemps à une libre critique. L'expérience avait montré que le groupe communiste au Reichstag refusait de se laisser museler : il devait disparaître. Il suffirait d'intimider les social-démocrates plus faciles à dresser. Avec le Centre catholique, on pouvait négocier. Dans ces circonstances, le Reichstag, déjà tué, pouvait être galvanisé et ressuscité pour voter les pleins pouvoirs au gouvernement.

Si les social-démocrates avaient possédé au moins un peu de dignité pour refuser de participer à cette sinistre farce après la disqualification arbitraire de 4 millions et demi de voix communistes, ils auraient aidé le parlementarisme allemand à mourir au moins d'une mort honnête. Mais ils manquaient de courage. Dans les rangs de leur groupe parlementaire d'hommes triés par

l'appareil du parti, il n'y avait pas de Matteotti<sup>1</sup>. Mais il y avait un Wels<sup>2</sup>. Il lut une déclaration conciliante dans laquelle, après quelques critiques de politique intérieure et refusant les pleins pouvoirs, il soutenait néanmoins la politique extérieure d'Hitler. Peu après il annonça le départ de son parti de la IIe Internationale. Il expliqua plus tard qu'il s'agissait de sauver les biens du parti. Les dirigeants des syndicats publièrent une déclaration exprimant leur désir de collaborer aussi avec l'Etat fasciste. Tout cela pour sauver les biens des organisations.

Ainsi, à un moment où des milliers avaient été torturés, où aucune ville, aucun village n'avait été épargné par les ravages des bêtes féroces en chemises brunes, où les bureaux syndicaux, les maisons du parti et les presses à imprimer avaient été saisies depuis longtemps par les nazis, où des centaines de socialistes avaient été emprisonnés pendant des mois dans des camps de concentration, systématiquement humiliés, le 9 août 1933, il se trouva encore quelques « dirigeants » ouvriers allemands qui n'eurent pas honte de demander aux syndicats britanniques de s'abstenir de critiquer les conditions en Allemagne.

22 millions d'ouvriers avaient voté rouge malgré la terreur. Ils auraient été prêts à combattre. Mais la faillite de leurs organisations enleva tout courage à beaucoup [...].

Les partis politiques devaient disparaître. Le PC fut suivi par le parti social-démocrate dans le Nirvana, les démocrates et le Centre catholique s'évanouirent et même les partis de droite.

Le 14 juillet 1933, le gouvernement nazi promulgua une loi déclarant tous les partis illégaux à l'exception du parti nazi [...]. Une croisade contre la culture commença. Toutes les institutions et sociétés culturelles du prolétariat étaient

1. **Giacomo Matteotti** (1885-1924), député socialiste, combattit et dénonça Mussolini à la tribune de l'assemblée. Il fut peu après assassiné par des "Chemises noires", une affaire qui fit trembler le pouvoir fasciste.

2. **Otto Wels** (1873-1939), tapissier, fut l'organisateur en 1918 de la lutte contre-révolutionnaire à Berlin en tant que "socialiste majoritaire". En 1921, il fut l'un des organisateurs de la résistance au putsch de Kapp mais en 1933, il préconisa l'inaction face à Hitler et émigra.

fut révoqué en 1938, les nazis lui reprochant d'avoir épousé une ancienne prostituée, un "scandale" entièrement manipulé par eux.

1. **Paul Joseph Goebbels** (1897-1945) avait rejoint le parti nazi en 1922. A partir de 1926, il le dirigea à Berlin. En mars 1933, ministre de la Propagande, il devint le chef d'orchestre des nazis et le resta jusqu'au bout, tuant sa femme et ses six enfants avant de se suicider. **Wilhelm Frick** (1877-1946) était haut-fonctionnaire de la police en Bavière et appuya en 1923 la tentative de putsch d'Hitler. Ministre de l'Intérieur en Thuringe en 1930, il se distingua par ses qualités répressives, devint en 1933 ministre de l'Intérieur du Reich et en tant que tel dirigea personnellement la répression de masse contre le mouvement ouvrier et démocratique. Condamné à mort à Nuremberg, il fut pendu le 16 octobre 1946.

déjà détruites. Les écoles municipales et les écoles expérimentales avec leurs nouvelles méthodes libertaires pour développer la personnalité furent détruites et leurs dirigeants envoyés en camps de concentration. L'école élémentaire devint un lieu de dressage nationaliste. [...] Hitler avait dit qu'il enlèverait les enfants au prolétariat et il le fit. Les enfants de dizaines de milliers de travailleurs opprimés, enlevés, kidnappés ou assassinés, furent désormais obligés d'acclamer le tortionnaire de leurs parents en saluant le maître par « *Heil Hitler* ». Dans les grandes écoles on rétablit le dressage.

Les universités furent livrées aux bandits hitlériens. Les Juifs et les marxistes furent chassés des chaires d'enseignement comme des salles de cours. [...] La science devint une prostituée du régime. Les meilleurs auteurs et les grands artistes s'enfuirent. La presse allemande fut ramenée au niveau nazi [...]. Les nombreuses excellentes bibliothèques publiques furent « purgées ». Contre le demi-million de juifs allemands fut déclarée une « *guerre sainte* ». Savants, artistes, auteurs, journalistes, organisateurs, avocats et médecins juifs devaient être politiquement dégradés, physiquement détruits, économiquement ruinés, moralement humiliés. La masse de la population juive fut livrée à la merci des SA comme gratification de leur désir de revanche sociale.

La haine la plus sauvage des nazis fut cependant dirigée contre les marxistes. Des milliers d'hommes et de femmes qui avaient milité dans le mouvement ouvrier, les domaines politique, syndical, coopératif ; culturel, dans la libre-pensée, la réforme de l'école, le mouvement de la paix, qui, en tant que savants, poètes, auteurs, journalistes, avaient défendu des idées communistes, socialistes ou libérales, se trouvèrent soudain privés de tout droit et de toute protection, livrés aux hordes brunes qui pouvaient entrer chez eux jour et nuit pour « perquisitionner ». [...]

Nombre d'entre eux restèrent en état d'arrestation et furent envoyés dans des camps de concentration qu'on avait établis dans toutes les parties du pays. Le nombre de prisonniers politiques ne cessait de croître : ils étaient 80 000 en septembre 1933.

Dans les camps de concentration, les geôliers nazis prenaient un plaisir particulier à tourmenter et humilier particulièrement leurs prisonniers éminents : barbares contre gens cultivés [...].

Après avoir emprisonné, détruit ou expulsé l'Allemagne culturelle, le reste étant dans la clandestinité, la voie était libre devant les nazis pour construire leur Etat « autoritaire » et « totalitaire ».

**A PROPOS  
DU LIVRE NOIR**

**Le pamphlet qui manquait**

Gérard de Sède

## **Historiens ou fils de pub et faussaires ?**

**(A propos d'un roman noir)**

### **C'est nouveau, ça vient de sortir**

Mais ce n'est pas le nouvel Omo qui lave plus blanc que blanc. Ceux autour desquels on fait aujourd'hui grand tapage font, eux, dans le plus noir que noir, un noir qui, comme le constatait Cézanne, n'existe pas dans la nature. Ils s'y sont mis à onze pour pondre un pavé de 830 pages (189 F) intitulé *Le Livre noir du communisme : crimes, terreur, répressions*, publié par Bernard Fixot, gendre de Giscard, et mis en vente le jour du 80e anniversaire de la prise du pouvoir par les bolcheviks. Quel symbole ! Quelle contre-célébration ! Et surtout quel beau coup de pub !

A l'Assemblée nationale, François Bayrou, qui fut ministre (de l'Education) sous Juppé, brandit aussitôt le bouquin à la face de Jospin, sidéré car il n'a jamais été, si peu que ce fût, communiste. Dans les médias, overdose immédiate : Bernard Pivot, le brouillon de culture, juge polyvalent mais suprême de tout ce qui se publie en France, est accouru. Jean-Marie Cavada, humant un

retour d'affection, c'est-à-dire d'audimat, y est allé d'une « Marche du siècle ». Huit pleines pages dans *Le Point*, quatorze dans son « concurrent » *L'Express* qui appartient au même propriétaire que lui. Quant au *Monde*, en moins d'un mois et pour la première fois en cinquante-trois années d'existence, il a consacré — hors rubrique — six pleines pages à un livre, et c'est celui-ci. Voici qui s'appelle créer l'événement, qui en avait certes grand besoin.

« Une Bible », ont déclaré en toute modestie le gendre éditeur et le maître d'œuvre Stéphane Courtois dont la ressemblance avec Raspoutine est frappante. Autant dire un texte sacré inspiré par Dieu en personne. A ce titre sans doute nous l'imposera-t-on bientôt, comme celle de Moïse, et accompagné du *Figaro*, dans les chambres de tous les bons hôtels

En attendant, c'est déjà la Bible de Radio-Courtoisie crypto-lepéniste qui n'a jamais aussi bien mérité son nom, car elle sert du Courtois à toutes les sauces, des ayathollahs de *Présent* et des fachos de *Minute*. Sitôt paru, le bouquin était en vedette à Toulon sur les stands du Front national, entre les libelles antisémites, les discours de Pétain et la plaidoirie de Maître Trémolo de Villers pour Touvier.

### Une question

Courtois et ses All Blacks seraient-ils nécrophiles à s'acharner ainsi contre un cadavre comme s'ils étaient à Carpentras ? Car enfin, on clame de toutes parts que le communisme est mort et enterré. Leur maître à penser, le regretté François Furet (que son assassinat par balle de tennis, il est vrai — a empêché d'honorer son contrat de maître d'œuvre du *Livre noir*) a doctement expliqué naguère qu'il n'était que *Le Passé d'une illusion*, faisant ainsi savoir qu'il avait au moins fait semblant de lire Freud. Et M. Francis Fukuyama, dont le Japon natal se porte aujourd'hui si bien, va jusqu'à annoncer que le capitalisme, stade ultime des sociétés humaines, met un point final à l'Histoire. Diable ! Plus d'Histoire, donc plus d'historiens ? Voilà qui devrait faire craindre le pire à nos auteurs pour leur carrière. Aurait-ils peur de voir remuer le cadavre, et peut-être même qu'un jour ou l'autre, à l'instar de ce mauvais plaisant de Charles-

Quint, il assiste goguenard à la mise en terre de son cercueil vide, les fossoyeurs s'étant tout simplement trompés de cadavre ?

### Fantôme à vendre

De nos jours, l'anticommunisme, c'est comme le loto et la délation : c'est facile, c'est pas cher et ça peut rapporter gros. On bâtit un château de cartes, on y place un fantôme garanti communiste et, comme dans le film de René Clair, on vend le tout pour un prix fou aux Américains : ils adorent. Pour avoir concélébré dans un de ses livres les obsèques du communisme, le philosophe de courts Furet avait reçu 70 000 dollars (vous avez bien lu) afin de diriger le programme Olin à l'Université de Chicago. Qu'est-ce que ce programme ? Un de ceux que finance le trust chimique américain du même nom dans le but hautement proclamé de « renforcer les institutions économiques, politiques et culturelles sur lesquelles repose l'entreprise privée »<sup>1</sup>. Olin, on le voit, ne regarde pas à la dépense pour promouvoir, avec un admirable désintéressement, ce noble idéal.

On conçoit que les auteurs du *Livre noir* s'efforcent d'en faire un bestseller qui leur permette de fureter sur les campus des « States », tout comme Fukuyama, autre poulain acheté par l'écurie Olin. Et tant pis si, dès 1989, une commission du Congrès des Etats-Unis a découvert que 90 % des produits employés en Colombie pour la finition de la drogue proviennent de l'industrie chimique américaine<sup>2</sup>. Vespasien, pionnier des sanisettes, le disait déjà : l'argent n'a pas d'odeur.

Ainsi que l'écrivait, mi-cynique, mi-candide, Furet lui-même : « *Le capitalisme est victorieux, devenu l'horizon unique de l'humanité, mais plus il triomphe, plus il est détesté. Ses défenseurs se trouvent désormais dépourvus du meilleur argument qui a fait la force du discours de la droite au long du siècle : l'anticommunisme* »<sup>3</sup>.

1. Weiner, "Dollars for néocom scholars", *The Nation*, 1/1/65.

2. Noam Chomsky, "Double Jeu américain en Colombie", *Le Monde diplomatique*, août 1996.

3. *Le Débat* n°96, sept/oct. 1997.

La conclusion s'impose d'elle-même : pour redorer le blason défraîchi de ce triomphateur mal aimé, il faut perpétuer le discours qui a pendant longtemps si bien réussi, quitte à brandir un fantôme qu'on jure exterminé mais sans trop de conviction, car, quel que soit le nom qu'on lui donne, l'ennemi est en réalité le phénix toujours renaissant des révoltes populaires. Tout comme on perpétue et on élargit même l'OTAN, malgré la fin de la Guerre froide et la disparition du pacte de Varsovie (créé, rappelons-le, après elle) en lui donnant pour cible de nouveaux ennemis potentiels qu'elle ne peut sans se trahir nommer à haute voix.

### « Cheval » vient de « hippos »

Il n'est pas superflu de savoir que l'équipe de Stéphane Courtois a puisé à des sources d'eau pure, celles de l'« Institut d'histoire sociale » de Georges Albertini, ancien responsable à la propagande du RNP de Marcel Déat sous l'occupation, reconverti en « homme de l'ombre » sous les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques. Voyons par quels procédés les auteurs du livre, ou plutôt du roman noir, construisent un moulin à vent pour le combattre.

Premier procédé : ils groupent sous un nom de convention, le « communisme », et en n'en retenant que quelques traits communs, des réalités assez diverses aussi bien dans le temps que dans l'espace. A les entendre, il n'y aurait qu'un seul « communisme » toujours et partout égal à lui-même et calqué sur le modèle de l'URSS, qu'il soit sibérien ou tropical, au pouvoir ou non. Ils poussent même l'absurdité jusqu'à assimiler à leur « communisme » des régimes plus ou moins nationalistes comme celui de Nasser en Egypte (où les communistes étaient hors la loi) et des dictatures reposant sur un système agraire primitif et hantées par le mythe des origines comme celle du groupe Pol Pot au Cambodge, qui ne s'est jamais réclamé, fût-ce en paroles, du communisme.

Or dans le temps, ne prendrait-on que le seul cas de l'URSS, la diversité des situations et des réponses qui leur furent données saute aux yeux : de 1918 à 1921, la gestion autoritaire et égalitaire du délabrement ; de 1921 à 1927, une économie mixte à prépondérance étatique, mais laissant place à un secteur privé ; de 1928 au début des années 30 une industrialisation fébrile et la collectivisation forcée des campagnes ; de 1934 à 1938, la grande Terreur ; de

1941 à 1945, la politique d'Union nationale et ainsi de suite. Et nul ne saurait soutenir que l'ouvrier du Donetz surindustrialisé et le Bouriate resté à l'état pastoral vivaient dans une même époque ni dans le même monde.

Dans l'espace, si l'on considère l'ensemble formé au lendemain de la dernière guerre par les pays de l'Est, dits satellites, on constate d'une part que, selon les cas, la ressemblance de leur régime avec celui de l'URSS est plus ou moins grande, d'autre part que les différences entre eux ne sont pas minces, et enfin que leur dépendance initiale envers le « grand frère » se mua vite, pour plusieurs d'entre eux, en conflits parfois poussés jusqu'à la rupture, comme en Yougoslavie, en Albanie et en Chine.

Les différences sont encore plus marquées entre ceux de ces pays où le régime fut directement importé d'URSS (ou, si l'on préfère, directement exporté par elle) et ceux où il s'implanta à travers une révolution populaire et, parmi ces derniers, entre ceux dont les dirigeants avaient un passé stalinien et ceux dont les dirigeants, plus jeunes, ne s'étaient pas formés à cette école.

Tous les analystes sérieux, tels François Fejtö dans son *Histoire des démocraties populaires* et Gilles Martinet dans *Les Cinq communismes* ont souligné ces différences. Mais le « communisme » du roman noir n'est qu'une coque vide métaphysique aussi vide de sens que la « civilisation judéo-chrétienne ».

Pour obtenir l'inexistante « civilisation judéo-chrétienne », il suffit de souligner que Juifs et chrétiens emploient une même rhétorique biblique et de négliger que les Juifs mangent kasher, que leurs rabbins ont obligation de se marier et qu'ils nient la divinité du Christ, tout en négligeant le fait que les chrétiens qui aiment le porc peuvent en manger, que leurs prêtres sont tenus au célibat et que le dogme fondateur du christianisme est celui de l'incarnation.

De même, pour obtenir leur « communisme », les auteurs du roman noir se sont bornés à souligner l'existence d'une même langue de bois pseudo-marxiste dans ce qui fut le bloc de l'Est, en négligeant des « détails » comme la diversité du statut de l'agriculture, des Eglises, de l'art, celle des modèles économiques, entre l'URSS et la Chine, les affrontements armés entre les deux ainsi qu'entre la Chine et le Vietnam, etc.

On pense à la fameuse plaisanterie : le mot « *cheval* » vient du grec « *hippos* »... en changeant « *hip* » en « *che* » et « *pos* » en « *val* ». Ce procédé de *Livre noir* tourne le dos à la démarche historique concrète, celle de Machiavel, Vico, Montesquieu et Rousseau, qui considèrent les sociétés en tant que processus et les inscrivent dans leur contexte spatio-temporel, ce qui permet de saisir à la fois les analogies et la diversité existant dans un même groupe de systèmes. Mais on ne pouvait pas espérer une telle démarche de la part de gens qui proclament « *la fin de l'Histoire* ».

### Convergence dans le mensonge

Second procédé de nos auteurs : l'identification du communisme au stalinisme. Ici, rien de neuf : il y eut un thème de propagande (et un seul) commun aux deux camps belligérants de la Guerre froide : présenter les pays de l'Est comme des pays socialistes, et même, dans le cas de l'URSS, en marche vers le communisme, le camp occidental pour les diaboliser, ses adversaires pour les sacrifier. Les uns et les autres trouvaient leur compte dans cette énorme mystification, le prétendu « *monde libre* » tentant de démobiliser les peuples qu'il opprimait et pour lesquels le vieil idéal socialiste et communiste figurait un espoir et un ferment de rébellion, et le camp du soi-disant « *socialisme réellement existant* » pour masquer ses tares et maintenir son emprise idéologique dans l'intention d'instrumentaliser les révoltes qui éclataient ici ou là de par le monde. Pendant près de quarante ans, chaque camp montra l'autre du doigt — et les motifs ne manquaient pas —, quitte à s'entendre « *au bord du gouffre* » sur le dos des peuples.

L'identification du communisme avec le régime stalinien repose sur l'occultation de faits notoires : la rupture de Lénine avec Staline dès 1922 ; le fait que ce furent les divers opposants communistes qui furent les premiers et longtemps les seuls à dénoncer le régime stalinien ; que le PC de l'URSS entièrement remodelé dans sa composition sociale, ses structures, son discours et sa relation à l'Etat fut peu à peu vidé de son contenu par Staline, au point que 70 % des dirigeants élus en 1934 avaient été exécutés deux ans plus tard, etc. Des années durant, Staline et ses thuriféraires ont sciemment falsifié l'histoire

pour dissimuler tout ceci : il est significatif de retrouver dans le *Livre noir* le résultat de leurs coups de gomme et de ciseaux.

Même Lénine n'a jamais prétendu que le régime issu de la révolution en 1917 fût socialiste, et encore moins communiste : il s'efforça d'établir un capitalisme d'Etat, estimant que c'était un progrès qui pouvait frayer la voie au socialisme, sous la condition impérative que le pouvoir politique ne tombe pas aux mains de la bureaucratie, « *cette pourriture qui nous étouffe littéralement* ». Or c'est précisément ce qui arriva. Mais pour Courtois et son équipe, il suffit d'un jeu d'écritures pour porter au débit d'un communisme devenu, sous leurs plumes, une creuse abstraction ce qui figure dans le bilan de sa simple caricature sous le nom mensonger de « *socialisme réellement existant* » : un très réel capitalisme d'Etat (mal) géré par une bureaucratie toute puissante, tentaculaire et prédatrice, mais brouillonne qui, comme on le voit mieux encore aujourd'hui, n'attendait dans sa majorité que l'occasion de se muer en capitalisme tout court, la plupart des « *communistes* » de la veille s'étant fébrilement reconvertis en patrons classiques, en jongleurs de Bourse, voire en mafieux criminels.

Mais qu'importe à Courtois et à son équipe ! Pour eux, la Hongrie, où les Russes ne trouvèrent que 800 communistes en 1945 et où le PC en comptait plus d'un million trois ans plus tard, est à mettre dans le même sac que le Vietnam ou Cuba, et Tito dans la même fournée que Rákosi, proconsul des Russes à Budapest. A les en croire, Staline est déjà tout entier dans Lénine, Lénine dans Marx et ce dernier (pourquoi pas, Furet l'avait fortement suggéré) tout entier dans Robespierre et Saint-Just. Ils ignorent les distinguos que même notre république capitaliste a su faire, marquant ainsi ses préférences. Car enfin, il y a déjà quarante-deux ans, qu'en Russie, Stalingrad est devenue Volgograd mais il existe toujours à Paris une place Stalingrad tandis que, sitôt Leningrad débaptisée par Eltsine, la rue de Leningrad est redevenue rue de Saint-Petersbourg

### Le club des Sicambres

A l'image des nomenklaturas poststaliniennes, Courtois et la plupart de ses maîtres à penser ont eux aussi opéré une reconversion-éclair. Furet fut l'un des

intellectuels en vue du PCF ; avant de devenir conseillère de Chirac et cofondatrice avec Courtois d'une revue intitulée par antiphrase *Communisme*, et subventionnée par le conseil général des Hauts-de-Seine, dont le « parrain » est Charles Pasqua, à hauteur, dit-on, de 6 millions, feu Annie Kriegel fut longtemps, sous le nom d'Annie Besse, une des staliniennes les plus acharnées du même parti, distribuant à tour de bras mises au pas et exclusions. Et Courtois fut dans les années soixante le dirigeant du groupe stalino-maoïste « Pour le communisme ».

Donc, de deux choses l'une : ou bien ces Sicambres qui brûlent à présent ce qu'ils ont adoré hier, ces fervents adeptes du quarté dans l'ordre Marx-Engels-Lénine-Staline ou du quarté-plus en ajoutant Mao furent, comme tant d'autres, des militants sincères qui gobèrent toutes les couleuvres vipérines de la bureaucratie russe, et cela ne plaide pas en faveur de leur lucidité, de leur esprit critique et de leurs prétentions à jouer les historiens. Ou bien ils ont pris le vent avec clairvoyance et remarqué que le marché des abjurations est prospère, comme ces « *repentis* » qu'on sort des cachots en échange de menus services, ce qui ne nuit pas moins à leur crédibilité.

Mais on ne perd pas en un jour ses vieilles habitudes. Dans sa nouvelle peau, Courtois semble avoir gardé quelque admiration pour Staline. « *Certes, écrit-il, il a été le plus grand criminel de ce siècle, mais il en a été aussi le plus grand homme politique, le plus compétent, le plus professionnel* ». Si compétent et si professionnel qu'il refusa jusqu'à la dernière minute en juin 1941 d'ajouter foi aux rapports lui annonçant l'imminence de l'attaque allemande, et qu'en 1948 il se vantait de n'avoir que le petit doigt à lever pour renverser Tito ! Et Courtois poursuit : « *Dès 1917, Staline a eu une vision mondiale et s'est fixé des objectifs précis qu'il a remplis* »<sup>1</sup>.

A elle seule, cette dernière phrase vaut de l'or. En 1917, Staline n'était qu'un cadre parmi d'autres et, à la différence des ténors du parti, n'avait jamais séjourné à l'étranger et ne parla jamais que le russe. Comment aurait-il pu acquérir une vision mondiale ? En 1924, du fond de sa prison italienne, Gramsci

1. S. Courtois, *Le Monde*, 26/12/95.

le caractérisait comme suit : « *Lénine ayant vécu longtemps à l'étranger avait une vision internationale des problèmes politico-sociaux. On ne peut pas en dire autant de Staline. N'ayant jamais quitté la Russie, il conserve la mentalité nationaliste qui s'exprime dans le culte des Grands Russes. Même dans l'Internationale, Staline est d'abord russe et communiste seulement ensuite. Il faut prendre garde à cela* »<sup>1</sup>.

Tous ceux qui connurent Staline de près — Trotsky, Souvarine, Djilas, etc. — professaient la même opinion. Mais le grand historien Courtois, qui ne l'a de sa vie ni vu ni connu, est seul d'un avis contraire.

Le mythe du « *plus grand homme politique du siècle* » une fois dissipé, il reste le grand falsificateur de l'histoire. Formé à son école, Courtois, comme on va le voir, lui doit beaucoup. Déjà en 1996, chargé par la chaîne franco-allemande Arte de cautionner (en tant que spécialiste !) la série télévisée « Hitler-Staline, liaisons dangereuses », conçue par l'ancien mercenaire au Liban Thierry d'Oiron, ancien du fameux groupe d'Action Jeunesse fascisant, et par le colonel Gaujac, chassé du service historique de l'armée du temps de Léotard pour un article contre... le capitaine Dreyfus, il utilisa de fausses archives. Ayant choisi, pour illustrer ce thème, l'entraînement de pilotes de guerre allemands en URSS dès 1925, il présenta comme l'un d'eux, félicité par Staline, un garçon qui était en réalité russe et qui, vu son âge apparent, jouait encore au cerceau dans les années vingt, la scène sur fond de Stukas, des avions qui ne furent construits qu'en 1936<sup>2</sup>. Mixer sans le dire des documents russes, allemands, les uns et les autres sans aucun rapport avec le sujet de l'émission, voilà comment M. Courtois respecte son public. Et encore ceci n'est-il que peccadille par rapport à ce qu'il se permet dans sa préface et sa postface du roman noir.

### Les gâtés de l'amalgame

Il en est des crimes staliniens comme des crimes nazis : mises à part les éternelles dupes de la désinformation, ceux qui, en s'efforçant de déchiffrer leur siècle, et avant tout les historiens, prétendent n'avoir rien su, furent des aveugles

1. E. Riboldi, *Vicende socialiste*, Milan, 1964, p. 182.

2. *Télescope*, 18. 1 & 22. 3. 1997.



volontaires. Dès 1933, les réfugiés allemands, premiers occupants de Buchenwald et de Dachau, racontèrent l'horreur des camps ; dès 1942 circulaient sous le manteau des photos de déportés squelettiques ; Roosevelt, Churchill, Pie XII, reçurent des rapports sur Auschwitz, Treblinka et Maïdanek, néanmoins tous feignirent ensuite la surprise ; seuls n'en crurent pas leurs yeux les soldats qui libérèrent les survivants.

De même quiconque voulait s'informer sur les méfaits du stalinisme le put, dès les années 30, en lisant les témoignages de ceux qui avaient eu maille à partir avec la bureaucratie régnante : Souvarine, Istrati, Victor Serge, Trotsky ou le Yougoslave Ciliga, qui connut le Goulag puis le camp oustachi de Jasenovac en Croatie. La génération suivante ne manqua point d'informations et ceci dès avant la fin de la Guerre froide et sa propagande sujette à caution. Ainsi en 1945, l'éditeur italien Magi-Spinelli publia en français le livre de S. Mora et P. Zwiernack intitulé *La Justice soviétique*, étude exhaustive de 345 pages, où l'on trouvait même la carte de tous les camps du Goulag. Il y eut ensuite Kravchenko (qui « choisit la liberté » aux Etats-Unis et la trouva si belle qu'il se suicida bientôt à New York), puis Margarete Buber-Neumann, qui ne fut extraite du Goulag lors du pacte Hitler-Staline que pour être livrée à la Gestapo. Soljenitsyne n'écrivit que bien après eux.

Or le troisième procédé de Courtois et de ses All Blacks (qui découle des deux premiers) consiste à définir le communisme par le crime et seulement par celui-ci. Il est donc « intrinsèquement pervers » comme l'a proclamé le Vatican, si bien que, pour paraphraser le célèbre docteur Knock, tout communiste innocent est un criminel qui s'ignore. C'est aussi simple que cela.

Mais si les crimes en question — en réalité ceux d'un capitalisme d'Etat bureaucratique ayant à sa tête un despote de style oriental — sont bien connus, et depuis longtemps, même si les Sicambres fermaient alors obstinément les yeux, le chiffre de ses victimes varie du tout au tout selon que l'on y inclut ou non les coups de couteau portés du bout des dents avec une adresse peu commune, l'incendie du Reichstag, les horribles forfaits avoués en toute spontanéité par les accusés (tous communistes) des procès de Moscou, de Sofia, de Prague et de Budapest, le charnier de Timisoara et le bris du vase de Soissons.

Or Courtois ratisse large. Pour la seule Russie, il additionne les morts des deux camps dans la révolution de 1917, dans la guerre civile de 1918-1921 et lors de la famine qui accompagna celle-ci ; tous victimes du communisme ! Comme si les Blancs et les armées de six nations venues à leur rescousse n'avaient pas tué un seul Rouge, comme si le blocus occidental n'avait été pour rien dans la famine, comme si toutes les victimes du typhus avaient subi une criminelle inoculation communiste de bactéries.

### Des rats quittent le navire

Il y va si fort que, sitôt le livre paru, plusieurs co-auteurs se sont bruyamment démarqués de lui dans la presse, ce qui est sans aucun précédent. Bien sûr aucun de ces protestataires ne récuse l'identification incongrue du communisme au stalinisme ; c'est là le bien commun de toute l'équipe. Mais ils accusent carrément le maître d'œuvre d'avoir, dans leur dos, retouché à la hausse leurs propres évaluations en rajoutant des zéros, par exemple, pour l'URSS et le Vietnam, « dans son obsession d'arriver à un total de 100 000 000 de morts »<sup>1</sup>. Ainsi Courtois a-t-il chiffré à 20 000 000 pour la seule URSS le chiffre des « victimes du communisme ». « Chiffre mythique », écrit à présent son co-auteur Nicolas Werth qui, lui, n'en a compté que 15 000 000<sup>2</sup>. L'ennui, pour Werth, c'est qu'il y a moins de cinq ans, il n'en annonçait lui-même que 3 800 000<sup>3</sup>. En peu de temps, ses chiffres ont eux aussi fait des petits.

Ceux qui quittent le navire ne sont donc guère plus honnêtes que le capitaine : ils sont simplement plus soucieux de leur image dans l'Université où l'on n'aime pas trop les fantaisistes. Et leur bien tardive indignation ne leur aura pas coûté cher car la galère vogue déjà, portée par le vent arrière d'une intensive publicité : les contrats sont signés, ils partageront avec Courtois les royalties.

Au demeurant, la plupart des co-auteurs se sont solidarisés avec lui. Pourquoi avec deux mois de retard ? Mystère. Ils semblent avoir trouvé tout

1. J. L. Margolin et N. Werth, *Le Monde*, 27/10/97.

2. N. Werth, *Le Monde*, 27/11/97.

3. N. Werth & G. Moullet, *Rapports secrets soviétiques*, Gallimard, 1994, p. 90 (pour la collectivisation forcée des campagnes), N. Werth, "Goulag: les vrais chiffres", *L'Histoire*, septembre 1993.

naturel qu'il soit encore plus menteur qu'eux. Par exemple, le nommé Pascal Fontaine, auteur du chapitre « Amérique latine », n'y va pas de main morte : après avoir réduit ce continent, de plus de 500 000 000 d'habitants comprenant 21 Etats, à trois pays parmi les moins peuplés (Nicaragua, Cuba, Pérou) et en comptabilisant pour eux comme « victimes du communisme » les morts des deux camps en conflit, il propose le chiffre de 45 000 ; ce n'est pas encore assez pour Courtois qui, dans sa préface le porte à 150 000 ! Quant aux prisonniers politiques (en excluant cette fois, ceux de gauche qui pourrissent dans les prisons péruviennes), Fontaine prête mensongèrement à Amnesty International des chiffres trente fois supérieurs à ceux que cette organisation humanitaire a réellement donnés : par exemple, pour Cuba en 1986, 15 000 selon Fontaine, 450 selon Amnesty. Usage de faux caractérisé. Les calculateurs prodiges du *Livre noir* devraient adopter le slogan du Loto : « Pour ceux qui aiment les chiffres avec beaucoup de zéros derrière ».

### Histoire, violence et révolutions

Depuis qu'elle existe, l'espèce humaine n'est pas parvenue encore à s'émanciper de la violence et bien de l'eau coulera sous les ponts avant qu'elle y parvienne. Depuis trente-cinq siècles qu'il a été formulé, le commandement « Tu ne tueras pas » est resté lettre morte : pire encore, le nombre de tueries a été proportionnel à l'accroissement de la population sur terre. Jamais et nulle part, il n'y eut de société qui, au moins dans certaines situations, n'ait eu recours non seulement à la guerre, mais encore aux meurtres politiques, au massacre de civils et à la dissuasion par la terreur.

Condamner la violence dans l'absolu n'est donc, au choix, qu'un vœu pieux ou, plus souvent, qu'une hypocrisie cherchant à masquer le monopole de la violence que se réservent tous les Etats, démocratiques ou non. Et tous ont leur police secrète, y compris Monaco avec ses 25 000 habitants. Il y a soixante ans, la torture, les arrestations nocturnes, la pose clandestine de micros et de caméras dans les hôtels et les domiciles particuliers étaient unanimement flétris comme des procédés totalitaires. Aujourd'hui, sans guère de protestations, tout

ceci est incorporé et parfois même légalisé en douce dans l'arsenal des « *Etats de droit* ».

La rigueur qu'on est en droit d'exiger des historiens implique donc, pour le moins, qu'ils replacent dans leur contexte toujours changeant les diverses manifestations et les multiples formes de la violence dans l'Histoire. Or non seulement les auteurs du *Livre noir* ne le font pas, mais encore ils occultent de manière délibérée la montagne de violences en tous genres élevée par le camp qu'ils ont choisi ; et pour cause, les montrer eût réduit à néant leur perspective en trompe-l'œil et leurs pseudo-démonstrations.

Depuis toujours, les révolutions et les contre-révolutions ont été les périodes où la violence politique, s'affranchissant de toute légalité, atteint son paroxysme. Courtois ne semble pas l'avoir remarqué, mais les fêtes nationales, à commencer par le 14 juillet, commémorent des insurrections. Jamais des élections.

Bien entendu, cela ne signifie nullement que toute violence qui se pare de couleurs révolutionnaires soit *ipso facto* justifiée : comme toute autre, politique ou non, elle ne prend sens qu'en relation avec un contexte. Ainsi la terreur de 1793 permit de sauver la République de la situation apparemment désespérée où la plaçait l'articulation des complots royalistes avec l'offensive des armées étrangères, et la nation comprit que la victoire était impossible sans la suspension des libertés. Mais après Fleurus et l'occupation de la Belgique, la Terreur, qui n'avait plus d'autre objet que de maintenir au pouvoir le groupe de Robespierre, fut poussée jusqu'à l'absurde, se retourna contre celui-ci et ce fut Thermidor, fomenté à la faveur de la lassitude populaire par ceux-là même (les Carrier, Fouché, etc.) qui étaient coupables des pires excès de la répression. Comme l'écrivit Mathiez :

« La Terreur se déshonora et ne fut plus qu'un vulgaire poignard dont les indignes allaient se saisir pour frapper les meilleurs citoyens »<sup>1</sup>.

De même, dans le cas de la Russie, on ne peut sérieusement identifier la Terreur de 1918-1922 — assumée certes par le parti bolchevique mais après

1. A. Mathiez, *La Révolution française*, III, p. 192.

qu'elle eût été exercée spontanément, comme le rappelle Marc Ferro <sup>1</sup>, par la paysannerie et la troupe contre les anciens maîtres —, Terreur qui permit au pays d'en finir avec la guerre civile et l'intervention étrangère, et la Terreur de 1934-1938 n'avait d'autre but que de consolider la dictature de Staline qui, en décapitant l'armée, fut en grande partie responsable du prix exorbitant en vies humaines que coûta au pays la victoire finale sur l'Allemagne nazie.

Enfin, les auteurs du *Livre noir* passent à dessein sous silence le fait que les peuples soviétiques ont vécu vingt-cinq ans sous la férule de Staline mais pendant les trente-huit années qui s'écoulèrent jusqu'à la dissolution de l'URSS sous la conduite de ses successeurs qui ne recoururent plus à la terreur de masse. Et pour ces peuples, cette différence n'était pas un détail !

## Il vend le terrible

De tout ceci, Courtois n'a cure : il lui faut par tous les moyens ses 100 millions de morts. Comme l'écrit en souriant l'historienne Lily Marcou qui vécut la réalité du stalinisme dans sa Roumanie natale : « *Sa démonstration se cantonne à un Lénine terroriste et assassin qui n'aurait eu pour seul but que le pouvoir, et ce dans l'unique but de tuer le plus de monde possible* »<sup>2</sup>.

Pourtant quelle cacophonie dans le chœur des compteurs à dormir debout !

Alain Besançon a de Lénine une vision moins simpliste que Courtois : sa qualité de membre de l'Institut lui fait même un devoir de briller dans la sophistication. Selon lui, la pensée du leader bolchevique présente « *une coupe, un arrangement d'esprit, une structure analogue* » à celle des Gnostiques, ces ésotéristes abscons des trois premiers siècles de notre ère <sup>3</sup>. Sans Besançon, on aurait oublié que les auteurs favoris de Lénine étaient Simon le Mage, Basilide, Marcion et même qu'il s'entretenait souvent avec Léon Trotsky.

Ceci dit, Besançon qui juge « *nazisme et communisme également criminel* » leur attribue 60 millions de morts <sup>4</sup>, sans préciser s'il s'agit du score

1. "Le Communisme en URSS : la violence et la foi", *Le Monde*, 6/1/88.

2. L. Marcou, *Le Monde*, 14/1/97.

3. A. Besançon *Les Origines intellectuelles du léninisme*, Paris 1996, p. 16.

4. A. Besançon, *Le Monde*, 2/10/97.

de chacun ou de leur score commun. Dans le premier cas, le « communisme » aurait fait 60 millions de morts de par le monde soit 40 millions de moins que selon Courtois, dans le second, 30 millions, soit 70 millions de moins que selon l'ordonnateur des pompes funèbres du roman noir. Il est vrai que chez ce dernier comme chez *Les Animaux de la Ferme* de George Orwell, les criminels sont tous égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres. N'écrit-il pas : « *Les faits sont têtus : le communisme a fait 100 millions de morts, le nazisme seulement 25 millions* »<sup>1</sup>.

Pour la seule URSS, Courtois recopie le nombre avancé par Soljenitsyne : 20 millions, que Nicolas Werth, co-auteur du *Livre noir*, tient, nous l'avons vu pour « mythique ». Mais Soljenitsyne en était réduit aux déductions car, à l'époque, les archives soviétiques restaient hermétiquement closes ; c'est une excuse dont Courtois ne peut plus se prévaloir aujourd'hui.

La même excuse valait pour Robert Conquest quand il écrivait en 1970 son ouvrage dans l'ensemble honnête sur la Terreur stalinienne et chiffrait les pensionnaires du Goulag à quelque 8 millions <sup>2</sup>, hors des droit commun, pour la période 1934-1938. Néanmoins, après consultation des archives, Jean-Jacques Marie, écrivant en 1995, ramène ce chiffre, pour la même période, à quelque 2 700 000 politiques et autant de droit commun, et il commente : « *Ce chiffre plus modeste change, sinon la nature de l'institution, du moins ses dimensions* »<sup>3</sup>. Pour le Vietnam, on trouve sous la signature de Margolin un million de victimes du communisme. Mais voici que ce co-auteur déclare qu'il n'a jamais écrit cela, qu'il s'agit d'un ajout de Courtois pratiqué à son insu <sup>4</sup>.

Au long des 830 pages du *Livre noir*, on pourrait multiplier les exemples. Où est la plus élémentaire honnêteté quand on met les ravages de l'épidémie qui accompagna la guerre civile et l'intervention étrangère dans la jeune Russie soviétique au compte de l'incurie du régime, en « oubliant » de dire qu'il s'agissait de la fameuse « *grippe espagnole* » apparue en 1918 dans le Kansas,

1. A. Besançon, *Le Monde*, 31/10/97

2. Robert Conquest, *La Grande Terreur*, Paris.

3. J.J. Marie, *Le Stalinisme*, PUF.

4. Margolin, *Le Monde*, 31/10/97.

exportée en Europe par les troupes américaines et qui fit en deux ans plus de 25 millions de morts sur la planète, trois fois plus que la guerre mondiale qui venait de prendre fin ! Mais pour Courtois, tous les morts sont bons à prendre et s'il n'en trouve pas assez, il en invente car ils alimentent son fonds de commerce : il vend le terrible.

### L'offensive contre l'histoire

Si l'on suit cette règle d'or : rapporter les événements à leur contexte, pourquoi ne pas l'appliquer aussi à ce pseudo-événement qu'est la parution du *Livre noir* ?

Il y a déjà belle lurette que des penseurs couverts de lauriers par les pouvoirs ont décrété ouverte la chasse aux « *idéologies* », sauf, mais cela va sans dire, pour les espèces protégées. Cette frénésie cynégétique recouvrait la volonté d'éliminer de l'enseignement et, au delà, de la culture nationale, les disciplines critiques.

Cela avait commencé sous Vichy par la suppression de l'histoire dans le secondaire et recommença sous Giscard quand le ministre de l'Education, devant des parents d'élèves inquiets de voir de nouveau les études historiques réduites à la plus simple expression, eut ce cri du cœur : « *Si vous saviez ce qu'on leur enseigne !* » 1515 Marignan, 1516, premier anniversaire de Marignan, cela suffit bien et ne risque pas de faire pousser de mauvaises graines.

Au lendemain de mai 68, une phalange de professeurs, dont certains — comme Braudel, Chaunu — n'étaient pas médiocres, s'employa plus subtilement à émietter la recherche historique en historiographie et parfois même en monographies. Qu'ils en eussent ou non conscience, leurs travaux, en raison d'un effet de mode, accréditèrent l'idée que l'Histoire, errant de cycles longs en cycles courts et d'un type de mentalité à un autre au hasard d'un cheminement sans but, était dépourvue de sens et que, tout étant dans tout — et réciproquement, comme disait Pierre Dac —, n'était donc vraiment pas une science, se trouvant ainsi dépourvue de critères d'intelligibilité.

Proposer cette régression de la méthode et théoriser la myopie revenait à s'interdire de distinguer le nécessaire sous le contingent et à promouvoir une

phénoménologie du futile : foin des enchaînements, ce sont des structures qu'il nous faut ! A bas Rousseau et vive Tacite ! Des analyses aux *Annales* et de celles-ci aux âneries il n'y avait que quelques barrières ; grâce au snobisme du microscopique et à la vogue des biographies, elles furent vite sautées : *Le commerce des hannetons dans le Hurepoix médiéval* et *La mentalité magique des chevriers poitevins* ne tardèrent pas à voisiner avec *La Vie amoureuse du dernier tsar* et *Les Carnets secrets de Carlos* (je plaisante, mais si peu). Dès lors, sur les débris de l'Histoire désarticulée pourraient s'avancer, d'abord masqués, les brouilleurs de pistes.

### Exceptionnalisme et banalisation : deux faces de la même médaille

D'une certaine façon, la réhabilitation rampante des fascismes était en germe dans le procès de Nuremberg. Paradoxe ? Pas vraiment. Certes, les têtes d'affiche de l'hitlérisme qui avaient froidement conçu et commis des crimes dont la monstruosité n'était en rien atténuée par celle d'Hiroshima, méritaient mille fois d'être pendus et les Partisans italiens avaient montré comment s'y prendre en abattant puis en exposant Mussolini sans autre forme de procès. Mais en montant un procès-spectacle contre ceux qu'ils nommaient des « animaux »<sup>1</sup>, les vainqueurs suggéraient que le nazisme était d'essence extra-humaine et, à ce titre, à la fois inintelligible et exceptionnel et donc que, par sa nature même, son étude n'entrait pas dans le champ des sciences humaines. Ce qui permettait à la fois de réemployer les talents de nombreux nazis qui, au contraire de leurs chefs, étaient, eux, d'indiscutables descendants d'Adam et Eve et Dieu sait qu'on ne s'en priva pas, mais surtout d'éluder la vraie question, celle des rapports sociaux qui avaient engendré le régime. Les quelques voix qui soulevèrent cette question, entre autres celles de David Rousset dans *Les Jours de notre Mort* et de Hans Jürgen Syberberg dans *Hitler, un film d'Allemagne* furent vite couvertes par le tintamarre de tous ceux qui présentaient le nazisme comme un phénomène

1. "We grant these beasts a fair trial".

erratique, un coup de folie de l'Histoire dont la bonne vieille démocratie représentative conjurerait à coup sûr, où que ce soit, la résurrection.

Ce que ces assureurs tous risques, porte-parole du discours dominant, voulaient laisser dans l'ombre, c'est que les rapports sociaux de base étaient les mêmes dans toutes les nations développées de l'Occident que ceux sur lesquels les nazis avaient assis leur pouvoir en Allemagne, que la même crise économique avait frappé les premiers et la seconde de 1929 à 1935, et, mieux encore, que les stratégies de relance avaient été à peu près les mêmes dans toutes les nations développées de l'Occident que ceux sur lesquels les nazis avaient assis leur pouvoir en Allemagne, que la même crise économique avait frappé les premiers et la seconde de 1929 à 1935, et mieux encore, que les stratégies de relance avaient été à peu près les mêmes, y compris l'orientation de l'industrie vers la guerre, dans les deux camps à la veille de s'affronter. Il fallait aussi faire oublier que le Führer avait été porté à la tête du Reich par des élections et enfin que nombreux parmi les détracteurs actuels du nazisme étaient ceux qui avaient naguère lancé le mot d'ordre « *Plutôt Hitler que le communisme* », avec, hélas, le succès que l'on connaît. En un mot, ce qu'il fallait à tout prix nier, c'est que le fascisme, au sens extensif qu'a acquis ce terme, n'est jamais autre chose que la dernière ligne de défense du système capitaliste aux prises avec ses propres contradictions.

C'est pourquoi les exceptionnalistes aimaient à soutenir la spécificité du fascisme allemand par rapport à ses versions italienne et espagnole. Elle était bien réelle mais ce qu'ils feignaient de ne pas voir, c'est quelles étaient contingentes tandis que les ressemblances bien plus nombreuses que les différences étaient du domaine de la nécessité car elles obéissaient à une même logique.

L'Histoire concrète signifia son congé à l'exceptionnalisme quand les régimes de type fasciste se multiplièrent en Amérique latine, en Asie et jusqu'en Grèce avec la bénédiction des « *Etats de droit* » quand ce n'était pas à l'instigation directe de leurs services spéciaux. L'exception tendait dangereusement à devenir la règle. Certains penseurs esquissèrent alors timidement une distinction entre régimes totalitaires et régimes seulement

autoritaires. Trop subtile, elle n'eut guère d'écho. Ils n'insistèrent pas car, de toute manière, ce n'était qu'une casuistique de transition.

### Nolte et la banalisation

L'étape suivante fut celle de la banalisation et fut franchie en Allemagne de l'Ouest. En 1995, le publiciste Martin Broszat publia son *Plaidoyer pour une historisation du national-socialisme*<sup>1</sup> dans lequel, invoquant la prétendue neutralité de l'Histoire et estimant que trop d'études sur le nazisme étaient faussées par des jugements éthiques, il recommandait d'aborder le sujet avec autant de détachement que, par exemple, le Bas-Empire romain. On constaterait alors, poursuivait-il, que l'hitlérisme s'inscrivait dans une évolution économique qui avait marqué avant lui les autres pays développés d'Occident et qui s'y prolongeait après sa chute : qu'il avait contribué à la modernisation de l'Allemagne et que, dans la vie quotidienne (*Alltags Geschichte*) il n'avait guère influencé les Allemands.

On aurait pu se féliciter de cette apparente rupture avec l'exceptionnalisme si l'auteur n'avait pas montré un bout d'oreille en faisant totalement abstraction de l'idéologie nazie. C'est ainsi qu'il légitimait la résistance (Resistenz) de la Wehrmacht sur le front de l'Est à la fin de la guerre puisque les Russes envahissaient le pays. Il oubliait de dire s'il tenait ou non pour justifiée la « résistance » aux alliés occidentaux qui avaient eux aussi pénétré en Allemagne mais surtout il semblait trouver normal et même méritoire d'obéir jusqu'au bout aux ordres insensés et meurtriers d'un régime dont il n'osait pas nier le caractère criminel. De plus, il sous-entendait qu'il y aurait une normalité de l'Histoire, sans qu'on sache qui en avait édicté les lois, de la Providence, comme l'avait affirmé Bossuet, de certains historiens ou du pouvoir politique.

Certains professeurs ouest-allemands ne tardèrent pas à aller beaucoup plus loin dans un but politique clairement assigné par l'un d'eux, Michel Stürmer, conseiller d'Helmut Kohl : présenter une image plus positive du passé nazi afin de restaurer le consensus et de mettre ainsi fin aux affrontements politiques et

1. "Plaidoyer", *Merkur* n° 39.

sociaux. Du coup, Ernst Nolte, professeur à l'Université libre de Berlin-ouest, publia dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le plus fort tirage des quotidiens de droite, un article retentissant. Après avoir demandé qu'on cesse de représenter le IIIe Reich « tout noir ou tout blanc », pure clause de style car il éliminait aussitôt après tout le noir en dénonçant ceux qui faisaient du régime nazi « un mythe négatif », il expliquait que ce régime avait été normal tant qu'il n'avait pas entrepris de supprimer les Juifs. Normales donc, insinuait-il, la mise hors la loi des communistes, puis des socialistes et des démocrates chrétiens, enfin des syndicats, la création des camps de Dachau, Büchenwald et Ravensbruck, la « Nuit de Cristal » et celle des « Longs Couteaux ».

Mais pourquoi Hitler avait-il soudain décidé d'exterminer les Juifs ? Ici l'explication de Nolte est tellement extravagante qu'on croit d'abord qu'il plaisante. Parce que le Führer, raconte-t-il, avait lu dans les années 20 des romans anti-bolcheviks où « la tchéka chinoise » pratiquait le supplice (chinois) consistant à extorquer des aveux à ses prisonniers en les enfermant dans une cage pleine de rats affamés. Dès lors obsédé par ce récit, c'est par une peur panique de la terreur communiste que Hitler avait organisé la Shoah à titre préventif. Il fallait y penser ! Dans les années 20, il n'y avait pas de « Tchéka chinoise » pour la bonne raison qu'il n'y avait pas de communisme en Chine (il n'y en a pas davantage aujourd'hui). En revanche, dans ces années-là, Tchiang Kai-chek (Jiang Jeshi) faisait jeter vivants les révolutionnaires chinois dans les chaudières des locomotives, une technique beaucoup plus proche des fours crématoires d'Auschwitz que le fictif supplice chinois.

Et Nolte conclut en assénant : « *L'assassinat pour raison de classe perpétré par les bolcheviks est le précédent logique et factuel de l'assassinat pour raison de race perpétré par les nazis* »<sup>1</sup>.

### Quand Stéphane Courtois plagie Nolte

Que le professeur Nolte ait écrit sur les « conseils » du gouvernement fédéral ouest-allemand ne change rien au fait qu'il est un révisionniste très mal

1. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6/6/86.

camouflé et sévèrement critiqué dans son propre pays par tous les historiens sérieux, comme Jürgen Habermas qui constate qu'il diffuse « une philosophie de l'OTAN peinte aux couleurs du nationalisme allemand »<sup>1</sup>. Non seulement il reprend le mensonge nazi prétendant que la guerre à l'Est n'était qu'une précaution contre une attaque projetée par l'URSS, ce dont le Blitzkrieg allemand de 1941-42 suffit à démontrer l'insanité, mais encore il s'essaie à ce tour de force : banaliser le nazisme dans ce qu'il a d'exceptionnel et même de singulier, l'extermination des Juifs, présentée comme un assassinat préventif dont, en dernier ressort, le vrai responsable serait le « génocide de classe » imputé au communisme.

Or cette trouvaille de Nolte se retrouve, avec quinze ans de retard mais presque mot pour mot dans le *Livre noir* sous la plume de Courtois : « *D'emblée, Lénine et ses camarades se sont situés dans le cadre d'une guerre de classes sans merci où l'adversaire politique, idéologique ou même la population récalcitrante étaient considérés et traités en ennemis et devaient être exterminés (... ) Ici le génocide de classe rejoint le génocide de race* »<sup>2</sup>.

Elève Courtois, c'est vilain de copier : deux heures de colle.

Bien entendu, on défie Nolte, son perroquet ou quiconque, de trouver dans les quarante-cinq volumes des *Œuvres complètes* de Lénine quoi que ce soit qui ressemble à une apologie de l'extermination systématique d'une catégorie quelconque d'individus. Ce qu'on y trouve, c'est tout autre chose : l'affirmation répétée que l'élimination des classes exploiteuses ne peut être réalisée que par celle des modes de production et des rapports sociaux sur lesquels repose leur pouvoir. Où est l'apologie du génocide de classe quand les révolutionnaires proclament qu'ils doivent être dans le peuple comme des « poissons dans l'eau » ? Les révolutions ont certes besoin de fusils, mais aussi de décrets et surtout du dévouement et de l'enthousiasme des humbles.

Quant à confondre une relation d'antériorité avec une relation causale, c'est une pure et simple aberration. Soutenir que le Goulag est la cause « logique

1. Habermas, *Eine Art Schadenabwicklung*, p. 75.

2. *Livre noir*, p. 18.

et factuelle » d'Auschwitz parce que l'un a précédé l'autre, c'est le saut périlleux raté d'un clown débutant qui ne retombe pas sur ses pieds, mais sur le cul. Comme l'écrit Gilles Perrault, chez Nolte et son émule Courtois, « *l'imposture intellectuelle sidère* »<sup>1</sup>. Avec le Goulag, Staline cherchait avant tout de la main d'œuvre à surexploiter. A Auschwitz, Hitler voulait par priorité exterminer les Juifs, vieillards et enfants compris. C'est pourquoi, au contraire de ce qui se passait à Auschwitz, personne n'était assassiné dès son arrivée au Goulag et c'est aussi pourquoi, s'il était difficile d'en sortir, ce n'était pas impossible, tandis qu'à Auschwitz, tous, Juifs ou non, étaient irrévocablement voués à la mort si les nazis avaient gagné la guerre : les listes respectives de rescapés des deux institutions témoignent avec éloquence de cette différence qui n'est pas mince.

Nul ne peut nier qu'il existe plus d'une analogie entre les deux dictatures, hitlérienne et stalinienne, y compris pour ce qui est des crimes politiques et de la répression de masse et même entre les personnalités, largement pathologiques, des deux dictateurs, et on ne saurait s'en étonner puisque, répétons-le, ce sont celles qui existent, les unes factuelles, les autres tendancielle, entre, d'un côté le capitalisme tout court, de l'autre le capitalisme d'Etat, les ponts ne manquant pas pour passer de l'un à l'autre dans les deux sens.

Mais la comparaison entre nazisme et stalinisme s'arrête là, car ces analogies sont formelles en ce sens qu'elles n'affectent que la forme politique de la société et non ses infrastructures. Elles ne peuvent pas masquer les différences fondamentales entre les deux régimes : celle de leur genèse et de leur base économique-sociale. Le nazisme a prospéré sur l'échec de deux mouvements révolutionnaires, celui de 1848 et, plus directement, celui de 1918-1919 : le stalinisme ne peut se comprendre sans référence à la révolution victorieuse d'octobre 1917 avec laquelle il a conservé jusque dans les années 30 des liens ambigus, confisquant peu à peu aux ouvriers et aux paysans le pouvoir politique mais non pas la totalité de leurs acquis sociaux. Et a-t-on jamais vu la grande

1. G. Perrault, "Communisme; les falsifications d'un livre noir", *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.

industrie et la haute finance, si généreuses envers le parti de Hitler, ouvrir leur bourse en faveur des partis staliniens ?

Les différences idéologiques enfin sont tout aussi flagrantes ; le nazisme affichait son programme fasciste et raciste et le mettait en pratique, le stalinisme, lui, se réclamait en paroles d'un programme communiste auquel il tournait dans les faits un peu plus le dos d'année en année.

Mais à vrai dire, Courtois et son équipe ne comparent rien du tout : sournoisement, ils substituent. Non contents de porter au débit du « *communisme* » les méfaits du capitalisme d'Etat comme si le stalinisme n'avait pas exterminé physiquement deux générations de communistes, y compris ceux qui lui faisaient encore confiance à grand tort et même ceux qui, par opportunisme, s'étaient compromis avec lui dans la répression, ils feignent d'ignorer ceux du capitalisme tout court, comme si celui des Etats-Unis n'était pas bâti sur le massacre des Indiens ; comme si notre IIIe République n'avait pas inauguré son règne en fusillant 20 000 Communards en une semaine, comme si le petit royaume de Belgique à lui seul n'était pas responsable du génocide d'au moins 11 000 000 de Congolais<sup>1</sup>, etc. Enfin, ils passent sous silence l'existence même, face au bloc de l'Est, du bloc occidental qui n'est pourtant pas resté inactif pendant plus de quarante années de guerre froide.

Toute comparaison suppose deux termes mais dans une substitution on fait disparaître l'un des deux. Ce faisant, les ex-staliniens « retournés » (au sens que les services spéciaux donnent à ce terme) substituent les crimes du stalinisme à ceux du nazisme et de ses complices, ce qui revient à amnistier ceux-ci et à les effacer des mémoires. Pas étonnant que les avocats de Papon aient demandé de verser le *Livre noir* à son dossier. Courtois et ses acolytes procèdent comme les sorciers de village : ils fabriquent un quelconque objet noir, prétendent le charger d'une puissance maléfique qui rayonne même dans le vide mais qui, en revanche, est insensible à toute pression extérieure. Chacun a certes le droit d'être farouchement opposé à l'idée même du communisme : encore faut-il que cette opinion ne soit pas nourrie par des impostures. Seuls quelques rustres

1. Hanna Arendt, *L'Impérialisme*, 1982, pp. 112 & 310.

superstitieux peuvent prendre au sérieux les calembredaines des stakhanovistes du roman noir.

### Le vrai sens d'une campagne

Courtois s'efforce d'accumuler les signes extérieurs de respectabilité : directeur de recherche au CNRS, il préside aussi à l'Université de Nanterre le Groupe d'Etude et d'Observation de la Démocratie (GEODE). Quand une université allemande embauche un Nolte, et une université américaine un Furet, l'université française peut bien accueillir un Courtois. Cela montre que partout les établissements de l'enseignement supérieur qui faisaient naguère autorité et souvent à juste titre, tendent à se dégrader en simples porte-voix de la pensée unique que veulent imposer ceux qu'on appelle sans rire les « Grands de ce monde ». Courtois lui-même, comme par inadvertance, le reconnaît aussi quand il déclare : « *Le système communiste visait au renversement du capitalisme et donc de la démocratie* »<sup>1</sup>.

Ce « donc » vaut son pesant de salade car l'identification de la démocratie au capitalisme est aussi frauduleuse que celle du communisme au stalinisme. L'idée démocratique et sa première ébauche de réalisation naquirent en Grèce au Ve siècle avant notre ère ; l'idée communiste, esquissée dans plusieurs hérésies médiévales, connaîtra un début de mise en œuvre au XVI<sup>e</sup> siècle à Munster avec les Anabaptistes allemands. Le maître de recherches Courtois adopte une chronologie digne du lycée Papillon.

Mais surtout il fait semblant d'oublier que de nos jours le capitalisme libéral n'a plus forcément pour corollaire le libéralisme politique, qu'il s'accommode souvent fort bien des dictatures fascistes et y trouve même quand il le faut le meilleur moyen de faire sauter les freins qui gênent sa pleine expansion. Naguère Chirac proclamait que la démocratie ne convenait pas à l'Afrique noire et on ne compte plus les interventions de l'armée française pour sauver les dictateurs africains corrompus que l'ancienne métropole avait installés au pouvoir, fussent-ils, comme au Rwanda coupables ou complices d'un

1. S. Courtois, *Le Monde*, 2/12/95.

génocide massif. On ne compte pas non plus celles des Etats-Unis (et de quelques autres) menées dans le même but. Pinochet a été abondamment applaudi pour avoir instauré au Chili une économie à 100 % libérale en pulvérisant avec ses tanks un gouvernement légitime : cela valait bien les 8 millions de dollars dépensés par Washington en trois ans pour assurer son succès. L'ex-dignitaire stalinien Eltsine, alcoolique notoire, avait fait bombarder le Parlement (1 500 morts à Moscou<sup>1</sup>) et annulé la Constitution sur laquelle il avait prêté serment : les « *Grands de ce monde* » ont fait la queue pour l'embrasser, lui décerner un brevet de démocrate et le combler de crédits dont les destinataires supposés n'ont jamais vu la couleur.

Il est vrai que le premier tyranneau venu est promu démocrate par ses tuteurs étrangers pour peu qu'il procède à des simulacres d'élections, soit à la mode stalinienne qui permet d'être vainqueur avec 99,9 % des voix, soit selon l'ancien système des « *bourgs pourris* » qui assurait un siège là où, au contraire, les votants se comptaient sur les doigts de la main et que l'Angleterre supprima dès 1832 mais qui, à de rares exceptions près, sévit encore, tout comme l'autre, dans le Tiers Monde au détriment des deux tiers de l'humanité

Même dans nos pays qui brandissent l'étendard démocratique, peut-on appeler universel un suffrage soumis à des conditions restrictives d'âge, de résidence et de nationalité, où il faut beaucoup d'argent afin de faire campagne et où les découpages introduisent une inégalité de fait entre les électeurs, de sorte que la légitimité décroît à mesure que progressent les diverses formes d'exclusion ? Et peut-on appeler citoyens ceux dont le pouvoir sur la cité se limite à glisser tous les quatre ou sept ans un bulletin dans une boîte pour désigner les décideurs sur lesquels ils ne pourront exercer aucun contrôle après les avoir élus ? Comme en témoignent les termes d'« onction » et de « sacre » prodigués par tous les médias après chaque scrutin, l'élection n'est plus guère qu'un rituel à forte connotation monarchique dont la seule utilité était de prendre périodiquement le pouls de l'opinion tant que les sondages — qui pourraient à la limite le remplacer — n'existaient pas. Telle qu'elle est devenue, la démocratie

1. Chiffre révélé par Jean Krause, alors correspondant du *Monde* à Moscou.



représentative n'est que l'ensemble des institutions destinées à pérenniser l'économie de marché.

En France, celle-ci n'a plus de freins à éliminer : c'est déjà fait. L'enjeu est donc ailleurs et c'est ici que le *Livre noir* et sa promotion à son de trompe viennent à leur heure. Déstabilisée par l'énorme gaffe de Chirac mais surtout consciente qu'elle aurait encore plus de mal que la gauche à gérer le réveil des mouvements sociaux et leurs formes imprévues, une partie croissante de la droite dite classique, de Philippe de Villiers à Charles Pasqua, se propose à haute voix d'abord de nouer avec le Front national des alliances électorales, puis de l'associer à un futur gouvernement. Sous couleur de l'apprivoiser, elle le banalise en puisant dans son répertoire.

Ce répertoire, on le connaît : régime musclé, ordre moral, déni des droits de la femme, exaltation du chauvinisme, xénophobie, racisme, antisémitisme. Et on connaît la pratique du Front : recrutement d'anciens vichystes, d'anciens nazis, d'intégristes et de poujadistes ; contacts affichés de Le Pen avec tous les partis fascistes étrangers, mise en œuvre dans les municipalités frontistes d'un *apartheid* repeint en « *préférence nationale* » et censure culturelle. Le ciment de cette mosaïque : révisionnisme historique et anticommunisme hystérique. Quand Courtois dit que Hitler fut quatre fois moins criminel que Staline, ils acclament, quand il réclame un procès de Nuremberg contre le communisme, ils exultent ; quand il déclare qu'Auschwitz ne fut qu'une copie du Goulag, ils jouissent ; lorsqu'il affirme que les communistes ne luttèrent contre les fascismes que pour masquer les crimes staliniens, ils rayonnent ; quand il demande : « *Comment peut-on tolérer légalement les groupes d'extrême-gauche ?* », ils s'écrient « *Nous ne les tolérerons pas* ». Et quand un Besançon, en plein délire, écrit :

« *L'occupation volontaire (?) de la France par le Komintern a duré plus longtemps que l'occupation allemande* »<sup>1</sup>, ils trépignent d'enthousiasme.

Le seul point auquel les All Blacks n'osaient pas encore s'attaquer était l'extermination massive des Juifs par les nazis : révisionnistes obliques, ils biaisaient, mais leurs émules roumains, eux, n'ont pas hésité : là-bas, « *la notion*

1. *Le Figaro*, 10/7/97.

*d'holocauste rouge est passée dans le lexique courant (...)* Dans le *Musée du Goulag roumain, en partie financé par le Conseil de l'Europe, on a la surprise de voir certains membres de la Garde de Fer pro-nazie des années 30 et autres hauts dignitaires de l'Etat entre 1940 et 1944 présentés comme d'innocentes victimes du communisme et des martyrs de la patrie* », révèle *Le Monde* (27 janvier 1998). Et le Procureur général de la République en personne réclame la réhabilitation posthume des ministres pro-nazis responsables pendant la guerre du massacre de 250 000 Juifs roumains.

### Un maccarthysme à la française

Depuis déjà quelques années, le maccarthysme montre un bout d'oreille dans notre pays. Il se fait de préférence la main sur les morts sans dédaigner quelques vivants. Les auteurs du *Livre Noir* et une presse parfois complice lui apportent leur concours actif.

Leurs cibles prioritaires sont bien sûr les victimes du stalinisme auxquelles leur douloureuse expérience apprit à distinguer le bon grain de l'ivraie sans renier leur idéal. Ainsi, un des All Blacks, Karel Bartosek, a publié sous l'égide de Courtois et sous le titre *Les Aveux des Archives*, un factum cherchant à déshonorer la mémoire d'Artur London qui, après avoir servi dans les rangs républicains en Espagne et avoir été déporté par les nazis puis torturé et condamné en 1951 lors du procès de Prague, écrivit *L'Aveu*, livre porté à l'écran qui dessilla ceux qui s'obstinaient à croire en la sincérité des impostures judiciaires forgées dans certains pays de l'Est<sup>1</sup>. De même, dans son livre *Aubrac : Lyon 1943*, un certain Chauvy s'emploie à jeter le doute sur les circonstances de l'évasion de Raymond Aubrac, figure respectée de la Résistance. Aubrac, sur la foi du gestapiste Barbie, tortionnaire de Jean Moulin<sup>2</sup>.

Mais les antifascistes qui ne furent jamais communistes ne sont pas non plus épargnés, quelle que soit leur appartenance. Dans *Le Grand Recrutement*,

1. Sauf en Yougoslavie et en RDA.

2. *Le Monde*, 26 août 1995. A ce compte, Stéphane Courtois doit-il être considéré comme un agent de Staline ?

Thierry Wolton, assez lié à Stéphane Courtois pour avoir alors la même adresse, prétend que Pierre Cot, ministre de l'Air radical-socialiste dans le gouvernement de Front populaire, était un agent soviétique. Une commission d'historiens a conclu que cette accusation « ne repose sur aucune base sérieuse ». N'importe : Courtois vole au secours de son co-locataire. « *Comme tous les admirateurs de Staline, déclare-t-il avec une stupéfiante amnésie, Pierre Cot a été complice du système avant de devenir son agent* ». Ce que l'extrême-droite ne pardonna jamais à Cot, c'est d'avoir livré en cachette quelques avions à la République espagnole et d'avoir refusé de voter les pleins pouvoirs à Pétain.

Il y a quelques mois *L'Express* a publié un *scoop* présentant feu Charles Hernu, ministre de la Défense sous Mitterrand, comme un agent rémunéré du bloc de l'Est ayant, de surcroît, un passé de « collabo ». Un procès en diffamation est en cours. Ces allégations contradictoires reposent sur de faux documents fournis semble-t-il par un des services spéciaux français, la DST, à des fins obscures d'intoxication. Inquiétant, car si tel est le cas, le maccarthysme sévit déjà au niveau des organismes d'Etat et ceci alors qu'on célèbre officiellement la mémoire de Dreyfus !

### De quoi ils ont peur

Ouvrons ici une brève parenthèse. Nous croyons déjà entendre ceux qui nous reprocheront d'avoir mentionné le communisme, un système social qui, jusqu'à nouvel ordre, n'a jamais existé nulle part, ce qui est bien vrai. Mais ceci ne justifie nullement que, comme le font les auteurs du *Livre noir* et leurs inspireurs, on baptise « *communisme* » le capitalisme d'Etat, pas plus qu'il n'eût été fondé avant que Cugnot fabrique en 1770 la première automobile à vapeur de confondre un cheval avec un chien de traîneau. C'est son pouvoir d'anticipation qui distingue l'homme des autres animaux : sans Léonard de Vinci, pas d'avion, sans Galilée, pas d'héliocentrisme, sans Jules Verne, pas de sous-marin. Si on est dépourvu de ce pouvoir, on est tout juste au rang du stupide mouton.

Ensuite on ne saurait oublier que de nos jours il y eut plusieurs tentatives pour mettre en œuvre la transition au socialisme en s'écartant résolument de la

fausse image présentée par l'Union soviétique. Ainsi la Yougoslavie vécut pendant trente ans sous le régime de la propriété sociale autogérée laissant subsister un secteur privé limité dans l'agriculture et l'artisanat, ainsi la Chine, pendant un quart de siècle s'est écartée du « *modèle* » soviétique sur deux points fondamentaux, en refusant de donner priorité au développement de l'industrie lourde et en bannissant le travail aux pièces dans le système de rémunération ; ainsi la Tchécoslovaquie, lors du « *printemps de Prague* » interrompu par l'invasion de ses « *alliés* » avait réintroduit le multipartisme, tout comme le firent plus tard et dans des conditions différentes, les sandinistes au Nicaragua. Il convient de tenir compte de ces expériences, ne fût-ce que pour analyser leurs contradictions, leurs limites et les causes de leurs échecs.

Par delà ses objectifs politiques immédiats, la campagne actuelle s'inscrit dans un contexte plus ancien et plus large.

Il y a déjà vingt ans que les « *nouveaux philosophes* », aujourd'hui bien fanés, à la suite de Bernard-Henri Lévy, ignare prétentieux mais fort bruyant, découvrirent les pseudo-historiens allemands qui prétendaient « *repenser le nazisme* » et se firent leurs impresarios en France ; et déjà dix ans que François Furet, remontant plus haut dans le temps, entreprit de « *repenser* » la Révolution française. Il expliqua que celle-ci n'était pas une vraie révolution sociale mais que, par son volontarisme, elle avait « *déraciné toute une société* ». Ayant ainsi, comme Maurras, versé un pleur sur l'Ancien Régime, il estimait que la Terreur, qui avait « *subjectivisé l'Univers* » (?) était la fille de la démocratie avant de devenir celle du communisme. Comme le note un de ses disciples, Sylvain Kahn, « *cette interprétation démystifie la politique démocratique et l'idéologie égalitariste et amène l'historien à disqualifier, au nom du désenchantement, tout projet politique* ». C'est si vrai que Furet lui-même a écrit : « *Nous sommes condamnés à vivre dans le monde dans lequel nous vivons* ». Ne songez surtout pas à changer le monde, même pas à élargir et approfondir la démocratie : ce sont de dangereuses utopies. Tel est le message que lançait du haut de sa confortable chaire de Chicago le mustélidé olinien.

Pour lui, pour tous ses émules, le révisionnisme mou et l'anticommunisme dur ne sont au fond que des prétextes. Ce qui leur importe, c'est d'entourer chaque cerveau d'un cordon sanitaire : celui de la résignation au désordre établi.

De quoi ont-ils donc peur ? Pas de ce qu'ils baptisent avec perversité « communisme », c'est à dire les Etats de l'ex-bloc soviétique. Ceux-ci n'existent plus et quand ils existaient ils n'eurent que des déboires à l'intérieur comme à l'extérieur, depuis les schismes yougoslaves, chinois et albanais jusqu'aux grèves de Gdansk, de la perte de toute influence en Afrique au fiasco d'Afghanistan. Ce bloc — et l'Occident le savait bien — n'était qu'un tigre de papier brandi par les Etats-Unis pour dominer l'Europe, ce qui est aujourd'hui chose faite.

Ils n'ont pas peur non plus, même s'ils font semblant, de la gauche institutionnelle qui joue le jeu de l'alternance sans alternative, ce balancier de funambule sur lequel comptent les dirigeants des Etats de droit et de fin des droits pour maintenir leur fragile équilibre en changeant périodiquement de costume trois pièces.

Ce dont ils ont peur, c'est des peuples, de ces peuples qu'ils ne peuvent dissoudre comme un vulgaire Parlement. Peur du peuple français parce qu'en France les 5 % qui sont les plus riches détiennent 40 % du patrimoine national, quand les 50 % les plus pauvres ne disposent que de 8 % ; parce qu'en vingt-cinq ans la production des biens a augmenté de 70 %, tandis que le nombre des chômeurs a été multiplié par huit. Parce que ce peuple, enfin, les dépasse de très loin en imagination créatrice : depuis Louis XVI (« *Est-ce une révolte ? — Non, Sire, c'est une révolution* ») jusqu'aujourd'hui, l'exaspération populaire a toujours pris le pouvoir politique au dépourvu : il n'a su prévoir ni la Commune, ni juin 36, ni mai 68, ni l'élan de l'hiver 95, ni, tout près de nous, la révolte des chômeurs. Il ne sait ni quand ni à quel propos aura lieu l'explosion sociale majeure qu'il ne se cache pas de redouter mais, instruit par l'expérience, il tente de se préparer à y faire face en supprimant l'appel sous les drapeaux des citoyens, en entraînant l'armée de métier aux combats de rue avec des armes sophistiquées, en confiant à une gendarmerie pléthorique le premier rôle en matière de police.

Peur du peuple français, mais aussi de tous les autres qui luttent de par le monde pour leur survie, leur pain ou leurs droits et parfois pour tout ceci à la fois. Des Kurdes qui se battent contre trois maîtres ; des Indiens du Mexique qui ont pris les armes pour ne plus être massacrés ; des Palestiniens qui n'ont que des pierres à opposer aux fusils ; des Vietnamiens qui ont infligé à la superpuissance mondiale la première défaite de son histoire ; des Cubains qui prouvent que même une petite île soumise à un blocus implacable et lâchée par ses alliés d'hier, peut tenir tête depuis trente-neuf ans à ceux qui voudraient la recoloniser ; des Russes, qui, au lendemain même de la Grande Terreur stalinienne montrèrent au monde entier qu'ils ne tenaient pas Hitler pour quatre fois moins criminel que Staline ». Ces Russes qu'on entend aujourd'hui dire dans les bureaux de vote : « *Le pire des socialismes vaut encore mieux que le meilleur capitalisme* »<sup>1</sup> expriment de façon un peu confuse devant des événements très confus la même opinion que les électeurs polonais, bulgares etc. qui ont préféré sans guère d'illusions les ex-nomenklaturistes aux entrepreneurs de démolitions agenouillés devant le tout-marchand.

Ils ont peur de tous les peuples, car ils savent bien que « *le monde dans lequel nous sommes condamnés à vivre* » est celui où 800 millions d'êtres humains ne mangent pas à leur faim, où 250 millions d'enfants travaillent parfois douze heures par jour sans nulle protection sociale, quand ils ne sont pas réduits à se nourrir dans les décharges ou à se prostituer ; où chaque année 60 millions d'habitants du Tiers Monde meurent de maladies facilement curables, faute d'argent, de médicaments et de médecins : un Auschwitz par mois ! Ils savent que ce monde est condamné à se fissurer sous son poids écrasant d'inégalités hurlantes, d'injustice, de corruption galopante ; de krachs financiers qui torpillent l'économie de nations entières, de conflits armés sans précédent par leur nombre et leur caractère meurtrier, de pollutions irréversibles, un monde fou de foot et de foutre miné par ses contradictions.

1. Propos souvent entendu à Moscou (G. de S. )

Et en décrétant « la fin de l'Histoire », ils voudraient que ce monde-là soit, non pas un Purgatoire provisoire, mais éternel comme l'Enfer !

Rousseau leur avait déjà répondu d'avance :

« Seul l'ignorant juge du possible d'après ce qui existe ».

Fin février 1998.

## Correspondance

La mort de Stéphane Just et les appréciations divergentes portées sur son bilan de dirigeant de l'OCI/PCI ont amené de vifs échanges notamment avec la revue *Carré rouge* qui avait dans un premier temps publié un article de Charles Jérémie et qui, après la notice nécrologique parue dans les *Cahiers Léon Trotsky* a publié un article de François Chesnais, prenant, comme cible Pierre Broué, avec des méthodes — des injures — inadmissibles.

En revanche, la rédaction des *Cahiers* a apprécié l'effort accompli par Charles Jérémie, notamment à propos de l'affaire Varga, qui est une vraie « pierre de touche ».

Nous publions ci-dessous la lettre de Pierre Broué à *Carré rouge* à propos du texte de Chesnais.

Nous avons reçu également une réaction d'Omar Fernandez contre toutes les positions exprimées tant par les *Cahiers* que par le *Carré rouge*. La violence des termes employés, moins contre nous que contre Chesnais ou Jérémie, nous a incités à attendre que *Carré rouge* la publie. Mais nous publierons tôt ou tard la partie nous incriminant.

Enfin Denis Collin a adressé « à François, Pierre et Charles » un « appel à la raison » qui pourrait aussi s'adresser à Omar, mais dont l'auteur ne souhaite pas la publication.

Nous n'étonnerons personne en disant que nous souhaitons que l'affaire en demeure là.



Pierre Broué

## A propos du texte de Chesnais me concernant

J'avoue que, quand j'ai vu le titre du papier de Chesnais sur moi dans *Carré rouge*, j'ai ri franchement. Il y a une quinzaine d'années, sous le nom d'Etienne Laurent ou Marc, je ne sais plus, il avait commis contre moi un papier bourré de venin, écrit avec l'art d'un pontife devenu préfet des mœurs. J'avais répondu par des plaisanteries sur le fédérateur des « pieds écrasés ». En fait il me reprochait violemment de critiquer Stéphane Just. Et voilà que Just est mort, que Chesnais l'embaume et prétend m'interdire de le critiquer puisqu'il est mort (il appelle ça « s'acharner sur le cadavre d'un militant ! ») En d'autres termes, il prétend m'imposer une « discipline de pensée ». A quel titre et de quel droit ? ou, pour mieux dire, où se croit-il ? Et surtout avec cette bassesse !

Chesnais dit qu'il faut un autre type de discussion. Je ne crois pas qu'il sache ce qu'est une discussion. Lui, il calomnie, injurie, affabule. Il invente ce qu'il ne sait pas et qu'il veut affirmer. Quelques exemples.

1. « **Broué, fort du monopole qu'il a établi comme éditeur incontrôlé des Cahiers** ».

Pur mensonge. Je n'ai le monopole que du travail matériel à la rédaction. Si Chesnais avait lu un numéro des *Cahiers*, il saurait que le monopoleur cherche un successeur depuis plus de trois ans mais la réalité lui importe peu : il invente pour mieux frapper. Je le lui ai plusieurs fois reproché amicalement ces dernières années. Il continue à parler de ce qu'il n'a pas lu.

2. « **la notice nécrologique que Pierre Broué a consacrée à Stéphane Just** »...

Encore l'affabulation. Cette notice n'est pas signée, et pour cause. (Un lecteur attentif peut s'en apercevoir, il est question des témoins du congrès de Dijon, où je n'étais pas). Toutes celles qui sont importantes, nous les faisons à

plusieurs, nous critiquant mutuellement, échangeant des brouillons ; que de pages pour celle-là ! Si Chesnais était sous la table, aurait-il la bonté de dire à ses lecteurs sous laquelle et qui la faisait tourner.

Je ne veux pas être trop long mais il me faut quand même dire quelques mots de ce qu'il appelle « bruits de chiotte » — je préfère « comméragage ». Dans cette nécro, je n'ai récupéré aucune rumeur. J'ai seulement **témoigné**.

- c'est contre moi, parce que j'avais, sur demande du comité de rédaction, écrit dans *IO* un compte-rendu d'un livre de Guingouin, « Partisan rouge », que Just a fait sa sortie sur « sa guerre ».
- c'est après le départ du local de deux jeunes représentants de Varga, contre Lambert et moi, que Just a commencé à parler (à hurler) GPU pour Varga.
- c'est à moi qu'il a dit « Va te faire foutre » quand, après m'avoir fait lire le texte qu'il opposait à Lambert, il m'a demandé si je marchais avec lui, à quoi j'avais répondu par une autre question sur le régime du parti et sa propre responsabilité là-dedans.
- c'est moi qui ai essayé de la part des gens du SWP les plâtres pour sa venue à New York en Concorde à deux.
- c'est moi qui l'ai rencontré au séminaire de l'EHESS quand il s'était mis en-dehors de son parti.
- je ne crois pas avoir besoin d'embellir ma biographie. C'est celle d'un homme sérieux qui ne s'est jamais pris pour un génie ni un donneur de leçons (dans mon pays on dit, pour parler comme Chesnais, que je « ne pète pas plus haut que mon cul », ce qu'apparemment il me reproche !).

Il est toutefois un comméragage dont je veux parler. Il y a bien longtemps, un magnifique dirigeant brésilien, **Sergio**, a été exclu comme « arriviste » et « déserteur ». Saisi par lui, j'ai obtenu le réexamen de la sanction par une réunion commune du CC et de la CI (la suite sort de ce sujet). Quelque temps après, un « comméragage » circulait : j'aurais eu avec Sergio au Brésil des « conversations oppositionnelles » (c'était vrai), après quoi je l'avais dénoncé aux « grands chefs » (c'était évidemment faux). Chesnais, lui, devait y croire puisqu'il a tenté de me l'envoyer à la figure publiquement. J'ai enquêté au Brésil. Je sais qui est le mouchard, je sais qui a tapé la lettre. Ce que j'ignore,

c'est **qui** a raconté ce gros mensonge à Chesnais et pourquoi il l'a répété. Il ne s'est jamais excusé de cette saleté. Pourquoi ? Qui l'avait informé ?

A la place de Chesnais, je réfléchirais à ce qu'est une discussion, j'arrêteraï d'affabuler car ça discrédite l'affabulateur d'abord mais aussi la cause. Ne peut-il vraiment dépouiller le vieil homme ? C'est en tout cas tout le mal que je lui souhaite.

## Lettre ouverte à Monsieur Coquema, auteur d'un roman sur la IVe Internationale

Monsieur,

Ayant moi-même, comme vous vous en doutez puisque vous me citez avec référence plus de 25 fois et m'utilisez plus souvent encore, consacré quelques travaux historiques à Trotsky et à la IVe Internationale, j'attendais de votre part l'envoi d'un service de presse, ce qui était élémentaire. Je voulais pourtant faire une recension dans les *Cahiers Léon Trotsky*. Pensant à un oubli de votre part, j'ai sollicité un exemplaire de presse sans recevoir même de réponse. J'ai pu néanmoins récupérer un exemplaire offert neuf à une bibliothèque par un anonyme (*sic*). Du coup je comprends votre silence et j'ai des remarques et des questions à votre égard.

Passant sur la ridicule manie qui vous fait écrire un ouvrage d'« histoire » au futur, je commencerai par vous dire combien je suis choqué que vous écorchiez systématiquement tant de noms de militants qui méritent le respect. Vous pourriez écrire Rakovski ou Rakovsky ou Racovsky ou Racovski, tous licites, mais vous écrivez **Rabosvski** (p. 362). Ignorance ou mépris ? Je vous laisse répondre. Il y a aussi Ledern pour **Le Dem**, Parizot pour **Parisot**, Ben Saïd pour **Bensaïd**, Kady pour **Kaldy**, Jacques Barnes pour **Jack Barnes**, Duraz pour **Duret**, Crapeau (*sic*) pour **Craipeau**. J'en passe, qu'un peu de familiarité avec le sujet aurait pu vous éviter.

La partie historique est une mauvaise compilation de textes ajoutés les uns aux autres sur la base d'une documentation hétéroclite et la plupart extraits eux-mêmes de citations d'ouvrages que vous n'avez pas lus. A part la ridicule

mention que vous faites du nom de Rakovsky en l'empruntant à un livre de J. J. Marie, qui, lui, sait écrire et relire, vous ne mentionnez pas une fois le nom de Rakovsky dans votre texte alors qu'il fut jusqu'en 1934 le lieutenant de Trotsky.

Vous ignorez d'ailleurs bien d'autres personnages et faits historiques. Vous placez en 1912 la naissance du POSDR qui remonte à **1898**. Vous confondez Alfred Rosmer et Albert Treint et fabriquez ainsi un « Alfred Treint » dont vous faites un animateur de *La Révolution prolétarienne*, ce que ne fut jamais aucun Treint. Vous ne parlez pas de Daniel Renard à propos de la grève Renault de 1947, et vous ignorez sans doute qu'il s'agit de lui quand vous citez Garnier. Jean Meichler, gérant d'un bulletin en langue allemande en France, n'était évidemment pas allemand, contrairement à ce que vous assurez. Ces lacunes et bien d'autres, dans vos connaissances, ne vous empêchent pas d'énoncer des phrases de bilan — une leçon bien apprise.

C'est ainsi que certains faits ou événements sont complètement dénaturés par une présentation tendancieuse et une vraie censure, le silence sur les erreurs ou violences de vos inspireurs/conseillers/informateurs.

Vous écrivez par exemple à propos de Varga : « *L'OCI le caractérisa comme un provocateur infiltré* » sans indiquer que l'OCI l'a en fait accusé d'être agent de la CIA et du GPU **réunis** et qu'elle a systématiquement lancé son service d'ordre et déchaîné la violence contre ses camarades sans jamais étayer ses accusations, ni évidemment qu'il s'agissait d'une calomnie dont il a été fait justice.

A propos de la rupture de l'OCI avec l'Ecole émancipée, vous indiquez — sans dire de quels *Mémoires d'un âne* vous tirez l'information — que les dirigeants de l'OCI ont constitué l'EE-FUO « *à la suite du refus de l'EE de combattre pour imposer l'unité contre la trahison des dirigeants syndicaux en juin 1968* ». Vous n'avez apparemment jamais entendu parler des CAOTE (Comités d'Alliance Ouvrière des Travailleurs de l'Enseignement) qui furent l'occasion de cette scission et qui avaient été créés **dans ce but** par l'OCI et ont disparu sans laisser d'adresse.

Et puis, il fallait s'y attendre, l'ignorant se fait calomniateur. Non, Monsieur le professeur Coquema, je n'ai jamais dit à *La Folha* ce que vous prétendez (sans même pouvoir citer la date du journal ni le nom du journaliste), mais tout autre chose, en fait le contraire ! Non, Monsieur le professeur-menteur,

je n'ai pas intégré « les camarades » de Favre (qui ?) à un comité de rédaction de LMA, lequel n'existait pas encore en septembre 1990. Et pourquoi ne dites-vous pas que j'ai présenté mon livre aux amis de Bertrand Renouvin dans une tournée organisée par mon éditeur pour *Trotsky* ? Que le PCI m'avait demandé de faire cette tournée ? Que je l'ai consulté sur ce point précis sans obtenir de réponse ? Que ce même groupe de Bertrand Renouvin, que le PCI a traité de « fasciste » (et qui ne l'est pas), avait fait imprimer pendant des années son organe politique, *Le Royaliste*, par Abexpress, l'imprimerie même du PCI ? Mais peut-être vos informateurs vous ont-ils caché ces « détails » ?

Calomnie toute nue pour en finir. Affirmation que « *Roch Denis était un agent de la social-démocratie* ». Vous précisez avec un culot de professionnel, « *depuis 1984* ». J'en ai la nausée. Pourquoi ce sale travail ? Quel objectif, quel salaire, avec quels moyens ?

Vous êtes enseignant, M. Coquema, mais vous êtes un enseignant sans honneur et un auteur faussaire malgré l'énumération grotesque de vos diplômes sur la couverture. Ils ne vous qualifient ni professionnellement ni moralement pour porter les jugements que vous portez et pour proférer sans aucune vérification des contre-vérités. J'espère que vos étudiants et vos collègues sauront bientôt qui ou plutôt ce que vous êtes et pourquoi vous l'avez dissimulé.

Avec tout mon mépris, ce 13 avril 1998.

Pierre Broué

## **Les Départs**

### **Chambrier, Michel dit Hémcé (1928-1998)**

Michel Chambrier, qui était né à Paris le 14 octobre 1928, est mort à Lyon le 2 février 1998 d'une longue et douloureuse maladie, le cancer. Il avait fait ses études secondaires à Paris et, peu après la Libération, avait rejoint la petite organisation de jeunesse du PCI, le Parti communiste internationaliste, la JCI (Jeunesse communiste internationaliste) qui comptait quelques dizaines de membres, et dont Paul Rivet, président d'un jury d'honneur qui eut à juger des assertions calomnieuses des staliniens contre elle, disait : « *Cette organisation a peut-être 1500 membres mais elle fait du bruit comme 20 000* ». Michel, qui avait pris comme pseudonyme ses initiales (M. C., Hémcé) était le secrétaire énergique et fraternel d'une organisation qui avait à sa tête, avec lui, de tout jeunes gens, métallos comme Daniel Renard (Garnier) et Roger Marchand (Paulo), instit comme Colette Marchand (Job), l'étudiant Pierre Broué (Scali) et surtout la secrétaire administrative, Gilles, la merveilleuse Annie Cardinal, et à la base des contestataires permanents comme le futur historien Maurice Rajsfus, et Robert Monclar père qui fut plus tard capitaine de l'équipe de France de basket.

Hémcé mena le petit esquif dans les années d'après la Libération, prépara la transformation de la JCI en MRJ (Mouvement révolutionnaire de la Jeunesse) dont tous attendaient qu'elle fusionnât avec les Jeunesses socialistes d'André Dunoyer (Essel) dirigée par des trotskystes « entrés ». Mais l'événement attendu ne se produisit pas, du fait de la crise du PCI et du départ de « la droite » — dont les dirigeants JS — vers le RDR. Hémcé fut de ceux qui vécurent très mal cette scission. Après son service militaire, il trouva son ancien domaine ravagé par la crise politique du PCI et s'en alla sans phrases au début des années 50 : il n'y avait plus ni JCI, ni MRJ, ni JS de Dunoyer...



Il s'installa comme chirurgien-dentiste à Châtillon-sur-Seine puis à Lyon. Ce pragmatique voulait du concret, ce qui l'amena à se tourner vers la Chine où il fit plusieurs voyages en touriste intraitable et curieux. Il fut président des Amitiés franco-chinoises, toujours attiré par la nouveauté, ici la médecine ancienne et nouvelle. On ne l'a pas connu longtemps, assez cependant pour le regretter. Les jeunes gens joyeux autant que sérieux sont un bien précieux dans une organisation digne de ce nom. Il fut de ceux-là.

### **Chitarin, Attilio (1946-1997)**

Attilio Chitarin qui était né à Rome en 1946, y est mort l'année dernière, à l'été 1997. La trajectoire de cet intellectuel romain, qui disparaît prématurément, fut celle d'un homme qui, appartenant au camp marxiste où il accompagna divers courants et groupes de la gauche révolutionnaire italienne, maintint toujours jalousement son indépendance. Il collabora pendant les premières années avec l'Institut Léon Trotsky qu'il avait connu par Alfonso Leonetti. A cette époque de repentir chez les intellectuels italiens et de servilité à l'égard des institutions, il était fier d'être un intellectuel révolutionnaire, mais paya cette attitude de son isolement. Il restera dans les mémoires pour sa passion pour les grands révolutionnaires du passé, qu'il accompagna de sa réflexion critique. Il s'attacha surtout à la reconstruction historique et théorique du chemin du mouvement ouvrier international avant la Deuxième Guerre mondiale, et particulièrement à celui de l'Opposition de gauche. Il fut le principal spécialiste de Victor Serge en Italie, traduisit et commenta ses principales œuvres et publia plusieurs recueils documentaires, comme la correspondance de Deutscher et Leonetti sur Trotsky, celle de Victor Serge, Pierre Pascal et Andreu Nin. Il traduisit aussi le *Trotsky vivant* de Pierre Naville, et *Sept ans auprès de Trotsky* de Jean van Heijenoort. Il enseignait au moment de sa mort à l'Université La Sapienza à Rome. Il avait été le collaborateur de nombreuses revues spécialisées : *Belfagor*, *Giovane Critica*, *Problemi del Socialismo*, *Rivista di Storia Contemporanea*, *Il Ponte*.

(Rédigé d'après des notes envoyées par Piero Neri)

### **Fraser, Clara (1923-1998)**

Clara Fraser était née à Los Angeles le 12 mars 1923. Elle vient de mourir à Seattle le 24 février 1998. Elle était née d'une famille d'émigrés très politisés : un père letton, anarchiste, une mère organisatrice syndicale, venue de Russie. Elle milita très jeune dans les rangs des Young People Socialist League, les Jeunesses socialistes, entra à 16 ans à l'Université de Californie, fut diplômée en littérature et éducation en 1945, conquise par les idées trotskystes et adhéra au SWP en 1945.

En 1946, elle fut envoyée dans le Nord-Ouest du Pacifique pour construire la branche de Seattle. Ouvrière électricienne, elle participa à la fameuse grève chez Boeing en 1948, organisa un tourniquet de mères portant leur bébé quand un jugement interdit les piquets de grève. Licenciée après la grève, elle alla de petit boulot en petit boulot, persécutée pendant plus de dix ans par le FBI.

Désespérant de pouvoir redresser la ligne du SWP qui soutenait le séparatisme des Black Muslims, alors qu'elle était pour une « intégration révolutionnaire » des Noirs, elle rompit avec lui en 1976 et organisa après la scission le Freedom Socialist Party qui se réclamait à la fois du marxisme et de l'émancipation des Femmes, dirigeant parallèlement les Radical Women.

Employée à la compagnie municipale d'éclairage, licenciée en 1974, elle gagna finalement son procès contre la compagnie qui dû la réintégrer en 1984, mais eut à faire face à d'autres entreprises réactionnaires la visant en tant que militante. Elle prit sa retraite professionnelle en 1986, demeurant présidente du FSP et l'animatrice des Radical Women, active dans la mesure de ses forces jusqu'à sa mort.

Sa disparition est une grande perte pour les militants du Nord de la côte Ouest où elle était une figure de légende.

### **Pilling, Geoffrey (1940-1997)**

Geoffrey Pilling, qui était né à Ashton-under-Lyne le 3 mars 1940, est mort à Londres le 20 août 1997. Il avait fait ses études à la Grammar School d'Audenshaw, puis à l'université de Leeds, où il obtint en 1961 son diplôme d'économie. Il enseigna à Leeds, Sheffield, Bradford et à la Middlesex

Polytechnic, devenue ensuite l'Université du Middlesex. Entré à Leeds dans la Marxist Society, il y fit connaissance de Tom Kemp et Cliff Slaughter, exclus du PC de Grande-Bretagne en 1956, et rejoignit la SLL (Socialist Labour League, trotskyste) de Gerry Healy (plus tard RWP, Revolutionary Workers Party) avec eux. Il se consacra avec les militants autour de Cliff Slaughter, actifs dans l'Aide ouvrière à la Bosnie et le soutien des dockers de Liverpool, aux efforts de reconstruction. Il avait publié deux ouvrages importants, l'un sur les rapports entre l'économie politique et la philosophie dans *Le Capital*, l'autre sur la crise de la théorie économique keynésienne. C'était un homme d'humour et de passion.

## OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11<sup>e</sup>).



Achévé d'imprimer,  
d'après les documents fournis,  
en juin 1998  
IMPRIMERIE LIENHART  
à Aubenas d'Ardeche

Dépôt légal juin 1998  
N° d'imprimeur : 9774  
Printed in France

ISSN 0181 - 0790

Prix : 80 F

**Cahiers Léon Trotsky** □ **Institut Léon Trotsky**